



République de Côte d'Ivoire

Union – Discipline – Travail

Côte d'Ivoire - Education

Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement
Technique et de la Formation Professionnelle

Rapport d'analyse statistique 2018-2019



**Focus sur la politique de scolarisation obligatoire
des enfants de 6 à 16 ans de 2015 à 2019**



DIRECTION DES STRATÉGIES DE LA
PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES



Institut Nationale de la Statistique

Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques

04 BP 514 Abidjan 04 – Tél : (225) 20 22 00 45 – Fax : (225) 20 21 99 06 – site Web: www.men-dpes.org

Le rapport d'analyse des données statistiques scolaires fait partie d'une série de documents que la Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques met à la disposition des gestionnaires et des partenaires du système éducatif.

En effet, après l'enquête statistique menée dans les établissements secondaires et les écoles primaires sur toute l'étendue du territoire national, les données traitées sont consignées dans les annuaires et dans les documents de statistiques scolaires de poche. Le rapport d'analyse, dernier livrable à être produit, revêt une importance capitale d'autant plus qu'il a pour vocation de favoriser une meilleure compréhension des indicateurs de scolarisation, de permettre une évaluation quantitative des performances et des contre-performances du système éducatif et de proposer des esquisses de solutions.

Depuis l'année scolaire 2016-2017, ce document se veut thématique. Ainsi, en 2018-2019, un focus est mis sur la Politique de Scolarisation Obligatoire (PSO) depuis sa mise en œuvre jusqu'en 2019, son incidence sur la scolarisation des enfants de 6 à 16 ans et sur la qualité du système éducatif.

Dans le présent document, une lucarne est ouverte sur les défis à relever tels que l'accès, le maintien et l'intégration de tous les enfants hors du système pour que ceux-ci accèdent à l'école primaire et atteignent la fin du premier cycle de l'enseignement secondaire.

Remerciements

Le Rapport d'analyse statistique fait partie des livrables que la Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques (DSPS) met à la disposition de tous les utilisateurs de données scolaires. Sa réalisation nécessite un travail d'équipe. Alors, je voudrais remercier sincèrement tous ceux et toutes celles qui ont contribué à l'élaboration et à la publication du présent rapport d'analyse statistique du système éducatif ivoirien pour l'année scolaire 2018-2019.

Mes remerciements s'adressent spécialement :

- à Madame **Kandia CAMARA**, Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, qui, par sa détermination, fait de l'école ivoirienne une référence, un des principaux piliers du développement durable de la Côte d'Ivoire. Elle veille à la production constante des statistiques scolaires, outils de bonne gouvernance ;
- aux membres de l'équipe de rédaction et au comité de relecture : Mesdames BAMBA BOUARE Adjaratou, SILUE Babetinni et Messieurs FOFANA Yacouba, KONE Segoui, SORO Issa, ESSOUA Baklénou Emmanuel, KIPRE Hugues Stéphane, ZENA-BI Flazan Hyacinthe et FOFANA Mamadou, pour tous les efforts consentis.

Je ne saurais clore cette liste sans exprimer ma reconnaissance et mon infinie gratitude aux Partenaires Techniques et Financiers qui nous ont accompagnés.

Mamadou FOFANA

Directeur des Stratégies, de la Planification
et des Statistiques

RENTREE SCOLAIRE 2019 - 2020



*La qualité de l'enseignement
pour les leaders
de demain*

RIGUEUR - PERSÉVÉRANCE - EXCELLENCE



DE LA 6ème À LA TLE A ET D

- Salles multimédias
- Bibliothèque physique
- Bibliothèque numérique
- Auditorium
- Accompagnement personnalisé des élèves
- Effectifs réduits à 40 élèves par classe.



01 69 48 00 - 58 21 10 52

Sommaire

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Avant-propos | 2 |
| Remerciements | 3 |
| Sommaire | 5 |
| Liste des tableaux | 7 |
| Liste des graphiques | 10 |
| Sigles et abréviations | 11 |
| Introduction | 12 |
| Chapitre 1 : Présentation du cadre institutionnel de la Politique de Scolarisation Obligatoire | 13 |
| I- Attributions et fonctionnement des organes de la Politique de Scolarisation Obligatoire | 14 |
| II- Actions menées en faveur de la Politique de Scolarisation Obligatoire | 14 |
| 1. Actions de gouvernance | 15 |
| 2. Actions de sensibilisation | 15 |
| 3. Limites de la mise en œuvre de la Politique de Scolarisation Obligatoire | 16 |
| Chapitre 2 : Situation de l'accès au primaire et au premier cycle de l'enseignement secondaire | 18 |
| I- Accès de la population scolarisable au système éducatif | 18 |
| II- Défis de l'offre éducative dans le primaire et le premier cycle du secondaire général | 21 |
| 1-Capacité d'accueil encore insuffisante dans l'enseignement primaire public | 21 |
| 2-Eloignement des écoles primaires publiques des résidences des élèves. | 24 |
| 3-Insuffisance des classes de pré-primaire dans les écoles primaires | 28 |
| Chapitre 3 : Politique de Scolarisation Obligatoire et problématique des enfants hors du système éducatif | 32 |
| I- Intégration des Structures Islamiques d'Education | 33 |
| II- Rôle des offres alternatives d'éducation : les classes passerelles et les écoles communautaires | 37 |
| 1- Classes passerelles | 37 |
| 2- Ecoles communautaires | 40 |
| Chapitre 4 : Situation du parcours scolaire des élèves | 45 |
| I. Flux des élèves : Promotion, redoublement et abandon | 45 |
| 1- Promotion | 45 |
| 2- Redoublement | 46 |
| 3- Abandon | 49 |
| II. Rétention | 51 |
| 1- Rétention toujours faible dans l'avenir | 51 |
| 2- Efficacité interne du système éducatif à améliorer | 52 |
| III. Achèvement | 53 |
| IV- Transition Primaire-Collège | 56 |
| Chapitre 5 : Incidence de la Politique de Scolarisation Obligatoire sur la qualité du système éducatif | 59 |
| I-Encadrement pédagogique | 59 |
| 1-Nombre d'élèves par maître dans l'enseignement primaire | 59 |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 2-Nombre d'élèves par salle de classe dans le primaire et le nombre d'élèves par groupe pédagogique dans le secondaire général..... | 60 |
| II-Environnement scolaire | 64 |
| 1-Situation des élèves victimes de violences..... | 64 |
| 2-Situation des conflits en milieu scolaire | 68 |
| 3-Situation des cas de grossesse en cours de scolarité | 70 |
| III-Disponibilité des manuels et kits scolaires dans l'enseignement primaire public | 73 |
| 1- Disponibilités des manuels scolaires | 74 |
| 2- Disponibilités des kits scolaires | 77 |
| IV-Commodités au sein des établissements scolaires | 79 |
| 1- Points d'eau..... | 79 |
| 2- Cantines scolaires dans le primaire | 83 |
| 3- Latrines..... | 85 |
| 4- Electricité | 89 |
| 5- Dispositifs de lavage des mains..... | 92 |
| Conclusion..... | 96 |

Liste des tableaux

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Tableau 1: Evolution de l'accès de la population scolarisable au primaire et au premier cycle du secondaire général de 2014/15 à 2018/19 | 19 |
| Tableau 2 : Taux Net d'Admission dans l'enseignement primaire par région administrative et selon le genre en 2018/19 | 20 |
| Tableau 3 : Evolution de la proportion d'élèves refusés au CP1 dans les écoles primaires publiques pour insuffisance de salles de classe, en 2018/19 | 22 |
| Tableau 4 : Proportion d'enfants refusés par type de motif et selon le milieu dans les écoles primaires publiques, en 2018/19 | 22 |
| Tableau 5 : Proportion d'enfants refusés dans les écoles primaires publiques pour insuffisance de capacité d'accueil par région administrative, en 2018/19 | 23 |
| Tableau 6 : Répartition du nombre de salles de classe construites par année, de 2015 à 2019 et les prévisions de 2020 à 2023 | 24 |
| Tableau 7 : Evolution de la proportion des élèves parcourant plus de 3 Km pour arriver dans une école primaire par statut et par milieu, de 2016/17 à 2018/19 | 25 |
| Tableau 8 : Proportion des élèves parcourant 3 Km et plus pour arriver dans une école primaire publique par région administrative et selon le milieu, en 2018/19 | 26 |
| Tableau 9 : Evolution de la proportion des écoles primaires ayant une classe de pré-primaire par statut et par milieu, de 2015/16 à 2018/19 | 29 |
| Tableau 10 : Proportion des écoles primaires publiques ayant une classe de pré-primaire par région administrative et selon le milieu, en 2018/19 | 29 |
| Tableau 11 : Proportions d'élèves et de structures islamiques d'éducation selon le type de structures islamiques d'éducation, en 2018/19 | 35 |
| Tableau 12 : Proportion d'élèves selon le type de structures islamiques d'éducation et par région administrative dans le primaire, en 2018/19 | 35 |
| Tableau 13 : Proportion des élèves selon les types de structures islamiques d'éducation et par région administrative dans le secondaire, en 2018/19 | 36 |
| Tableau 14 : Répartition du nombre de classes passerelles par région administrative selon le milieu et le niveau d'études, en 2018/19 | 38 |
| Tableau 15 : Répartition des apprenants des classes passerelles par région administrative selon le milieu et le niveau d'études, en 2018/19 | 39 |
| Tableau 16 : Répartition du nombre d'élèves des classes passerelles intégrés dans le système formel par niveau d'études et selon le milieu, en 2018/19 | 40 |
| Tableau 17 : Evolution du nombre d'écoles, de classes et des effectifs élèves dans le communautaire, de 2014/15 à 2018/19 | 41 |
| Tableau 18: Proportion des écoles et des élèves par région administrative dans le communautaire par rapport aux écoles primaires publiques, en 2018/19 | 42 |
| Tableau 19: Proportion des redoublants par statut dans le primaire et dans le secondaire, en 2018/19 | 48 |
| Tableau 20 : Profil de rétention pseudo-longitudinal, en 2018/19 | 52 |
| Tableau 21: Coefficient d'efficacité interne (CEI) et Gaspillage estimé selon le cycle d'enseignement .. | 53 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Tableau 22 : Evolution u taux de transition du primaire au collège par sexe, de 2006 à 2012 et de 2012 à 2018 | 57 |
| Tableau 23 : Ratios élèves par maître et élèves par salle de classe par région administrative dans le primaire, en 2018/19 | 62 |
| Tableau 24 : Ratio élèves par groupe pédagogique par région administrative dans le premier cycle du secondaire public, en 2018/19 | 63 |
| Tableau 25: Répartition des cas de violence par type de violence selon le milieu dans l'enseignement primaire, en 2017/18 | 66 |
| Tableau 26 : Proportion des élèves bénéficiant de mécanisme de résolution des violences selon le milieu d'implantation des écoles dans l'enseignement primaire, en 2017/18 | 67 |
| Tableau 27 : Répartition des cas de violence par type de violence selon le milieu et le statut dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, en 2017/18 | 67 |
| Tableau 28 : Proportion des élèves bénéficiant de mécanisme de résolution des violences selon le milieu d'implantation des établissements dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, en 2017/18 | 67 |
| Tableau 29 : Proportion des élèves bénéficiant de mécanisme de résolution des violences selon le statut des établissements dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, en 2017/18 | 68 |
| Tableau 30 : Répartition des écoles ayant connu un conflit selon le milieu dans l'enseignement primaire, en 2017/18 | 69 |
| Tableau 31 : Proportion des élèves bénéficiant de mécanisme de résolution des conflits dans les écoles selon le milieu dans l'enseignement primaire, en 2017/18 | 69 |
| Tableau 32 : Répartition des établissements ayant connu un conflit selon le milieu et le statut dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, en 2017/18 | 69 |
| Tableau 33 : Proportion des élèves bénéficiant de mécanisme de résolution des conflits dans les établissements selon le milieu dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, en 2017/18 | 70 |
| Tableau 34 : Proportion des élèves bénéficiant de mécanisme de résolution des conflits selon le statut des établissements dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, en 2017/18 | 70 |
| Tableau 35 : Evolution des cas de grossesse en cours de scolarité par région administrative dans l'enseignement primaire, de 2015/16 à 2017/18 | 71 |
| Tableau 36 : Evolution des cas de grossesse en cours de scolarité par région administrative dans le premier cycle du secondaire général, de 2015/16 à 2017/18 | 72 |
| Tableau 37 : Evolution de la proportion des élèves disposant de livres de français et de mathématiques dans écoles primaires publiques, de 2016/17 à 2018/19 | 75 |
| Tableau 38 : Proportion des élèves disposant de livre de français par niveau d'étude selon le milieu dans les écoles primaires publiques, en 2018-2019 | 75 |
| Tableau 39 : Proportion des élèves disposant de livre de mathématiques par niveau d'étude selon le milieu dans les écoles primaires publiques, en 2018/19 | 75 |
| Tableau 40 : Proportion des élèves disposant de livre de français et de mathématiques par région administrative dans les écoles primaires publiques, en 2018/19 | 76 |
| Tableau 41 : Evolution de la proportion des élèves disposant de kit scolaire dans les écoles primaires publiques, de 2016/17 à 2018/19 | 78 |

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Tableau 42 : Proportion des élèves disposant de kit scolaire selon le niveau d'études et par milieu dans les écoles primaires publiques, en 2018/19..... | 78 |
| Tableau 43: Proportion des élèves disposant de kit scolaire par Région administrative dans les écoles primaires publiques, en 2018/19 | 78 |
| Tableau 44 : Proportion des écoles primaires et des établissements secondaires disposant de point d'eau fonctionnel, en 2018/19 | 81 |
| Tableau 45 : Proportion des écoles primaires publiques et des établissements secondaires publics disposant de point d'eau fonctionnel par région administrative, en 2018/19 | 82 |
| Tableau 46 : Proportion des écoles primaires disposant de cantine fonctionnelle par statut et par milieu, en 2018/19 | 84 |
| Tableau 47: Proportion des écoles primaires et établissements secondaires disposant de latrines fonctionnelles par statut et par milieu, en 2018/19..... | 87 |
| Tableau 48 : Proportion des écoles primaires publiques et des établissements secondaires publics disposant de latrines fonctionnelles par région administrative, en 2018/19 | 88 |
| Tableau 49 : Proportion des écoles primaires et des établissements secondaires électrifiés par statut et par milieu, en 2018/19..... | 90 |
| Tableau 50 : Proportion des écoles primaires publiques et des établissements secondaires publics électrifiés par région administrative, en 2018/19 | 91 |
| Tableau 51 : Proportion des écoles primaires et établissements secondaires disposant de lave-mains fonctionnels par statut et par milieu, en 2018/19..... | 94 |
| Tableau 52 : Proportion des écoles primaires publiques et établissements secondaires publics disposant de lave-mains fonctionnels par région administrative, en 2018/19 | 95 |

Liste des graphiques

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Graphique 1 : Rapport entre les effectifs de CP1 parcourant 3 Km et plus pour arriver dans une école primaire publique et les effectifs des enfants refusés au CP1 pour capacité d'accueil insuffisante dans les régions administratives, en 2018/19..... | 27 |
| Graphique 2 : Evolution du Taux de Promotion par niveau d'études et par cycle d'enseignement en 2014 et 2017 | 46 |
| Graphique 3 : Evolution du Taux de Redoublement par sexe dans le primaire, de 2011/12 à 2017/18 | 48 |
| Graphique 4: Evolution des proportions des redoublants par niveau d'études et par cycle d'enseignement, en 2015 et 2018 | 49 |
| Graphique 5: Evolution du taux d'abandon du primaire par sexe, de 2011/12 à 2017/18..... | 50 |
| Graphique 6 : Evolution du Taux d'abandon du 1er cycle du secondaire par sexe, de 2011/12 à 2017/18 | 50 |
| Graphique 7: Profil de rétention pseudo-longitudinal estimé, en 2018/19 | 53 |
| Graphique 8 : Evolution du Taux d'Achèvement du primaire de 2012/13 à 2018/19 et projection pour 2025..... | 54 |
| Graphique 9: Evolution du taux d'achèvement par sexe dans le primaire, de 2012/13 à 2018/19..... | 55 |
| Graphique 10 : Evolution du taux d'achèvement selon le cycle d'enseignement, en 2012/13, 2015/16 et 2018/19 | 55 |
| Graphique 11 : Evolution du taux de transition du primaire au collège par sexe, de 2010/11 à 2017/18 | 57 |
| Graphique 12 : Evolution du ratio élèves par maître selon le milieu dans l'enseignement primaire de, 2014/15 à 2018/19..... | 59 |
| Graphique 13 : Evolution du ratio élèves par salle de classe selon le milieu dans l'enseignement primaire, de 2014/15 à 2018/19 | 61 |
| Graphique 14 : Evolution du ratio élèves par groupe pédagogique selon le milieu dans le premier cycle du secondaire, de 2014/15 à 2018/19..... | 63 |
| Graphique 15 : Evolution de la proportion des écoles primaires disposant de point d'eau fonctionnel, de 2015/16 à 2018/19..... | 80 |
| Graphique 16 : Evolution de la proportion des établissements secondaires disposant de point d'eau fonctionnel, de 2015/16 à 2018/19 | 81 |
| Graphique 17 : Evolution de la proportion des écoles primaires disposant de cantine fonctionnelle, de 2015/16 à 2018/19..... | 83 |
| Graphique 18 : Proportion des écoles primaires publiques disposant de cantine fonctionnelle par région administrative, en 2018/19 | 85 |
| Graphique 19 : Evolution de la proportion des écoles et établissements secondaires disposant de latrines fonctionnelles, de 2015/16 à 2018/19 | 86 |
| Graphique 20 : Evolution de la proportion des écoles primaires électrifiées, de 2015/16 à 2018/19..... | 90 |
| Graphique 21 : Evolution de la proportion des établissements secondaires électrifiés, de 2015/16 à 2018/19 | 90 |
| Graphique 22 : Proportion des écoles primaires disposant de lave-mains fonctionnels, de 2015/16 à 2018/19 | 93 |

Sigles et abréviations

| | |
|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| BEPC | Brevet d'Etudes du Premier Cycle |
| CAFOP | Centre d'Animation et de Formation Pédagogique |
| CP | Cours Préparatoire |
| CPU | Cours Préparatoire Unique |
| CP1 | Cours Préparatoire 1 ^{ère} année |
| CP2 | Cours Préparatoire 2 ^{ème} année |
| CE | Cours Elémentaire |
| CEU | Cours Elémentaire Unique |
| CE1 | Cours Elémentaire 1 ^{ère} année |
| CE2 | Cours Elémentaire 2 ^{ème} année |
| CEI | Coefficient d'Efficacité Interne |
| CEPE | Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires |
| CM | Cours Moyen |
| CM1 | Cours Moyen 1 ^{ère} année |
| CM2 | Cours Moyen 2 ^{ème} année |
| CNO | Commission Nationale d'Orientation |
| DDENET | Direction Départementale de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique |
| DSPS | Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques |
| DRENET | Direction Régionale de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique |
| ENSEA | Ecole Nationale supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée |
| IEPP | Inspection de l'Enseignement Préscolaire et Primaire |
| MENET-FP | Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle |
| PSE | Plan Sectoriel Education/Formation |
| PSO | Politique de Scolarisation Obligatoire |
| SIE | Structure Islamique d'Education |
| TAP | Taux d'Achèvement du Primaire |
| TAS | Taux d'Achèvement du Secondaire |
| TBA | Taux Brut d'Admission |
| TBS | Taux Brut de Scolarisation |
| TNA | Taux Net d'Admission |
| TNS | Taux Net de Scolarisation |

Introduction

L'éducation constitue pour tous les citoyens un droit fondamental reconnu comme tel par différents textes réglementaires, tant au niveau international que national :

L'article 26 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, en son alinéa 1, dispose que :

« *Toute personne a droit à l'éducation* » ;

« *L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire* ».

Par ailleurs, la Constitution Ivoirienne en son article 7 dispose que : « *L'État assure à tous les citoyens l'égal accès à la santé, à l'éducation, à la culture, à l'information, à la formation professionnelle et à l'emploi.* »

Conscient de cette réalité et dans le cadre de la mise en œuvre d'un pan de son programme de gouvernement, le Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA a décidé d'engager la Côte d'Ivoire sur le chemin de la scolarisation obligatoire à travers la Loi n°2015-635 du 17 septembre 2015 portant modification de la loi n°95-696 du 7 septembre 1995 relative à l'Enseignement.

Dans cette dynamique, le gouvernement réalise des investissements et entreprend des réformes en vue d'améliorer la qualité du système éducatif à tous les niveaux : préscolaire, primaire, secondaire technique et professionnel. Ainsi depuis 2011, on observe une forte augmentation des dépenses globales d'éducation. Cependant, la demande de construction d'écoles demeure toujours forte.

En effet, une étude diligentée par le MENETFP et réalisée par l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA), avec l'appui de l'UNICEF révèle que de nombreux enfants en âge d'aller à l'école sont hors du système scolaire. Or les véritables défis de la scolarisation universelle pour la Côte d'Ivoire se situent dans sa capacité à cibler et à toucher davantage les enfants en milieu rural de certaines régions comme le Nord, le Nord-Ouest et le Centre-Ouest. L'accent doit être mis davantage sur les enfants des familles les plus pauvres. Cette situation a milité en faveur de l'obligation scolaire.

L'analyse diachronique des incidences de la scolarisation obligatoire depuis sa genèse répond aux problématiques suivantes : En quoi consiste la Politique de Scolarisation Obligatoire (PSO) ? Quels ont été ses apports à la scolarisation de 2015 à 2019 ?

A partir d'une démarche essentiellement analytique, le présent rapport d'analyse, est structuré en cinq chapitres : Le premier présente le cadre institutionnel de la Politique de Scolarisation Obligatoire.

Le second porte sur la situation de l'accès. Dans le troisième, une lucarne est ouverte sur l'intégration des enfants hors du système éducatif. Le chapitre quatre est consacré à la situation du parcours scolaire. Et enfin, dans le dernier chapitre, il est question de l'incidence de la Politique de Scolarisation Obligatoire sur la qualité de l'éducation.

Chapitre 1 : Présentation du cadre institutionnel de la Politique de Scolarisation Obligatoire

L'institutionnalisation de l'école obligatoire par la loi n° 2015-635 du 17 septembre 2015 portant modification de la loi n° 95-696 du 07 septembre 1995 relative à l'enseignement et à sa constitutionnalisation en 2016 pour tout enfant âgé de 6 à 16 ans, traduisent avec éloquence cette volonté affichée de l'Etat de faire de la qualité des ressources humaines un pilier essentiel de sa marche vers l'émergence. L'on retient dans l'Article 2 Alinéa 1 de la loi : « *Dans le cadre du service public de l'enseignement, la scolarisation est obligatoire pour tous les enfants des deux sexes âgés de 6 à 16 ans.* »

Dans le cadre de la loi, deux obligations s'imposent : obligation des parents et celle de l'Etat et de ses démembrements. En effet, la première consiste à inscrire tous les enfants à l'école dès l'âge de 6 ans et à les y maintenir jusqu'à 16 ans au moins. La deuxième obligation garantit effectivement l'accès et assure le maintien de tous les enfants de cette tranche d'âge dans le système scolaire. La scolarisation obligatoire cible l'éducation de base qui correspond au cycle primaire et au premier cycle du secondaire général et professionnel. Elle donne la possibilité à tous les enfants de 6 à 16 ans d'acquérir un socle commun de connaissances, de compétences et de culture qui leur permettent la poursuite des études et/ou la construction d'un avenir professionnel et personnel les préparant ainsi à l'exercice de la citoyenneté.

Pour le respect de la Politique de Scolarisation Obligatoire (PSO), l'article 17-1 de la loi prévoit : « *Le parent qui viole l'obligation de scolarisation prévue par la présente loi, est puni d'une peine d'emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 50 000 à 500 000 FCFA ou de l'une de ces deux peines seulement.* »

Par ailleurs, l'article 17-2 – Alinéa 2 préconise : « *Jusqu'à cette date (2025), l'obligation faite aux parents, en application de l'alinéa 1 de l'article 17 de la présente, ne s'applique que si une offre de scolarisation existe au sein d'un établissement public d'enseignement proche de leur lieu de résidence.* »

Cependant, le recours à la sanction n'est possible qu'après une vaste campagne de sensibilisation des organes de la PSO à l'endroit de toutes les forces vives de la Nation. Quels sont alors ces organes ?

I- Attributions et fonctionnement des organes de la Politique de Scolarisation Obligatoire

Dans le cadre de l'opérationnalisation de la Politique de Scolarisation Obligatoire (PSO), il est signé un arrêté interministériel n° 0066/MEN/MEMIS/ du 23 juin 2016 portant création, organisation, attributions et fonctionnement des comités régionaux de coordination et de suivi de la Politique de Scolarisation Obligatoire. Cet arrêté interministériel du Ministère de l'Education Nationale et le Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, prévoit la création d'un Comité Régional sous l'autorité des Préfets de région pour la mise en œuvre des programmes et projets définis dans le cadre de la PSO.

Ce Comité Régional a pour mission de coordonner et de diriger les travaux des consultations régionales, d'élaborer le plan régional de la scolarisation obligatoire, de mobiliser les ressources indispensables à la réalisation de la PSO, d'assurer le suivi et l'évaluation interne de l'exécution de la PSO.

Il est composé du Préfet de région, des Préfets de département, de Présidents de conseils régionaux, des Maires, des Directeurs régionaux et des chefs de service administratif. Dans le souci de la réussite de cette politique, l'arrêté n° 0035/men/cab/ du 09 Avril 2016 portant création, organisation, attributions et fonctionnement du comité de pilotage de la PSO a été créé.

Ce comité a pour mission d'assurer la coordination et la mise en œuvre de la PSO. Il définit les stratégies de la politique sur la base d'un Plan Sectoriel de l'Education. Il impulse la concertation permanente avec les acteurs de la PSO au niveau national, régional et local.

En assurant la coordination avec les différents partenaires impliqués dans la mise en œuvre de la politique, ce comité valide et appuie les plans d'actions et le financement proposé par le Secrétariat Technique.

Cependant, la mise en place de tout ce cadre institutionnel doit être accompagnée pour atteindre les résultats escomptés car elle permettrait d'améliorer tout le mécanisme mis en place pour une scolarisation universelle de tous les enfants.

Quelles sont les actions entreprises dans le cadre de la PSO malgré ces difficultés ?

II- Actions menées en faveur de la Politique de Scolarisation Obligatoire

Au cours de l'année 2015, le Ministère de l'Education Nationale a initié plusieurs actions de communication en direction de la communauté éducative nationale et des partenaires au développement en vue de poser les bases de la PSO. Au nombre de ces actions, il convient de citer :

1. Actions de gouvernance

Elles concernent :

- la restitution des conclusions des deux séminaires gouvernementaux conduits par le Président de la République, le 13 juillet 2015 ;
- la présentation de la Politique de Scolarisation Obligatoire aux Partenaires Techniques et Financiers (PTF) du secteur Education, le 20 juillet 2015 ;
- la conférence inaugurale de la tribune de communication gouvernement-famille du Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant (MSFFE) animée par Mme le Ministre de l'Education Nationale sur la scolarisation obligatoire, le lundi 10 août 2015, au Palais de la Culture ;
- la mise en place du cadre institutionnel par le vote de la loi.

2. Actions de sensibilisation

Tout en permettant aux différents acteurs de comprendre les buts poursuivis par le gouvernement à travers la Politique de Scolarisation Obligatoire, des actions ont fait apparaître la nécessité de procéder à de larges consultations au niveau régional pour une forte adhésion et une implication effective des populations. Pour la réalisation de ces consultations dans toutes les régions, le Ministère de l'Education Nationale a bénéficié d'un appui financier et technique de l'UNICEF et du Projet d'Urgence d'Appui à l'Education de Base (PUAEB). Plusieurs actions de sensibilisation ont marqué la mise en œuvre de la PSO. Il s'agit de :

- la sensibilisation du grand public à travers une campagne d'affichage et de diffusion de spots télévisés;
- l'organisation d'un atelier de préparation méthodologique des consultations régionales;
- le lancement des consultations régionales à Bouaké par le Ministre de l'Education Nationale;
- la tenue des consultations régionales dans les chefs-lieux de régions;
- la rédaction et la présentation du rapport de synthèse des consultations régionales.

Les actions menées ont pour objectif général d'élaborer la feuille de route des consultations régionales sur la Politique de Scolarisation Obligatoire.

Le lancement des consultations régionales, placé sous le co-parrainage du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité et de Madame le Ministre de l'Education Nationale, s'est déroulé au centre culturel Jacques Aka à Bouaké, le samedi 06 Février 2016. Il visait à engager les forces vives de la nation et plus particulièrement l'administration préfectorale, les élus, les leaders d'opinion, les guides religieux et les chefs coutumiers à s'impliquer dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation de la PSO.

Par ailleurs, la mise en œuvre de cette politique connaît des insuffisances.

3. Limites de la mise en œuvre de la Politique de Scolarisation Obligatoire

L'information et la sensibilisation des acteurs régionaux par les préfets de région ont été effectives dans l'ensemble des régions. Toutefois, cette sensibilisation est restée pour la plupart au niveau des responsables administratifs sans véritablement toucher les populations concernées.

La mise en place des membres du secrétariat exécutif du Comité Régional de Coordination, conformément à l'arrêté interministériel n° 0066/MEN/MEMIS/ du 23 juin 2016, n'a été effective que dans quatre régions. Des efforts restent à faire pour doter toutes les régions de cette instance capitale pour la bonne marche de la PSO.

La rédaction du document diagnostic du système éducatif telle que prévue, n'a pas été achevée dans toutes les régions visitées. Cependant, les missions d'appui ont permis la remontée de tous les documents diagnostics.

L'on a pu noter aussi des faiblesses et des contraintes, à l'issue des consultations. Il s'agit de :

- l'implication insuffisante des acteurs régionaux des secteurs autres que l'éducation ;
- les lacunes de capacités des acteurs régionaux de l'éducation en planification ;
- la faiblesse de ressources matérielles et financières pour les activités en région ;
- l'insuffisance de temps pour la rédaction des documents de diagnostics et plans régionaux.

Concernant la validation du diagnostic du système éducatif régional, de l'élaboration du plan d'action pluriannuel budgétisé et de l'élaboration du plan de suivi-évaluation, ces activités n'ont pu être réalisées compte tenu du retard de l'élaboration des documents diagnostics régionaux.

Par ailleurs, les missions d'appui ont été bénéfiques aux acteurs des comités régionaux en ce qu'elles ont été une grande opportunité en termes de renforcement de capacités pour une meilleure compréhension et appropriation de la planification éducative régionale.

Depuis son lancement officiel, la Politique de Scolarisation Obligatoire est entrée dans sa phase opérationnelle dans toutes les régions.

Quelle est alors sa contribution à la situation de l'accès sur toute l'étendue du territoire national ?



ETUDES

Cadre spacieux, calme et propice aux études

Environnement sain

- Redonner à l'école tout son sens
- Inculquer le goût du travail et de l'effort
- Etablir un vrai partenariat Ecole-Parents
- Une dynamique équipe de professionnels

SPORT



REPUBLICQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Agrément n° 083/MEMIS/GAT/DAG/SDVA

REPUBLICQUE DE FRANCE
Récépissé de Déclaration de CREATION
de l'association n° W333006917
ACADEMIE AKONDA DIVO COTE D'IVOIRE

- Un terrain de jeu homologué par la FIF. Des formateurs diplômés et rigoureux pour une formation de qualité. • Le matériel adéquat pour une formation de base solide de qualité.
- Reconnu par l'Etat Français

BP 854 DIVO

collegeakondadivo@gmail.com
Tél : 32 76 17 64 - Cel : 58 80 92 80
05 82 05 16 - 02 75 57 35

E-mail : cffakonda@gmail.com
05 82 05 16 - 58 48 40 49 - 40 19 51 61

(Sis au domaine brevet derrière la préfecture de Divo)

Chapitre 2 : Situation de l'accès au primaire et au premier cycle de l'enseignement secondaire

Au regard de la Politique de Scolarisation Obligatoire, plusieurs dispositions ont été prises du point de vue législatif et réglementaire pour garantir à tous les enfants de 6 à 16 ans un accès à l'école sans aucune discrimination. Cependant, il faut noter que tous les enfants en âge d'aller à l'école n'y sont pas tous. En effet, le problème de l'accès de tous les enfants à l'école repose essentiellement sur trois facteurs :

- **les facteurs financiers** : le manque de ressources financières pour subvenir aux besoins de la famille conduit parfois certains parents à faire travailler précocement leurs enfants au lieu de les scolariser ;
- **les facteurs culturels** : certaines coutumes ou pratiques culturelles continuent d'influencer la décision des parents d'envoyer les enfants à l'école. Dans bien des cas, les enfants sont plutôt orientés vers d'autres types d'éducation qui ont plus de sens et de valeurs aux yeux des parents. Il s'agit par exemple des enseignements coraniques, des enfants bouviers, des enfants jongleurs.
- **l'insuffisance des infrastructures** : il y a souvent un gap important entre la couverture en infrastructures et les besoins réels. Les enfants issus des zones moins dotées en infrastructures sont obligés de parcourir plusieurs kilomètres pour aller à l'école la plus proche. Pour cette raison, certains parents s'abstiennent d'inscrire leurs enfants à l'école.

Dans ce chapitre, l'analyse sur l'accès portera uniquement sur la disponibilité des infrastructures pour accueillir toute la population d'enfants scolarisables. Il s'agira donc d'estimer l'adéquation entre le nombre d'infrastructures offertes par le système éducatif et les besoins de scolarisation exprimés par la population.

I- Accès de la population scolarisable au système éducatif

Les données statistiques de 2015 à 2018 montrent une évolution de l'accès au primaire et au premier cycle de l'enseignement secondaire (**Tableau 1**). Durant cette période, pour les enfants de 6 ans, le Taux Net d'Admission à l'enseignement primaire est passé de 71.4% en 2015-2016 à 73.2% en 2018-2019, soit une augmentation de 1.8 point de pourcentage. Également, l'accès des enfants de 12 ans au premier cycle de l'enseignement secondaire a connu une hausse de 2.6 points de pourcentage passant de 15.9% en 2014/15 à 18.5% en 2018/19. Malgré cette évolution, les résultats dans les régions administratives révèlent que la situation de l'accès est beaucoup plus critique que celle que laissent transparaître les statistiques au niveau national (**Tableau 2**).

En effet, 22 régions administratives sur 31 ont moins de 80% de leurs enfants scolarisables qui ont eu effectivement accès à l'école primaire. Les plus faibles Taux Nets d'Admission sont enregistrés dans les régions du BOUNKANI (61.0%), de l'INDENIE-DJUABLIN (60.3%), du HAMBOL (58.1%), de la BAGOUE (48.6%), du FOLON (46.5%) et du TCHOLOGO (46.2%). L'on constate que les meilleurs niveaux d'admission à l'école primaire ont été atteints dans les régions des GRANDS PONTS (94.1%), du LÔH-DJIBOUA (93.7%), de l'AGNEBY-TIASSA (88.5%) et du District de YAMOOUSSOUKRO (93.7%).

Au niveau du genre, l'accès des filles à l'école primaire, est encore plus préoccupante car 28.1% des filles de 6 ans, en 2018-2019, n'ont pas eu accès au Cours Préparatoire 1^{ère} année (CP1) du primaire contre 25.6% pour les garçons. Aussi, les Taux Nets d'Admission dans l'enseignement secondaire général montrent que la proportion des enfants de 12 ans qui ont accédé au 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire général est plus faible (18.5%) que celle des enfants de 6 ans qui rentrent au CP1 (73.2%). Certes, l'accès s'améliore au niveau du cycle primaire mais au niveau du premier cycle du secondaire, il reste encore beaucoup d'efforts à fournir.

Tableau 1: Evolution de l'accès de la population scolarisable au primaire et au premier cycle du secondaire général de 2014/15 à 2018/19

| | | | 2014/15 | 2015/16 | 2016/17 | 2017/18 | 2018/19 |
|-------------------------------------|-------------------------------------------------------|----------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Enseignement primaire | Population d'enfants de 6 ans scolarisable | Ensemble | 623 588 | 629 227 | 634 487 | 701 350 | 716 686 |
| | | Filles | 300 693 | 303 412 | 305 948 | 339 520 | 347 733 |
| | | Garçons | 322 895 | 325 815 | 328 539 | 361 830 | 368 954 |
| | Proportion d'enfants de 6ans inscrits au CP1 | Ensemble | 69,9% | 71,4% | 70,5% | 72,1% | 73,2% |
| | | Filles | 69,5% | 69,8% | 73,1% | 70,9% | 71,9% |
| | | Garçons | 70,3% | 72,9% | 71,8% | 73,2% | 74,4% |
| Premier cycle du secondaire général | Population d'enfants de 12 ans scolarisable | Ensemble | 541 905 | 549 106 | 556 027 | 573 830 | 595 300 |
| | | Filles | 261 305 | 264 778 | 268 115 | 275 209 | 285 269 |
| | | Garçons | 280 599 | 284 329 | 287 912 | 298 621 | 310 031 |
| | Proportion d'enfants de 12ans inscrits en 6ème | Ensemble | 15,9% | 15,7% | 17,0% | 17,1% | 18,5% |
| | | Filles | 13,9% | 14,1% | 15,6% | 16,3% | 18,1% |
| | | Garçons | 17,7% | 17,2% | 18,3% | 17,8% | 18,9% |

Tableau 2 : Taux Net d'Admission dans l'enseignement primaire par région administrative et selon le genre en 2018/19

| Région | Garçons | Filles | Ensemble | Région | Garçons | Filles | Ensemble |
|------------------|---------|--------|----------|----------------|---------|--------|----------|
| TCHOLOGO | 45,3% | 47,3% | 46,2% | NAWA | 75,1% | 72,2% | 73,7% |
| FOLON | 50,0% | 42,5% | 46,5% | MORONOU | 74,7% | 74,3% | 74,5% |
| BAGOUE | 47,0% | 50,5% | 48,6% | IFFOU | 76,7% | 75,1% | 75,9% |
| HAMBOL | 56,8% | 59,6% | 58,1% | WORODOUGOU | 81,4% | 74,0% | 77,9% |
| INDENIE-DJUABLIN | 61,7% | 58,8% | 60,3% | BELIER | 80,6% | 75,5% | 78,2% |
| BOUNKANI | 59,7% | 62,5% | 61,0% | LA ME | 81,6% | 79,5% | 80,6% |
| BERE | 61,3% | 62,5% | 61,8% | SUD-COMOE | 84,1% | 77,1% | 80,7% |
| GUEMON | 63,4% | 62,1% | 62,8% | N'ZI | 83,9% | 80,4% | 82,2% |
| PORO | 60,4% | 65,6% | 62,9% | BAFING | 86,5% | 80,7% | 83,8% |
| GÔH | 68,7% | 64,3% | 66,6% | HAUT-SASSANDRA | 86,4% | 85,5% | 86,0% |
| GBOKLE | 67,9% | 68,5% | 68,2% | CAVALLY | 87,8% | 86,8% | 87,3% |
| SAN PEDRO | 71,4% | 69,9% | 70,7% | TONKPI | 87,4% | 89,4% | 88,4% |
| MARAHOUÉ | 72,8% | 70,9% | 71,9% | AGNEBY-TIASSA | 89,6% | 87,4% | 88,5% |
| ABIDJAN | 72,9% | 71,8% | 72,3% | LÔH-DJIBOUA | 95,1% | 92,1% | 93,7% |
| KABADOUGOU | 72,0% | 73,0% | 72,5% | YAMOOUSSOUKRO | 95,5% | 91,9% | 93,7% |
| GBÊKÊ | 74,6% | 71,3% | 73,0% | GRANDS PONTS | 95,5% | 92,6% | 94,1% |
| GONTOUGO | 74,5% | 72,9% | 73,7% | NATIONAL | 74,4% | 71,9% | 73,2% |

II- Défis de l'offre éducative dans le primaire et le premier cycle du secondaire général

En vue d'augmenter la capacité d'accueil du système éducatif dans toutes les régions administratives, surtout dans l'enseignement primaire et dans le premier cycle de l'enseignement secondaire général, le Plan Sectoriel Education/formation 2016-2025 a planifié de nombreuses activités : la construction de salles de classe pour recevoir les flux d'enfants, l'ajout d'une classe de préscolaire (grande section) à chaque école primaire dans le souci de préparer les enfants de 5 ans à accéder à l'école primaire à l'âge de 6 ans et la construction de collèges de proximité dans les zones rurales.

En dépit des efforts consentis pour la construction de salles de classe, de nombreux enfants de 6 ans n'ont toujours pas accès au primaire.

1-Capacité d'accueil encore insuffisante dans l'enseignement primaire public

La politique de scolarisation du gouvernement prévoit une offre éducative à tous les enfants en âge d'être scolarisés. Cependant, cette politique ne peut se concrétiser tant que l'on ne construit pas sur l'ensemble du pays des salles de classe pour accueillir la population d'enfants scolarisables. C'est pourquoi, l'Etat s'est investi dans un vaste programme de construction d'infrastructures scolaires. Ainsi, sur la période de 2015-2016 à 2018-2019, ce sont, 15 480 salles de classe qui ont été construites dans l'enseignement primaire et 172 salles de classe dans le premier cycle du secondaire général. Ces constructions de salles de classe ont fait baisser la proportion des enfants refusés au CP1 pour capacité d'accueil insuffisante, en 2015-2016, de 43.5% à 31.5% en 2018-2019 (**Tableau 3**). Cependant, l'on note qu'en 2018-2019, sur 783 325 enfants présentés à l'inscription au CP1 dans les écoles primaires publiques, 18 325 enfants n'ont pas été recrutés pour insuffisance de salles de classe, soit 31.5% des enfants présentés. Cette situation montre que l'insuffisance des salles de classe constitue un obstacle réel à l'accès de tous les enfants de 6 ans à l'école primaire.

Les groupes d'enfants qui résident en milieu urbain ont moins de chance d'être inscrits au CP1 que ceux résidant en milieu rural. En effet, en 2018-2019, la proportion d'enfants refusés au CP1 est de 36.3% en zone urbaine contre 26.9% en zone rurale (**Tableau 4**). Cette situation pourrait notamment s'expliquer par les difficultés à obtenir des terrains disponibles pour la construction de salles de classe dans les grandes villes.

Les disparités sont très marquées entre les régions (**Tableau 5**). La proportion des enfants refusés au CP1 au public, pour insuffisance de salles de classe, varie entre 4.3% et 51.4% avec une moyenne nationale de 31.2%. Cette proportion atteint des valeurs très élevées dans les districts d'Abidjan (39.1%) et de Yamoussoukro (44%) ainsi que dans les régions du

GONTOUGO (51.4%), de la ME (50.7%), de l'INDENIE-DJUABLIN (49%) et de l'IFFOU (46.8%). Dans ces régions, près de la moitié des enfants présentés à l'inscription au CP1 ne sont pas recrutés pour insuffisance de salles de classe. Ainsi donc, les parents ayant un peu de moyen inscrivent leurs enfants dans les écoles primaires privées. Les autres sont obligés d'attendre l'année suivante pour scolariser leurs enfants.

Afin de combler le déficit de salles de classe, l'Etat devra investir beaucoup de moyens financiers pour réaliser le plan de construction des salles de classe projeté par le MENETFP, pour la période 2019-2023, à travers la carte scolaire 2019. Il s'agit de la construction de 6 050 salles de classe pour le primaire et 173 salles de classe pour le premier cycle du secondaire général (**Tableau 6**). Aussi, il faudra responsabiliser les collectivités locales et leur transférer des ressources conséquentes et des compétences en matière de planification scolaire pour qu'elles s'investissent davantage dans les enjeux de la scolarisation des enfants.

Tableau 3 : Evolution de la proportion d'élèves refusés au CP1 dans les écoles primaires publiques pour insuffisance de salles de classe, en 2018/19

| | | 2015/16 | 2016/17 | 2017/18 | 2018/19 |
|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|
| Effectifs des enfants présentés à l'inscription au CP1 | | 793 848 | 764 488 | 759 362 | 783 638 |
| Effectifs des enfants refusés au CP1 | | 77 915 | 72 695 | 54 630 | 58 241 |
| Proportion d'enfants refusés | | 9,8% | 9,5% | 7,2% | 7,4% |
| Effectifs des enfants refusés au CP1 par motif | Effectifs des enfants refusés pour capacité d'accueil insuffisante | 33 865 | 27 027 | 19 666 | 18 325 |
| | Effectifs des enfants refusés pour trop jeunes | 40 634 | 42 372 | 32 776 | 37 587 |
| | Enfants trop âgés | 3 416 | 3 296 | 2 188 | 2 329 |
| Proportion des enfants refusés au CP1 par motif | Capacité d'accueil insuffisante | 43,5% | 37,2% | 36,0% | 31,5% |
| | Enfants trop jeunes | 52,2% | 58,3% | 60,0% | 64,5% |
| | Enfants trop âgés | 4,4% | 4,5% | 4,0% | 4,0% |

Tableau 4 : Proportion d'enfants refusés par type de motif et selon le milieu dans les écoles primaires publiques, en 2018/19

| | Rural | Urbain | Ensemble |
|------------------------------------------------------------------|---------|---------|----------|
| Effectifs enfants présentés au CP1 | 386 798 | 242 659 | 629 457 |
| Effectifs d'enfants refusés au CP1 | 27 708 | 23 421 | 51 129 |
| % d'enfants refusés au CP1 | 7,2% | 9,7% | 8,1% |
| Effectifs d'enfants refusés pour capacité d'accueil insuffisante | 7 442 | 8 505 | 15 947 |
| Effectifs d'enfants refusés pour trop jeune | 19 098 | 13 724 | 32 822 |
| Effectifs d'enfants refusés pour trop âgé | 922 | 988 | 1 910 |
| % d'enfants refusés pour capacité d'accueil insuffisante | 26,9% | 36,3% | 31,2% |
| % d'enfants refusés pour trop jeune | 68,9% | 58,6% | 64,2% |
| % d'enfants refusés pour trop âgé | 3,3% | 4,2% | 3,7% |

Tableau 5 : Proportion d'enfants refusés dans les écoles primaires publiques pour insuffisance de capacité d'accueil par région administrative, en 2018/19

| Région | Effectifs d'enfants présentés au CP1 | Effectifs d'enfants refusés au CP1 | Effectifs d'enfants refusés pour capacité d'accueil insuffisante | % d'enfants refusés au CP1 | % d'enfants refusés pour capacité d'accueil insuffisante |
|------------------|--------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------------------|
| ABIDJAN | 62802 | 5432 | 2126 | 8,6% | 39,1% |
| AGNEBY-TIASSA | 24964 | 3035 | 926 | 12,2% | 30,5% |
| BAFING | 5962 | 490 | 21 | 8,2% | 4,3% |
| BAGOUE | 8037 | 424 | 38 | 5,3% | 9,0% |
| BELIER | 13942 | 823 | 282 | 5,9% | 34,3% |
| BERE | 10203 | 796 | 80 | 7,8% | 10,1% |
| BOUNKANI | 8387 | 771 | 180 | 9,2% | 23,3% |
| CAVALLY | 16950 | 1473 | 316 | 8,7% | 21,5% |
| FOLON | 2937 | 495 | 188 | 16,9% | 38,0% |
| GBÊKÊ | 30160 | 2262 | 809 | 7,5% | 35,8% |
| GBOKLE | 10675 | 709 | 209 | 6,6% | 29,5% |
| GÔH | 27180 | 2435 | 686 | 9,0% | 28,2% |
| GONTOUGO | 23593 | 1612 | 828 | 6,8% | 51,4% |
| GRANDS PONTS | 12373 | 1017 | 114 | 8,2% | 11,2% |
| GUEMON | 24148 | 1127 | 163 | 4,7% | 14,5% |
| HAMBOL | 13124 | 704 | 234 | 5,4% | 33,2% |
| HAUT-SASSANDRA | 46957 | 2768 | 523 | 5,9% | 18,9% |
| IFFOU | 11321 | 515 | 241 | 4,5% | 46,8% |
| INDENIE-DJUABLIN | 15924 | 1447 | 709 | 9,1% | 49,0% |
| KABADOUGOU | 6863 | 660 | 107 | 9,6% | 16,2% |
| LA ME | 17338 | 1995 | 1011 | 11,5% | 50,7% |
| LÔH-DJIBOUA | 29124 | 1926 | 721 | 6,6% | 37,4% |
| MARAHOUÉ | 27338 | 1743 | 614 | 6,4% | 35,2% |
| MORONOU | 11474 | 631 | 257 | 5,5% | 40,7% |
| NAWA | 29444 | 2633 | 866 | 8,9% | 32,9% |
| N'ZI | 8079 | 313 | 118 | 3,9% | 37,7% |
| PORO | 20464 | 1900 | 373 | 9,3% | 19,6% |
| SAN PEDRO | 20904 | 2493 | 1047 | 11,9% | 42,0% |
| SUD-COMOE | 18094 | 1083 | 208 | 6,0% | 19,2% |
| TCHOLOGO | 10818 | 1338 | 309 | 12,4% | 23,1% |
| TONKPI | 39717 | 4559 | 1185 | 11,5% | 26,0% |
| WORODOUGOU | 10587 | 731 | 111 | 6,9% | 15,2% |
| YAMOOUSSOUKRO | 9574 | 789 | 347 | 8,2% | 44,0% |
| NATIONAL | 629457 | 51129 | 15947 | 8,1% | 31,2% |

Tableau 6 : Répartition du nombre de salles de classe construites par année, de 2015 à 2019 et les prévisions de 2020 à 2023

| Cycle d'Enseignement | Nombre de salles de classe construites de 2015-2019 | | | | | | Prévision de construction de salles de classe pour 2019-2023 | |
|-------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|--------------------------------------------------------------|---------|
| | 2014/15 | 2015/16 | 2016/17 | 2017/18 | 2018/19 | 2019/20 | 2019/20 | 2020/23 |
| Enseignement primaire | 3 683 | 3 693 | 3 740 | 3 898 | 4 149 | 2 553 | 2 998 | 3 052 |
| 1 ^{er} cycle du secondaire général (Collège) | 24 | 86 | 25 | 21 | 41 | 35 | 66 | 107 |

2-Eloignement des écoles primaires publiques des résidences des élèves.

Pour permettre aux parents d'envoyer leurs enfants à l'école, le système éducatif devra mettre l'accent sur l'accessibilité des services d'éducation. En effet, les écoles sont souvent distantes de plusieurs kilomètres du lieu d'habitation des enfants. Les données statistiques du MENETFP de 2016 à 2019 montrent que la proportion des enfants de CP1 parcourant 3 Km et plus est sensiblement en baisse, passant de 8% à 7% (**Tableau 7**).

En milieu rural, cette proportion est passée de 9% à 7%, soit une réduction de 2 points de pourcentage. En 2018-2019, sur 607 079 élèves inscrits au CP1 dans les écoles primaires publiques, 39 287 parcourent 3 km et plus pour atteindre leur école, soit 6% de l'effectif de ces élèves.

Selon le milieu d'habitation des élèves, la proportion des élèves de CP1 parcourant 3 km et plus est de 7% en milieu rural contre 5% en milieu urbain. Les enfants de 6 ans dans les zones rurales sont plus exposés à l'abandon précoce de l'école du fait des grandes distances à parcourir.

Dans les régions administratives, à l'exception des régions du KABADOUGOU et du FOLON qui n'ont pas enregistré d'élèves parcourant 3 km et plus, la proportion d'élèves effectuant cette distance dans les autres régions varie entre 2% et 14% (**Tableau 8**).

La situation des enfants qui parcourent de longues distances est plus préoccupante dans les régions du HAUT-SASSANDRA (13%), du GBOKLE (13%), du SUD-COMOE (12%), de la NAWA (12%), du BOUNKANI (11%) et du district de YAMO USSOUKRO (14%). Dans ces régions, plus de 10% des élèves de CP1 ne bénéficient pas d'écoles primaires publiques dans leur lieu de résidence. Les chances de scolarisation des enfants dépendent donc en partie de l'endroit où ils vivent. Les longues distances, entre les écoles primaires publiques et le lieu d'habitation des élèves, constituent un obstacle majeur à la scolarisation car elles sont source d'abandon. Il faut donc ouvrir des écoles plus proches du domicile des enfants.

La comparaison entre la proportion d'enfants parcourant de grande distance et le nombre d'élèves refusés au CP1 pour insuffisance de capacité d'accueil dans les régions administratives

montre qu'il y existe une corrélation entre ces deux facteurs ($R^2 = 0.41$). La distance plus de 3Km parcourue par les élèves pour atteindre une école primaire publique pourrait dépendre à 41% de l'insuffisance de la capacité d'accueil (**Graphique 1**). En effet, les enfants refusés à l'inscription au CP1 pour insuffisance de salles de classe, sont souvent inscrits dans les écoles très éloignées de leur lieu de résidence.

En somme, parmi les défis auxquels le système éducatif doit faire face actuellement, il y a l'augmentation du nombre d'infrastructures scolaires dans les régions par la construction d'écoles dans toutes les localités afin de permettre aux enfants d'acquérir leur première expérience de scolarisation dans leur village ou à proximité. Les différentes lois sur la décentralisation en Côte d'Ivoire ont édicté des dispositions relatives aux responsabilités de l'État et à celles des collectivités locales dans la construction des salles de classe. Ainsi, les communes et les régions deviennent les principaux acteurs du développement local et devront plus investir dans la construction des écoles et des collèges en respectant les mesures de la carte scolaire.

Tableau 7 : Evolution de la proportion des élèves parcourant plus de 3 Km pour arriver dans une école primaire par statut et par milieu, de 2016/17 à 2018/19

| Statut/Milieu | 2016/17 | | | 2017/18 | | | 2018/19 | | |
|-----------------|-----------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------------------|--------------------------------------------|
| | Effectifs des élèves de CP1 | Effectifs des élèves parcourant 3km et plus | % élèves parcourant plus de 3km | Effectifs des élèves de CP1 | Effectifs des élèves de CP1 parcourant 3km et plus | % élèves de CP1 parcourant 3km et plus | Effectifs des élèves de CP1 | Effectifs des élèves de CP1 parcourant 3km et plus | % des élèves de CP1 parcourant 3km et plus |
| Communautaire | 26 628 | 1 056 | 4% | 22 986 | 1 027 | 4% | 19 310 | 935 | 5% |
| Privé | 115 251 | 10 330 | 9% | 123 368 | 9 732 | 8% | 129 106 | 9 613 | 7% |
| Public | 627 732 | 51 298 | 8% | 621 998 | 46 046 | 7% | 607 079 | 39 287 | 6% |
| Rural | 456 627 | 39 638 | 9% | 442 890 | 34 655 | 8% | 414 089 | 28 986 | 7% |
| Urbain | 312 984 | 23 046 | 7% | 325 462 | 22 150 | 7% | 341 406 | 20 849 | 6% |
| Ensemble | 769 611 | 62 684 | 8% | 768 352 | 56 805 | 7% | 755 495 | 49 835 | 7% |

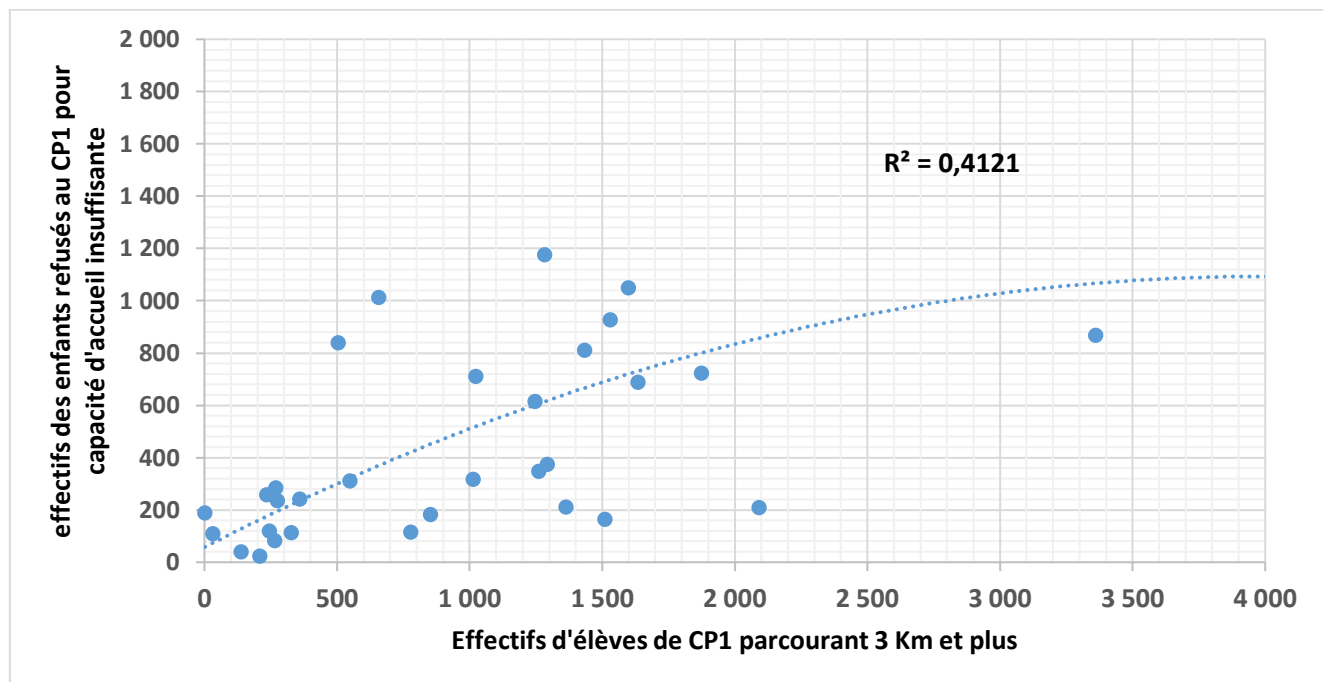
Tableau 8 : Proportion des élèves parcourant 3 Km et plus pour arriver dans une école primaire publique par région administrative et selon le milieu, en 2018/19

| Région | Rural | | | Urbain | | | Ensemble | | |
|------------------|----------------------------|---------------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------|---------------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------|---------------------------------------------|-------------------------------------|
| | Effectif des élèves de CP1 | Effectifs élèves CP1 parcourant 3km et plus | % élèves CP1 parcourant 3km et plus | Effectif des élèves de CP1 | Effectifs élèves CP1 parcourant 3km et plus | % élèves CP1 parcourant 3km et plus | Effectif des élèves de CP1 | Effectifs élèves CP1 parcourant 3km et plus | % élèves CP1 parcourant 3km et plus |
| ABIDJAN | 4 863 | 349 | 7% | 53 408 | 3 673 | 7% | 58 271 | 4 022 | 7% |
| AGNEBY-TIASSA | 13 827 | 1 230 | 9% | 9 140 | 302 | 3% | 22 967 | 1 532 | 7% |
| BAFING | 4 442 | 198 | 4% | 1 479 | 11 | 1% | 5 921 | 209 | 4% |
| BAGOUE | 4 531 | 38 | 1% | 3 435 | 100 | 3% | 7 966 | 138 | 2% |
| BELIER | 10 027 | 216 | 2% | 4 157 | 52 | 1% | 14 184 | 268 | 2% |
| BERE | 7 672 | 208 | 3% | 2 035 | 57 | 3% | 9 707 | 265 | 3% |
| BOUNKANI | 5 438 | 669 | 12% | 2 670 | 183 | 7% | 8 108 | 852 | 11% |
| CAVALLY | 12 323 | 904 | 7% | 4 140 | 110 | 3% | 16 463 | 1 014 | 6% |
| FOLON | 1 722 | 2 | 0% | 1 020 | 0 | 0% | 2 742 | 2 | 0% |
| GBÊKÊ | 15 334 | 718 | 5% | 14 362 | 715 | 5% | 29 696 | 1 433 | 5% |
| GBOKLE | 8 994 | 1 267 | 14% | 1 214 | 96 | 8% | 10 208 | 1 363 | 13% |
| GÔH | 18 721 | 1 283 | 7% | 8 086 | 352 | 4% | 26 807 | 1 635 | 6% |
| GONTOUGO | 17 391 | 395 | 2% | 5 977 | 108 | 2% | 23 368 | 503 | 2% |
| GRANDS PONTS | 8 775 | 603 | 7% | 2 856 | 174 | 6% | 11 631 | 777 | 7% |
| GUEMON | 17 762 | 1 272 | 7% | 5 641 | 234 | 4% | 23 403 | 1 506 | 6% |
| HAMBOL | 8 522 | 180 | 2% | 4 848 | 95 | 2% | 13 370 | 275 | 2% |
| HAUT-SASSANDRA | 31 784 | 5 238 | 16% | 13 871 | 822 | 6% | 45 655 | 6 060 | 13% |
| IFFOU | 8 495 | 308 | 4% | 2 809 | 51 | 2% | 11 304 | 359 | 3% |
| INDENIE-DJUABLIN | 9 304 | 806 | 9% | 6 345 | 218 | 3% | 15 649 | 1 024 | 7% |

Tableau 8 : Proportion des élèves parcourant 3 Km et plus pour arriver dans une école primaire publique par région administrative et selon le milieu, en 2018/19 (suite et fin)

| Région | Rural | | | Urbain | | | Ensemble | | |
|----------------------|----------------------------|---------------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------|---------------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------|---------------------------------------------|-------------------------------------|
| | Effectif des élèves de CP1 | Effectifs élèves CP1 parcourant 3km et plus | % élèves CP1 parcourant 3km et plus | Effectif des élèves de CP1 | Effectifs élèves CP1 parcourant 3km et plus | % élèves CP1 parcourant 3km et plus | Effectif des élèves de CP1 | Effectifs élèves CP1 parcourant 3km et plus | % élèves CP1 parcourant 3km et plus |
| KABADOUGOU | 3 747 | 31 | 1% | 2 911 | 0 | 0% | 6 658 | 31 | 0% |
| LA ME | 10 257 | 450 | 4% | 6 166 | 208 | 3% | 16 423 | 658 | 4% |
| LÔH-DJIBOUA | 19 291 | 1 446 | 7% | 9 077 | 420 | 5% | 28 368 | 1 866 | 7% |
| MARAHOUÉ | 19 646 | 1 012 | 5% | 7 581 | 234 | 3% | 27 227 | 1 246 | 5% |
| MORONOU | 7 730 | 147 | 2% | 3 151 | 88 | 3% | 10 881 | 235 | 2% |
| NAWA | 22 598 | 3 029 | 13% | 5 283 | 331 | 6% | 27 881 | 3 360 | 12% |
| N'ZI | 5 989 | 131 | 2% | 2 234 | 114 | 5% | 8 223 | 245 | 3% |
| PORO | 10 297 | 586 | 6% | 9 524 | 707 | 7% | 19 821 | 1 293 | 7% |
| SAN PEDRO | 14 607 | 1 344 | 9% | 4 551 | 254 | 6% | 19 158 | 1 598 | 8% |
| SUD-COMOE | 8 911 | 1 472 | 17% | 9 243 | 620 | 7% | 18 154 | 2 092 | 12% |
| TCHOLOGO | 6 164 | 452 | 7% | 3 837 | 97 | 3% | 10 001 | 549 | 5% |
| TONKPI | 27 811 | 711 | 3% | 9 942 | 572 | 6% | 37 753 | 1 283 | 3% |
| WORODOUGOU | 7 125 | 308 | 4% | 3 074 | 25 | 1% | 10 199 | 333 | 3% |
| YAMOOUSSOUKRO | 4 276 | 211 | 5% | 4 636 | 1 050 | 23% | 8 912 | 1 261 | 14% |
| Total général | 378 376 | 27 214 | 7% | 228 703 | 12 073 | 5% | 607 079 | 39 287 | 6% |

Graphique 1 : Rapport entre les effectifs de CP1 parcourant 3 Km et plus pour arriver dans une école primaire publique et les effectifs des enfants refusés au CP1 pour capacité d'accueil insuffisante dans les régions administratives, en 2018/19



3-Insuffisance des classes de pré-primaire dans les écoles primaires

Le Plan Sectoriel Education/Formation (2016-2025), prévoyait en 2016 un taux de préscolarisation de 12% d'ici 2018. Pour atteindre cet objectif, l'option a été prise de renforcer l'ouverture des classes pré-primaires dans les écoles primaires publiques pour que les enfants d'âge préscolaire disposent d'une offre adéquate en matière d'éducation. En 2018-2019, le taux d'accès au préscolaire est de 9%, cette valeur est en dessous de la valeur ciblée de 12%.

Le but est de construire des classes de pré-primaire afin de préparer un vivier d'enfants à l'école primaire pour améliorer l'accès à ce cycle d'enseignement. L'ajout d'une classe pré-primaire à chaque école primaire n'est pas encore effectif sur le terrain, en général. Au regard des données statistiques du Ministère de l'Education Nationale, pour toutes les écoles primaires, la proportion de celles qui possèdent une classe de pré-primaire est passée de 18.2% en 2015-2016 à 14% en 2018-2019, soit une baisse de 4 points de pourcentage. L'on observe cette même baisse pour les écoles primaires publiques. En effet, la proportion des écoles primaires publiques possédant une classe pré-primaire est passée de 16.9% en 2015/16 à 12.9% en 2018/19 (**Tableau 9**). Ces résultats pourraient s'expliquer par le fait que de nombreuses nouvelles constructions d'écoles primaires publiques n'ont pas pris en compte cette politique d'intégration automatique de classe de pré-primaire.

En effet, seulement 9% des écoles primaires publiques en zone rurale possèdent une classe pré-primaire contre 22% en zone urbaine. Dans toutes les régions administratives, la proportion des écoles primaires publiques possédant une classe de pré-primaire est plus faible en zone rurale qu'en zone urbaine, elle varie respectivement dans ces milieux de 4% à 25% et de 2% à 40% (**Tableau 10**). Les régions les moins dotées sont celles du N'ZI (1%), du WORODOUGOU (4%) et du LÔH-DJIBOUA (5%).

Pour améliorer le taux d'admission au primaire, l'Etat doit renforcer la construction des classes de pré-primaire dans les écoles primaires publiques au niveau de toutes les régions administratives et surtout en milieu rural où la situation est plus préoccupante.

Après avoir décrit l'incidence des actions de la PSO sur l'accès au primaire et au premier cycle de l'enseignement secondaire, montrons à présent comment la Politique de Scolarisation Obligatoire prend en compte la problématique des enfants hors du système éducatif.

Tableau 9 : Evolution de la proportion des écoles primaires ayant une classe de pré-primaire par statut et par milieu, de 2015/16 à 2018/19

| Statut/ Milieu | 2015/16 | | | 2017/18 | | | 2018/19 | | |
|-------------------|-----------------|---------------------------------------------|----------------------------------------|-----------------|---------------------------------------------|----------------------------------------|-----------------|---------------------------------------------|----------------------------------------|
| | Nombre d'écoles | Nombre d'écoles avec classe de pré-primaire | % d'écoles avec classe de pré-primaire | Nombre d'écoles | Nombre d'écoles avec classe de pré-primaire | % d'écoles avec classe de pré-primaire | Nombre d'écoles | Nombre d'écoles avec classe de pré-primaire | % d'écoles avec classe de pré-primaire |
| Communautaire | 1048 | 28 | 2,7% | 972 | 12 | 1,2% | 888 | 14 | 1,6% |
| Privé | 1962 | 675 | 34,4% | 2201 | 541 | 24,6% | 2481 | 756 | 30,5% |
| Public | 12537 | 2121 | 16,9% | 13784 | 1712 | 12,4% | 14246 | 1835 | 12,9% |
| RURAL | 10101 | 832 | 8,2% | 11123 | 906 | 8,1% | 11028 | 902 | 8,2% |
| URBAIN | 5446 | 1992 | 36,6% | 5834 | 1359 | 23,3% | 6587 | 1703 | 25,9% |
| Ensemble | 15547 | 2824 | 18,2% | 16957 | 2265 | 13,4% | 17615 | 2605 | 14,8% |

Tableau 10 : Proportion des écoles primaires publiques ayant une classe de pré-primaire par région administrative et selon le milieu, en 2018/19

| Région | Nombre d'écoles primaires publiques | | | Nombre d'écoles primaires publiques ayant classe de pré-primaire | | | %d'écoles primaires publiques ayant classe de pré-primaire | | |
|------------------|-------------------------------------|--------|-------|------------------------------------------------------------------|--------|-------|------------------------------------------------------------|--------|-------|
| | Rural | Urbain | Total | Rural | Urbain | Total | Rural | Urbain | Total |
| ABIDJAN | 101 | 987 | 1088 | 12 | 349 | 361 | 12% | 35% | 33% |
| AGNEBY-TIASSA | 310 | 192 | 502 | 34 | 22 | 56 | 11% | 11% | 11% |
| BAFING | 179 | 25 | 204 | 13 | 6 | 19 | 7% | 24% | 9% |
| BAGOUE | 162 | 74 | 236 | 23 | 8 | 31 | 14% | 11% | 13% |
| BELIER | 290 | 96 | 386 | 26 | 14 | 40 | 9% | 15% | 10% |
| BERE | 251 | 54 | 305 | 15 | 11 | 26 | 6% | 20% | 9% |
| BOUNKANI | 147 | 49 | 196 | 14 | 12 | 26 | 10% | 24% | 13% |
| CAVALLY | 253 | 70 | 323 | 19 | 7 | 26 | 8% | 10% | 8% |
| FOLON | 69 | 28 | 97 | 17 | 9 | 26 | 25% | 32% | 27% |
| GBÊKÊ | 394 | 326 | 720 | 45 | 129 | 174 | 11% | 40% | 24% |
| GBOKLE | 217 | 25 | 242 | 27 | 9 | 36 | 12% | 36% | 15% |
| GÔH | 435 | 143 | 578 | 25 | 25 | 50 | 6% | 17% | 9% |
| GONTOUGO | 517 | 137 | 654 | 34 | 13 | 47 | 7% | 9% | 7% |
| GRANDS PONTS | 220 | 59 | 279 | 30 | 6 | 36 | 14% | 10% | 13% |
| GUEMON | 468 | 116 | 584 | 48 | 19 | 67 | 10% | 16% | 11% |
| HAMBOL | 254 | 96 | 350 | 11 | 15 | 26 | 4% | 16% | 7% |
| HAUT-SASSANDRA | 759 | 228 | 987 | 60 | 63 | 123 | 8% | 28% | 12% |
| IFFOU | 260 | 56 | 316 | 11 | 12 | 23 | 4% | 21% | 7% |
| INDENIE-DJUABLIN | 193 | 118 | 311 | 9 | 13 | 22 | 5% | 11% | 7% |

Tableau 10 : Proportion des écoles primaires publiques ayant une classe de pré-primaire par région administrative et selon le milieu, en 2018/19 (suite et fin)

| Région | Nombre d'écoles primaires publiques | | | Nombre d'écoles primaires publiques ayant classe de pré-primaire | | | %d'écoles primaires publiques ayant classe de pré-primaire | | |
|-----------------|-------------------------------------|-------------|--------------|------------------------------------------------------------------|------------|-------------|------------------------------------------------------------|------------|------------|
| | Rural | Urbain | Total | Rural | Urbain | Total | Rural | Urbain | Total |
| KABADOUGOU | 140 | 73 | 213 | 28 | 20 | 48 | 20% | 27% | 23% |
| LA ME | 233 | 106 | 339 | 27 | 19 | 46 | 12% | 18% | 14% |
| LÔH-DJIBOUA | 415 | 169 | 584 | 18 | 13 | 31 | 4% | 8% | 5% |
| MARAHOUÉ | 483 | 156 | 639 | 37 | 22 | 59 | 8% | 14% | 9% |
| MORONOU | 171 | 58 | 229 | 15 | 7 | 22 | 9% | 12% | 10% |
| NAWA | 552 | 101 | 653 | 53 | 29 | 82 | 10% | 29% | 13% |
| N'ZI | 185 | 63 | 248 | 1 | 1 | 2 | 1% | 2% | 1% |
| PORO | 330 | 177 | 507 | 27 | 18 | 45 | 8% | 10% | 9% |
| SAN PEDRO | 358 | 94 | 452 | 20 | 12 | 32 | 6% | 13% | 7% |
| SUD-COMOE | 226 | 169 | 395 | 27 | 15 | 42 | 12% | 9% | 11% |
| TCHOLOGO | 247 | 83 | 330 | 23 | 13 | 36 | 9% | 16% | 11% |
| TONKPI | 642 | 193 | 835 | 96 | 38 | 134 | 15% | 20% | 16% |
| WORODOUGOU | 199 | 68 | 267 | 7 | 5 | 12 | 4% | 7% | 4% |
| YAMOOUSSOUKRO | 99 | 98 | 197 | 15 | 14 | 29 | 15% | 14% | 15% |
| Ensemble | 9759 | 4487 | 14246 | 867 | 968 | 1835 | 9% | 22% | 13% |

COLLEGE PRIVE ANE DE GBREGBEU Daloa

L'effort fait des forts



- Administration
- Cantine Scolaire
- Salles spécialisées
- Infirmerie
- Toilettes

NOS REUSSITES AUX BEPC

2015 – 2016 : 100%

2016 2017 : 85%

2017 – 2018 : 83%

2018 – 2019 : 96,66%



32 78 73 17 - 79 30 99 55 - 07 15 02 25



collegeanedegregbeu@gmail.com

Chapitre 3 : Politique de Scolarisation Obligatoire et problématique des enfants hors du système éducatif

La scolarisation obligatoire a des enjeux importants. D'abord tous les enfants doivent être inscrits sans discrimination à l'école. Il s'agit de faire en sorte que tous les enfants atteignent la maîtrise du socle commun des compétences nécessaires afin d'être des citoyens accomplis et des agents de développement après au moins 10 années de scolarisation.

Par ailleurs, elle se veut une solution à la préoccupante problématique des enfants hors de l'école parce qu'ils n'y ont jamais eu accès ou parce qu'ils l'ont quittée prématurément pour diverses raisons (exclusion pour résultats insuffisants, abandon...).

Une étude menée en 2015 par l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) révélait l'ampleur de la situation. Selon cette étude, plus d'un million d'enfants âgés de 6 à 11 ans censés être au primaire n'étaient pas scolarisés. Quant aux 12-15 ans, tranche d'âge correspondant au secondaire 1, leur nombre s'élevait à 797 137 et le milieu rural en comptait 533 427. Cette même étude a montré que 706 000 enfants scolarisés n'avaient pas encore accédé au cycle secondaire et risquaient de ne jamais atteindre ce niveau.

En outre, en 2015, selon les statistiques scolaires publiées par le MENETFP, le Taux Net d'Admission en 1^{ère} année du primaire (CP1) mettait en lumière que sur 100 enfants âgés de 6 ans (âge officiel d'entrée au primaire), moins de 70 y étaient effectivement inscrits. C'est dire qu'un peu plus de 30% n'y étaient pas entrés. Quant au Taux d'Achèvement du cycle primaire, il était tout aussi bas : près du tiers des élèves n'atteignait pas la classe de CM2, ce qui témoignait de la faiblesse de la capacité de rétention au niveau du cycle primaire. Le tableau n'était guère reluisant au niveau du collège (de la 6^{ème} à la 3^{ème}) où les Taux d'Admission et d'Achèvement étaient inférieurs à 100%.

En 2019, les indicateurs se sont certes améliorés d'autant plus que le TNA au primaire est passé de 69,90 % à 73,20%, soit un taux d'accroissement de près de 2% sur la période 2015-2019. Cela est le signe probable de l'intérêt des populations pour l'école. L'Achèvement, se situe aujourd'hui à 80,5%. Dans le secondaire 1, ces valeurs sont respectivement de 18,5% et de 56,7%.

Malgré les avancées, de nombreux enfants sont encore privés d'opportunités d'apprentissage en Côte d'Ivoire.

C'est pourquoi, le MENETFP met tout en œuvre pour capter tous les enfants en âge d'être scolarisés afin d'atteindre les objectifs assignés à la PSO, d'ici à 2025. Mais quelles sont les stratégies de récupération de ces enfants ? La réponse à cette interrogation conduit à analyser l'intégration des Structures Islamiques d'Education, les classes passerelles et les écoles communautaires.

I- Intégration des Structures Islamiques d'Education

L'axe stratégique 2.1.2 du PSE 2016/2025 recommande de : « *Développer des offres alternatives d'éducation pour les enfants hors du système éducatif* ». Parmi ces offres alternatives figurent en bonne place les Structures Islamiques d'Education (SIE) qui reçoivent une proportion non négligeable d'enfants d'âge scolaire.

Les Structures Islamiques d'Education, au cœur de cette analyse, sont celles qui ne forment pas aux compétences et à la culture attendues dans le curriculum scolaire national, autrement dit, celles qui ne sont pas intégrées dans le système éducatif formel. Ce sont : les écoles coraniques traditionnelles, les écoles Médersas et les écoles franco-arabes qui accueillent des enfants censés être dans le système éducatif et dont l'intégration dans le système formel pourrait améliorer la couverture scolaire. L'analyse se focalisera sur les données consolidées, en 2018-2019, suite à la géolocalisation de ces structures.

Face à la prolifération des Structures Islamiques d'Education, le MENETFP s'est doté d'une Commission Nationale d'Accompagnement des Etablissements Scolaires Islamiques (CNAESI). Cette commission est chargée de l'intégration des structures islamiques dans le système éducatif formel conformément à des critères d'évaluation.

En dépit des actions d'envergure menées par cette commission, en 2019, 12% de l'ensemble des Structures Islamiques d'Education sont intégrées dans le système formel (**Tableau 11**).

Toutefois, parmi les écoles non intégrées, figurent des écoles qui sont dans l'attente de l'être. Elles sont au total au nombre de 336, soit 12,8% de l'ensemble des Structures Islamiques d'Education. Les structures confessionnelles islamiques intégrées et celles qui sont dans l'attente de l'être accueillent respectivement 23,73% et 12,49% de l'ensemble des élèves.

Cependant, la proportion des élèves dans les écoles coraniques traditionnelles, franco-arabes et médersas est encore élevée. Elle représente en tout près de 64% de l'ensemble des élèves. De plus, la proportion d'écoles franco-arabes est la plus importante. Elle équivaut à 53,21%. L'on peut déduire de ce constat que la demande d'éducation dans les structures islamiques est forte dans les écoles franco-arabes. L'intérêt pour ce type de structures islamiques pourrait s'expliquer par le fait que contrairement aux écoles coraniques traditionnelles dévouées exclusivement à la transmission de savoirs religieux et les médersas où différentes disciplines sont enseignées mais en arabe, les écoles franco-arabes intègrent à la fois l'enseignement des disciplines et les savoirs religieux avec pour avantage l'utilisation du français et de l'arabe comme langue d'enseignement (système bilingue).

Quel est l'état des lieux dans les régions administratives ? Combien d'élèves censés être dans le primaire et le secondaire sont encore inscrits dans les structures islamiques non intégrées en 2019 ?

Le **Tableau 12** indique le nombre et les proportions d'élèves du niveau primaire dans les différents types de Structures Islamiques d'Education. Les données révèlent qu'au plan national, plus de 3/4 des élèves sont inscrits dans des écoles non intégrées et les écoles franco-arabes accueillent à elles seules 53,07% de l'ensemble des élèves. Toutefois, ces chiffres globaux cachent des disparités au niveau des régions. En effet, dans la quasi-totalité des régions, on observe la même tendance qu'au plan national (des proportions assez importantes d'élèves dans les franco-arabes) mais dans certaines d'entre elles, ces proportions sont largement inférieures à la moyenne nationale. Ce sont notamment les régions de YAMO USSOUKRO (15,08%), du PORO (20,42%), du GBÊKÊ (25,45%) et du SUD-COMOE (29,14%). Diverses raisons expliquent cette situation : dans les régions de YAMO USSOUKRO, de GBÊKÊ et du PORO, ce sont les écoles confessionnelles qui reçoivent la plus forte proportion d'élèves (en moyenne plus de la moitié des élèves). Par contre dans le SUD-COMOE, plus des 2/3 des élèves fréquentent les écoles confessionnelles intégrées et celles qui sont dans l'attente de l'être.

Au niveau du secondaire, contrairement au primaire, dans les structures islamiques d'éducation, les effectifs élèves sont moindres. Il a été recensé au total 18 048 élèves. 70% de ces élèves sont inscrits dans les structures islamiques non intégrées (**Tableau 13**).

Cependant, l'on observe que dans certaines régions (BELIER, CAVALLY, GBOKLE, GUEMON, HAMBOL, MARAHOUE et MORONOU), le niveau secondaire n'enregistre aucun élève. Or, dans ces régions, le primaire reçoit de nombreux enfants. Si, les élèves inscrits dans les écoles primaires confessionnelles sont officiellement orientés par la CNO, on pourrait s'interroger sur le sort de ceux des structures non intégrées. Que deviennent ces enfants à la fin du primaire dans ces régions ?

En outre, l'on constate que près de 30% des élèves des structures islamiques d'éducation sont dans le District d'Abidjan et les 2/3 d'entre eux sont inscrits dans des écoles non intégrées dans le système formel.

Par ailleurs, dans 4 régions (SAN-PEDRO, NAWA, INDENIE-DJUABLIN et BAFING), la totalité des élèves des structures islamiques d'éducation du niveau secondaire fréquentent les écoles franco-arabes.

En définitive, au plan national comme dans les régions, l'intégration de tous les élèves fréquentant les Structures Islamiques d'Education dans le système formel n'est pas encore effective. En 2019, une proportion importante de ces élèves se retrouvent encore dans les écoles islamiques non formelles. Le défi est donc de faire en sorte que tous ces enfants intègrent le système formel.

Tableau 11 : Proportions d'élèves et de structures islamiques d'éducation selon le type de structures islamiques d'éducation, en 2018/19

| | Nombre de structures islamiques d'éducation et des effectifs élèves | | | | | | Proportion des structures islamiques d'éducation et des effectifs élèves | | | | |
|---------------------|---------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------|--------------|---------|----------|--------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------|--------------|---------|
| | Confessionnel islamique intégré | Confessionnel islamique non intégré | Coranique traditionnel | Franco-arabe | Medersa | Ensemble | Confessionnel islamique intégré | Confessionnel islamique non intégré | Coranique traditionnel | Franco-arabe | Medersa |
| Nombre d'écoles | 343 | 336 | 402 | 1 480 | 220 | 2 781 | 12,34% | 12,08% | 14,45% | 53,21% | 7,91% |
| Effectif des élèves | 101 890 | 53 660 | 23 029 | 230 382 | 20 405 | 429 366 | 23,73% | 12,49% | 5,36% | 53,65% | 4,75% |

Tableau 12 : Proportion d'élèves selon le type de structures islamiques d'éducation et par région administrative dans le primaire, en 2018/19

| REGIONS | Effectifs élèves des structures islamiques d'éducation | Confessionnel islamique intégré | | Confessionnel islamique non intégré | | Coranique traditionnel | | Franco-arabe | | Medersa | |
|------------------|--------------------------------------------------------|---------------------------------|------------|-------------------------------------|------------|------------------------|------------|-----------------|------------|-----------------|------------|
| | | Effectif élèves | % d'élèves | Effectif élèves | % d'élèves | Effectif élèves | % d'élèves | Effectif élèves | % d'élèves | Effectif élèves | % d'élèves |
| ABIDJAN | 64 420 | 23 618 | 37% | 8189 | 13% | 2793 | 4% | 28 997 | 45% | 823 | 1% |
| AGNEBY-TIASSA | 6 111 | 2 912 | 48% | 781 | 13% | 0 | 0% | 2249 | 37% | 169 | 3% |
| BAFING | 3 330 | 578 | 17% | 0 | 0% | 179 | 5% | 2277 | 68% | 296 | 9% |
| BAGOUE | 15 292 | 230 | 2% | 402 | 3% | 957 | 6% | 13139 | 86% | 564 | 4% |
| BELIER | 1 419 | 258 | 18% | 80 | 6% | 169 | 12% | 882 | 62% | 30 | 2% |
| BERE | 7 722 | 536 | 7% | 188 | 2% | 2144 | 28% | 4449 | 58% | 405 | 5% |
| BOUNKANI | 1 579 | 0 | 0% | 551 | 35% | 73 | 5% | 835 | 53% | 120 | 8% |
| CAVALLY | 9 220 | 1 039 | 11% | 735 | 8% | 186 | 2% | 6277 | 68% | 983 | 11% |
| FOLON | 5 838 | 0 | 0% | 288 | 5% | 243 | 4% | 3053 | 52% | 2254 | 39% |
| GBÊKÊ | 11 455 | 5 922 | 52% | 1458 | 13% | 604 | 5% | 2915 | 25% | 556 | 5% |
| GBOKLE | 5 094 | 670 | 13% | 315 | 6% | 189 | 4% | 3504 | 69% | 416 | 8% |
| GÔH | 15 964 | 4 415 | 28% | 527 | 3% | 0 | 0% | 11022 | 69% | 0 | 0% |
| GONTOUGO | 17 642 | 3 323 | 19% | 668 | 4% | 4632 | 26% | 6898 | 39% | 2121 | 12% |
| GRANDS PONTS | 3 923 | 1 192 | 30% | 0 | 0% | 40 | 1% | 2365 | 60% | 326 | 8% |
| GUEMON | 12 873 | 2 701 | 21% | 5344 | 42% | 671 | 5% | 4020 | 31% | 137 | 1% |
| HAMBOL | 2 222 | 0 | 0% | 0 | 0% | 165 | 7% | 2022 | 91% | 35 | 2% |
| HAUT-SASSANDRA | 21 174 | 771 | 4% | 1635 | 8% | 0 | 0% | 18 243 | 86% | 525 | 2% |
| IFFOU | 3 970 | 0 | 0% | 117 | 3% | 767 | 19% | 2601 | 66% | 485 | 12% |
| INDENIE-DJUABLIN | 13 992 | 4 551 | 33% | 284 | 2% | 527 | 4% | 6813 | 49% | 1817 | 13% |
| KABADOUGOU | 6 663 | 2 030 | 30% | 1208 | 18% | 419 | 6% | 2061 | 31% | 945 | 14% |
| LA ME | 4 739 | 80 | 2% | 284 | 6% | 45 | 1% | 4242 | 90% | 88 | 2% |
| LÔH-DJIBOUA | 20 274 | 3 379 | 17% | 4487 | 22% | 38 | 0% | 12 213 | 60% | 157 | 1% |
| MARAHOUÉ | 10 025 | 2 103 | 21% | 351 | 4% | 463 | 5% | 6401 | 64% | 707 | 7% |
| MORONOU | 1 081 | 405 | 37% | 0 | 0% | 0 | 0% | 570 | 53% | 106 | 10% |
| NAWA | 35 143 | 3 213 | 9% | 7855 | 22% | 2290 | 7% | 21 698 | 62% | 87 | 0% |
| N'ZI | 737 | 29 | 4% | 190 | 26% | 46 | 6% | 373 | 51% | 99 | 13% |
| PORO | 15 124 | 9 045 | 60% | 2289 | 15% | 424 | 3% | 3088 | 20% | 278 | 2% |
| SAN PEDRO | 13 361 | 3 125 | 23% | 904 | 7% | 289 | 2% | 8864 | 66% | 179 | 1% |
| SUD-COMOE | 15 228 | 5 462 | 36% | 4892 | 32% | 402 | 3% | 4437 | 29% | 35 | 0% |
| TCHOLOGO | 7 572 | 1 718 | 23% | 127 | 2% | 719 | 10% | 4866 | 64% | 142 | 2% |
| TONKPI | 18 135 | 3 852 | 21% | 3863 | 21% | 592 | 3% | 8109 | 45% | 1719 | 9% |
| WORODOUGOU | 5 621 | 850 | 15% | 436 | 8% | 369 | 7% | 2993 | 53% | 973 | 17% |
| YAMOUSOUKRO | 6 418 | 3 791 | 59% | 1359 | 21% | 110 | 2% | 968 | 15% | 190 | 3% |
| NATIONAL | 383 361 | 91 798 | 24% | 49 807 | 13% | 20 545 | 5% | 203 444 | 53% | 17767 | 5% |

Tableau 13 : Proportion des élèves selon les types de structures islamiques d'éducation et par région administrative dans le secondaire, en 2018/19

| Régions | Effectifs élèves des structures islamiques d'éducation | Confessionnel islamique intégré | | Confessionnel islamique non intégré | | Coranique traditionnel | | Franco-arabe | | Medersa | |
|------------------|--------------------------------------------------------|---------------------------------|------------|-------------------------------------|------------|------------------------|------------|-----------------|------------|-----------------|------------|
| | | Effectif élèves | % d'élèves | Effectif élèves | % d'élèves | Effectif élèves | % d'élèves | Effectif élèves | % d'élèves | Effectif élèves | % d'élèves |
| ABIDJAN | 5 387 | 1 783 | 33% | 824 | 15% | 76 | 1% | 2 652 | 49% | 52 | 1% |
| AGNEBY-TIASSA | 177 | 177 | 100% | 0 | 0% | | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% |
| BAFING | 261 | 0 | 0% | | 0% | 0 | 0% | 261 | 100% | 0 | 0% |
| BAGOUE | 975 | 0 | 0% | 0 | 0% | 78 | 8% | 897 | 92% | 0 | 0% |
| BELIER | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| BERE | 125 | 125 | 100% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% |
| BOUNKANI | 14 | | 0% | 14 | 100% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% |
| CAVALLY | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| FOLON | 172 | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | 172 | 100% |
| GBÊKÊ | 1 335 | 1 251 | 94% | 0 | 0% | 84 | 6% | 0 | 0% | 0 | 0% |
| GBOKLE | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| GÔH | 670 | 574 | 86% | 0 | 0% | | 0% | 96 | 14% | | 0% |
| GONTOUGO | 2 095 | 721 | 34% | 0 | 0% | 915 | 44% | 262 | 13% | 197 | 9% |
| GRANDS PONTS | 164 | 26 | 16% | | 0% | 0 | 0% | 138 | 84% | 0 | 0% |
| GUEMON | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| HAMBOL | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| HAUT-SASSANDRA | 1 088 | 0 | 0% | 86 | 8% | | 0% | 1 002 | 92% | 0 | 0% |
| IFFOU | 51 | | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | 51 | 100% |
| INDENIE-DJUABLIN | 273 | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | 273 | 100% | 0 | 0% |
| KABADOUGOU | 244 | 0 | 0% | 24 | 10% | 0 | 0% | 220 | 90% | 0 | 0% |
| LA ME | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| LÔH-DJIBOUA | 1 425 | 50 | 4% | 0 | 0% | 0 | 0% | 1 375 | 96% | 0 | 0% |
| MARAHOUÉ | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| MORONOU | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| NAWA | 1 160 | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | 1 160 | 100% | 0 | 0% |
| N'ZI | 9 | 0 | 0% | 9 | 100% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% |
| PORO | 701 | 573 | 82% | 0 | 0% | 0 | 0% | 128 | 18% | 0 | 0% |
| SAN PEDRO | 126 | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | 126 | 100% | 0 | 0% |
| SUD-COMOE | 32 | 0 | 0% | 32 | 100% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% |
| TCHOLOGO | 87 | 0 | 0% | 0 | 0% | 10 | 11% | 77 | 89% | 0 | 0% |
| TONKPI | 693 | 0 | 0% | 70 | 10% | 270 | 39% | 353 | 51% | 0 | 0% |
| WORODOUGOU | 604 | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | 180 | 30% | 424 | 70% |
| YAMOOUSSOUKRO | 180 | 111 | 62% | 69 | 38% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% |
| NATIONAL | 18 048 | 5 391 | 30% | 1 128 | 6% | 1 433 | 8% | 9 200 | 51% | 896 | 5% |

II- Rôle des offres alternatives d'éducation : les classes passerelles et les écoles communautaires

1- Classes passerelles

Initiées par les ONG Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC), Soleil levant et Ecole Pour Tous avec leurs partenaires, les classes passerelles sont une stratégie de scolarisation accélérée des enfants de 9 à 14 ans, voire plus, déscolarisés ou non scolarisés. Ces enfants y reçoivent un enseignement spécial pendant 8 mois afin de leur donner les rudiments éducatifs nécessaires à leur réinsertion dans le circuit scolaire normal en fonction de leur âge et de leurs performances. Elles fonctionnent en cours uniques : préparatoires, élémentaires et moyens. De plus, elles ont un double avantage. En effet, les classes passerelles permettent aux enfants de rattraper leur retard aussi bien au niveau de l'âge que de la classe. Elles sont généralement logées au sein des écoles primaires publiques et les cours y sont dispensés par des bénévoles. Ces bénévoles sont encadrés par les conseillers pédagogiques et pris en charge par les communautés. En un mot, les classes passerelles apparaissent comme une offre alternative d'éducation. Elles sont sous la tutelle de la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle du MENETFP.

Quel est leur nombre ? Combien d'enfants formés dans ce système non formel ont-ils intégré le système formel ?

En 2018/19, sur toute l'étendue du territoire, 147 classes passerelles ont été ouvertes et ont effectivement reçu des élèves. Celles accueillant les élèves des Cours Préparatoires Uniques (CPU), représentent à elles seules plus de la moitié (80 sur 147) de l'ensemble des classes passerelles.

Bien que jouant un rôle indéniable dans l'absorption des enfants hors du système éducatif, les classes passerelles ne sont malheureusement pas ouvertes dans toutes les régions administratives. Elles n'existent que dans 23 régions et Districts sur les 33. Le District d'Abidjan et la région du HAUT-SASSANDRA renferment respectivement 15% et 13% de l'ensemble des classes passerelles. Ce sont les proportions les plus élevées.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les classes passerelles fonctionnent aussi bien en milieu rural que urbain. Lors de l'enquête statistique, les classes passerelles ont été recensées pratiquement autant en zone rurale qu'en milieu urbain. Sur les 147 salles, 75 sont implantées en milieu rural et 72 en milieu urbain (**Tableau 14**).

Elles ont accueilli en tout 4 275 enfants dont 2 025 en milieu rural, soit un peu plus de 47% de l'ensemble des enfants inscrits dans les classes passerelles. En milieu rural comme en milieu urbain, le premier niveau d'études (CPU) enregistre les plus fortes proportions d'élèves. En

milieu rural, 1 626 enfants, soit plus de 80% de l'effectif total y sont inscrits. En milieu urbain, cette proportion est certes moins élevée mais elle s'établit à 42%.

Hormis la région du Haut-Sassandra où les 20 classes passerelles accueillent plus d'un millier d'enfants, dans le District d'Abidjan et les autres régions où il existe des classes passerelles, leur nombre paraît faible. 657 enfants ont été recensés à Abidjan, 450 dans la région de la BAGOUE et à peine 9 dans le FOLON (**Tableau 15**)

Si l'on s'en tient au Taux Net d'Admission au primaire et au secondaire 1er cycle inférieur à 100%, on réalise que les proportions d'enfants n'ayant pas eu accès à l'école et ceux ne parvenant pas à la fin du 1er cycle comme recommandé par la PSO sont importantes. De nombreux enfants en marge du système éducatif formel (dans les gares routières, au marché, dans les plantations...) ne sont pas encore pris en compte par les classes passerelles.

Toutefois, par le biais des classes passerelles, des enfants ont pu avoir l'opportunité d'intégrer le système éducatif formel. Ils sont au nombre de 3 670 dont 1 673 filles, soit un peu plus de 45% de l'ensemble des enfants intégrés. Sur l'ensemble des enfants intégrés, 1163 l'ont été au CM2. Ce niveau a donc reçu près du tiers des enfants intégrés. Néanmoins, la proportion de filles intégrée au CM2 est inférieure à celle des garçons. Elle est de 41%.

Enfin, c'est en milieu rural que l'on compte le plus grand nombre d'enfants intégrés (2 235). Leur proportion équivaut à près de 61% de l'ensemble des enfants intégrés (**Tableau 16**).

Pour donner la chance à tous les enfants d'être scolarisés, il serait important d'étendre la politique des classes passerelles à toutes les régions administratives.

Tableau 14 : Répartition du nombre de classes passerelles par région administrative selon le milieu et le niveau d'études, en 2018/19

| régions | Rural | | | | Urbain | | | | Ensemble | | | |
|------------------|-------|-----|-----|-------|--------|-----|-----|-------|----------|-----|-----|-------|
| | CPU | CEU | CMU | Total | CPU | CEU | CMU | Total | CPU | CEU | CMU | Total |
| ABIDJAN | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 7 | 10 | 22 | 5 | 7 | 10 | 22 |
| AGNEBY-TIASSA | 2 | 2 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 4 |
| BAGOUE | 13 | 0 | 0 | 13 | 2 | 0 | 0 | 2 | 15 | 0 | 0 | 15 |
| BOUNKANI | 2 | 1 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 1 | 0 | 3 |
| FOLON | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 3 | 1 | 1 | 1 | 3 |
| GBÊKÊ | 2 | 1 | 0 | 3 | 3 | 1 | 1 | 5 | 5 | 2 | 1 | 8 |
| GBOKLE | 2 | 1 | 0 | 3 | 4 | 2 | 2 | 8 | 6 | 3 | 2 | 11 |
| GÔH | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| GRANDS PONTS | 3 | 2 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 2 | 0 | 5 |
| GUEMON | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 |
| HAUT-SASSANDRA | 2 | 1 | 1 | 4 | 5 | 6 | 5 | 16 | 7 | 7 | 6 | 20 |
| IFFOU | 2 | 2 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 4 |
| INDENIE-DJUABLIN | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 2 | 2 | 1 | 0 | 3 |

Tableau 14 : Répartition du nombre de classes passerelles par région administrative selon le milieu et le niveau d'études, en 2018/19 (suite et fin)

| régions | Rural | | | | Urbain | | | | Ensemble | | | |
|-----------------|-----------|-----------|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|
| | CPU | CEU | CMU | Total | CPU | CEU | CMU | Total | CPU | CEU | CMU | Total |
| LA ME | 2 | 1 | 1 | 4 | 2 | 2 | 1 | 5 | 4 | 3 | 2 | 9 |
| LÔH-DJIBOUA | 6 | 3 | 1 | 10 | 2 | 0 | 0 | 2 | 8 | 3 | 1 | 12 |
| MORONOU | 1 | 1 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 3 |
| NAWA | 3 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| PORO | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| SAN PEDRO | 4 | 2 | 2 | 8 | 1 | 1 | 1 | 3 | 5 | 3 | 3 | 11 |
| SUD-COMOE | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| TCHOLOGO | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 2 |
| TONKPI | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| WORODOUGOU | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 2 | 1 | 2 | 0 | 3 |
| NATIONAL | 51 | 18 | 6 | 75 | 29 | 22 | 21 | 72 | 80 | 40 | 27 | 147 |

Tableau 15 : Répartition des apprenants des classes passerelles par région administrative selon le milieu et le niveau d'études, en 2018/19

| Régions | Rural | | | | Urbain | | | | ENSEMBLE | | | |
|------------------|-------------|------------|-----------|-------------|------------|------------|------------|-------------|-------------|------------|------------|-------------|
| | CPU | CEU | CMU | Total | CPU | CEU | CMU | Total | CPU | CEU | CMU | Total |
| ABIDJAN | 0 | 0 | 0 | 0 | 157 | 152 | 348 | 657 | 157 | 152 | 348 | 657 |
| AGNEBY-TIASSA | 56 | 15 | 0 | 71 | 0 | 0 | 0 | 0 | 56 | 15 | 0 | 71 |
| BAGOUE | 390 | 0 | 0 | 390 | 60 | 0 | 0 | 60 | 450 | 0 | 0 | 450 |
| BOUNKANI | 60 | 28 | 0 | 88 | 0 | 0 | 0 | 0 | 60 | 28 | 0 | 88 |
| FOLON | 5 | 2 | 2 | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 2 | 2 | 9 |
| GBÊKÊ | 55 | 15 | 0 | 70 | 81 | 17 | 25 | 123 | 136 | 32 | 25 | 193 |
| GBOKLE | 37 | 2 | 0 | 39 | 87 | 0 | 0 | 87 | 124 | 2 | 0 | 126 |
| GÔH | 29 | 0 | 0 | 29 | 0 | 0 | 0 | 0 | 29 | 0 | 0 | 29 |
| GRANDS PONTS | 26 | 17 | 0 | 43 | 0 | 0 | 0 | 0 | 26 | 17 | 0 | 43 |
| GUEMON | 95 | 0 | 0 | 95 | 0 | 0 | 0 | 0 | 95 | 0 | 0 | 95 |
| HAUT-SASSANDRA | 57 | 22 | 4 | 83 | 373 | 343 | 305 | 1 021 | 430 | 365 | 309 | 1 104 |
| IFFOU | 79 | 54 | 0 | 133 | 0 | 0 | 0 | 0 | 79 | 54 | 0 | 133 |
| INDENIE-DJUABLIN | 24 | 0 | 0 | 24 | 35 | 30 | 0 | 65 | 59 | 30 | 0 | 89 |
| LA ME | 118 | 69 | 33 | 220 | 41 | 22 | 2 | 65 | 159 | 91 | 35 | 285 |
| LÔH-DJIBOUA | 169 | 26 | 4 | 199 | 29 | 0 | 0 | 29 | 198 | 26 | 4 | 228 |
| MORONOU | 18 | 17 | 6 | 41 | 0 | 0 | 0 | 0 | 18 | 17 | 6 | 41 |
| NAWA | 124 | 0 | 0 | 124 | 0 | 0 | 0 | 0 | 124 | 0 | 0 | 124 |
| PORO | 0 | 0 | 0 | 0 | 26 | 0 | 0 | 26 | 26 | 0 | 0 | 26 |
| SAN PEDRO | 112 | 60 | 23 | 195 | 35 | 23 | 14 | 72 | 147 | 83 | 37 | 267 |
| SUD-COMOE | 35 | 0 | 0 | 35 | 0 | 0 | 0 | 0 | 35 | 0 | 0 | 35 |
| TCHOLOGO | 35 | 0 | 0 | 35 | 15 | 0 | 0 | 15 | 50 | 0 | 0 | 50 |
| TONKPI | 51 | 0 | 0 | 51 | 0 | 0 | 0 | 0 | 51 | 0 | 0 | 51 |
| WORODOUGOU | 51 | 0 | 0 | 51 | 15 | 15 | 0 | 30 | 66 | 15 | 0 | 81 |
| NATIONAL | 1626 | 327 | 72 | 2025 | 954 | 602 | 694 | 2250 | 2580 | 929 | 766 | 4275 |

Tableau 16 : Répartition du nombre d'élèves des classes passerelles intégrés dans le système formel par niveau d'études et selon le milieu, en 2018/19

| | | Milieu | | |
|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | | Rural | Urbain | ENSEMBLE |
| CP2 | Total | 452 | 244 | 696 |
| | Filles | 220 | 118 | 338 |
| CE1 | Total | 598 | 351 | 949 |
| | Filles | 276 | 186 | 462 |
| CE2 | Total | 286 | 214 | 500 |
| | Filles | 122 | 116 | 238 |
| CM1 | Total | 191 | 171 | 362 |
| | Filles | 75 | 82 | 157 |
| CM2 | Total | 708 | 455 | 1 163 |
| | Filles | 275 | 203 | 478 |
| ENSEMBLE | Total | 2 235 | 1 435 | 3 670 |
| | Filles | 968 | 705 | 1 673 |

2- Ecoles communautaires

Les écoles communautaires sont une stratégie d'éducation qui permet de scolariser les enfants dans les zones où l'offre éducative est insuffisante en raison de l'éloignement des écoles publiques du lieu d'habitation des enfants et de la forte demande d'éducation. Les parents prennent alors l'initiative de construire des écoles. Les classes sont tenues par des bénévoles.

De 2014/15 à 2018/19, le nombre d'écoles communautaires, de classes et les effectifs élèves ont régressé. En effet, le nombre d'écoles est passé de 1084 à 888, les salles de classe de 2 592 à 2 287 et les effectifs élèves de 81 539 à 69 301. Cette tendance à la baisse pourrait s'expliquer par le fait que certaines écoles communautaires respectant les normes de la carte scolaire sont érigées en écoles primaires publiques conformément aux recommandations de l'axe stratégique 2.1.3 du PSE : « *les écoles communautaires seront progressivement prises en compte dans le système éducatif formel à travers les dispositions en vigueur notamment l'évaluation de leur fonctionnement et de l'enseignement dispensé sur la base des critères répondant aux normes et standards des écoles primaires publiques* » (**Tableau 17**).

Malgré cet effort d'intégration, des écoles communautaires existent encore dans le système éducatif. En 2018/19, l'on a répertorié 888 sur toute l'étendue du territoire, soit 5% des 17 615 écoles primaires. Essentiellement implantées en milieu rural (829 écoles sur 888, soit 93 écoles sur 100), elles ont enregistré 69 301 élèves dont 31 488 (un peu plus de 45 élèves sur 100) répartis sur 6 niveaux d'études. Aux cours préparatoires 1ère et 2ème année est inscrite plus de

la moitié des élèves (34 850 élèves sur un effectif total de 69 301). Quant au cours moyen 2ème année, il compte 4 583 élèves, soit environ 7% de l'ensemble des élèves.

Au plan régional, l'on constate leur inexistence dans le District d'Abidjan et dans certaines régions comme la BAGOUE, le FOLON, le KABAGADOUGOU, le MORONOU et le WORODOUGOU. Dans ces régions, elles ont toutes été probablement transformées en écoles formelles. Par contre, dans d'autres régions, les proportions d'écoles communautaires sont assez importantes et elles accueillent des proportions non négligeables de l'ensemble des élèves du primaire (**Tableau 18**). C'est, dans les régions du BAFING et du BOUKANI, où près du quart des écoles primaires sont des écoles communautaires et 7,8% des écoliers y sont inscrits. Quant à la région du GBOKLE, les 15% d'écoles communautaires que l'on y trouve, ont accueilli 7,1% des élèves du primaire.

En définitive, tous les mécanismes d'intégration mis en place ont donné la chance de scolarisation à des milliers d'enfants. Cependant, la politique des offres alternatives d'éducation n'a pas permis la prise en compte de tous les enfants scolarisables cinq ans après l'institution de la Politique de scolarisation obligatoire.

Tableau 17 : Evolution du nombre d'écoles, de classes et des effectifs élèves dans le communautaire, de 2014/15 à 2018/19

| Année scolaire | | 2014/15 | 2015/16 | 2016/17 | 2017/18 | 2018/19 | ECART |
|--------------------------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Nombre d'écoles communautaires | | 1 084 | 1 048 | 1 001 | 972 | 888 | -196 |
| Nombre de salles de classe | | 2 592 | 3 038 | 2 477 | 2 775 | 2 287 | -305 |
| Effectif élèves | Garçons | 45 784 | 46 858 | 43 881 | 43 668 | 37 813 | -7 971 |
| | Filles | 35 755 | 37 084 | 35 882 | 35 985 | 31 488 | -4 267 |
| | Total | 81 539 | 83 942 | 79 763 | 79 653 | 69 301 | -12 238 |

Tableau 18: Proportion des écoles et des élèves par région administrative dans le communautaire, en 2018/19

| Régions | Nbre d'écoles communautaires | Nbre d'écoles primaires | Effectif élèves dans le primaire | Effectif élèves dans le communautaire | % d'écoles communautaires | % d'élèves dans le communautaire |
|-----------------|------------------------------|-------------------------|----------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|----------------------------------|
| ABENGOUROU | 7 | 373 | 524 | 94549 | 1,88% | 0,55% |
| ABIDJAN 1 | 0 | 412 | 0 | 121943 | 0,00% | 0,00% |
| ABIDJAN 2 | 0 | 464 | 0 | 151749 | 0,00% | 0,00% |
| ABIDJAN 3 | 0 | 699 | 0 | 227762 | 0,00% | 0,00% |
| ABIDJAN 4 | 0 | 629 | 0 | 202484 | 0,00% | 0,00% |
| ABOISSO | 65 | 577 | 5587 | 126061 | 11,27% | 4,43% |
| ADZOPE | 11 | 381 | 933 | 93853 | 2,89% | 0,99% |
| AGBOVILLE | 25 | 568 | 2364 | 134115 | 4,40% | 1,76% |
| BONDOUKOU | 15 | 698 | 1161 | 128327 | 2,15% | 0,90% |
| BONGOUANOU | 0 | 254 | | 65741 | 0,00% | 0,00% |
| BOUAFLE | 47 | 734 | 6691 | 160731 | 6,40% | 4,16% |
| BOUAKE 1 | 0 | 208 | | 47478 | 0,00% | 0,00% |
| BOUAKE 2 | 15 | 625 | 859 | 144646 | 2,40% | 0,59% |
| BOUNA | 63 | 263 | 3195 | 41158 | 23,95% | 7,76% |
| BOUNDIALI | 1 | 249 | 22 | 50451 | 0,40% | 0,04% |
| DABOU | 48 | 370 | 4419 | 77148 | 12,97% | 5,73% |
| DALOA | 79 | 1162 | 6606 | 281790 | 6,80% | 2,34% |
| DAOUKRO | 8 | 331 | 301 | 60520 | 2,42% | 0,50% |
| DIMBOKRO | 6 | 260 | 243 | 45279 | 2,31% | 0,54% |
| DIVO | 83 | 711 | 7112 | 170183 | 11,67% | 4,18% |
| DUEKOUE | 0 | 620 | | 134079 | 0,00% | 0,00% |
| FERKESSEDOUGOU | 16 | 386 | 763 | 67672 | 4,15% | 1,13% |
| GAGNOA | 68 | 697 | 5041 | 161698 | 9,76% | 3,12% |
| GUIGLO | 15 | 351 | 1084 | 82146 | 4,27% | 1,32% |
| KATIOLA | 19 | 377 | 948 | 75622 | 5,04% | 1,25% |
| KORHOGO | 47 | 620 | 2170 | 133611 | 7,58% | 1,62% |
| MAN | 11 | 914 | 770 | 188069 | 1,20% | 0,41% |
| MANKONO | 27 | 345 | 2369 | 60787 | 7,83% | 3,90% |
| MINIGNAN | 0 | 97 | | 14909 | 0,00% | 0,00% |
| ODIENNE | 0 | 225 | | 37707 | 0,00% | 0,00% |
| SAN-PEDRO | 74 | 615 | 6810 | 140857 | 12,03% | 4,83% |
| SASSANDRA | 47 | 315 | 4611 | 64641 | 14,92% | 7,13% |
| SEGUELA | | 273 | | 50605 | 0,00% | 0,00% |
| SOUBRE | 18 | 899 | 1702 | 190547 | 2,00% | 0,89% |
| TOUBA | 66 | 277 | 2653 | 34202 | 23,83% | 7,76% |
| YAMOOUSSOUKRO | 7 | 636 | 363 | 140764 | 1,10% | 0,26% |
| NATIONAL | 888 | 17615 | 69301 | 4003884 | 5,04% | 1,73% |

Cette partie consacrée à la description des offres alternatives de formation permet de montrer les limites du processus d'intégration des structures islamiques d'éducation et l'insuffisance des offres alternatives d'éducation. Le constat invite à redoubler d'efforts pour une politique d'éducation inclusive. Mais comment la PSO a-t-elle influencé le parcours scolaire des élèves ?

COLLEGE VIGNON DUEKOUÉ



ENSEIGNEMENT GENERAL



- Des élèves assidus...
- Des cars de transports
- Une salle multi-médias
- Un espace aéré et propice aux études
- Des enseignants de qualité

Collège Vignon Duekoué, une référence dans le Guémon...

☎ 33 70 23 34 - 09 11 71 55

Tout système éducatif ambitionne de fournir une éducation essentielle et durable à sa population. Toutefois, des difficultés se posent d'abord au niveau de l'accès aux différents cycles de formation et enfin au niveau de l'efficacité interne dans ces cycles. En effet, il est tout aussi nécessaire que les populations aient accès à l'éducation mais aussi que celles-ci puissent progresser normalement et achever aussi les niveaux d'études des plus déterminants dans l'acquisition des compétences de base. Ce dernier aspect de l'objectif des systèmes scolaires à savoir l'efficacité dans le parcours scolaire (efficacité interne) fera l'objet d'étude dans ce chapitre. Ainsi, l'analyse portant sur le parcours scolaire des élèves vient répondre à un certain nombre de problématiques concernant l'efficacité interne du système notamment la question du redoublement, du décrochage scolaire, de l'achèvement ou de la rétention scolaire.

Ce chapitre va donc permettre d'aborder successivement les questions sur les flux des élèves, sur la rétention scolaire, l'achèvement des cycles et la transition.

I. Flux des élèves : Promotion, redoublement et abandon

L'analyse des flux des élèves prend en compte les questions de la promotion, du redoublement et de l'abandon. Qu'en est-il de la promotion ?

1- Promotion

Le souci des autorités éducatives ivoiriennes d'assurer un achèvement universel du premier cycle du secondaire, passe nécessairement par une promotion idéale de 100% à chaque niveau d'études. La promotion en milieu scolaire désigne le fait pour un élève de passer en classe supérieure après avoir justifié d'un niveau suffisant d'apprentissage dans la classe précédente. Dans cette section, sera analysée l'évolution de la promotion dans les niveaux d'études et cycles d'enseignement.

La promotion est mesurée par le taux de promotion qui estime la proportion d'élèves qui atteint la classe supérieure chaque année.

Les taux de promotion observés en 2017/18 sont comparés à ceux de 2014/15 pour apprécier leur évolution sur cette période (**Graphique 2**).

Dans l'enseignement primaire, l'on note une légère amélioration des taux de promotion dans tous les niveaux d'études. Ils sont passés, en trois ans, de 82.5% à 86.7%. Au primaire, il y a une bonne promotion qui ne cesse d'augmenter. Le passage automatique à l'intérieur des sous cycles (CP, CE, CM) pourrait en être la raison.

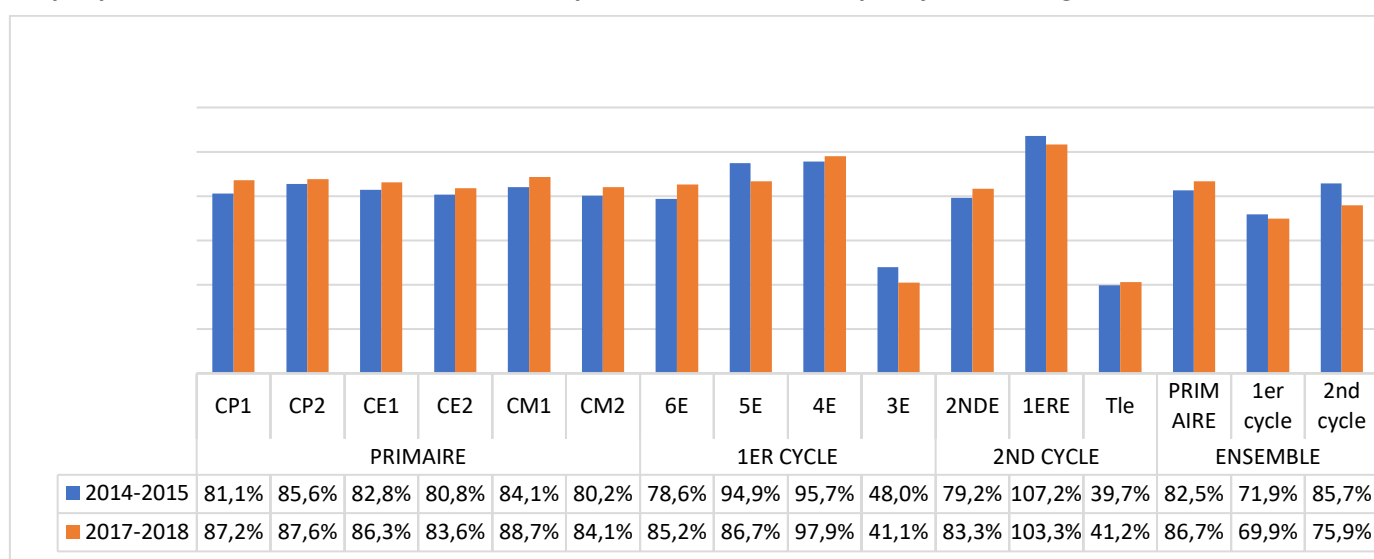
Dans le secondaire premier cycle, le taux de promotion global a légèrement baissé en passant de 71.9% à 69.9%. Cette baisse est due à la faible promotion enregistrée en 3^{ème} et en 5^{ème} par rapport à l'année 2014/15.

Dans le secondaire général second cycle aussi, le niveau de promotion global enregistré pour l'année 2017/18 est en baisse par rapport à celui de l'année 2014/15.

L'on révèle également de faibles taux de promotion dans les classes d'examen, la classe de 3^{ème} (41.1%) et la classe de terminale (41.2%).

En somme, le taux de promotion global dans les cycles est assez élevé depuis quelques années. Il est supérieur à 70%, mais son progrès n'est pas constant dans l'ensemble. S'il existe une timide amélioration dans l'enseignement primaire, le constat est tout autre dans le secondaire général.

Graphique 2 : Evolution du Taux de Promotion par niveau d'études et par cycle d'enseignement en 2014 et 2017



2- Redoublement

La pratique du redoublement est souvent justifiée par le fait qu'elle permettrait de retenir les enfants dont le rendement scolaire est faible afin qu'ils rattrapent leur retard. Toutefois, cette pratique présente des inconvénients. En effet, le redoublement contribue à un gaspillage de ressources physiques (nombre de places) et financières (coût unitaire de formation). C'est pour tous ces effets néfastes que les autorités éducatives en Côte d'Ivoire ont fixé un objectif de réduction de ce phénomène. En Côte d'Ivoire, des mesures ont été prises et des plans d'action ont été mis en œuvre à travers le Plan Sectoriel Education-Formation 2016-2025 pour justement baisser la pratique du redoublement. Au nombre des mesures l'on peut citer :

- la sensibilisation des formateurs, des enseignants, des élèves et des parents d'élèves sur la problématique du redoublement ;
- la suppression du redoublement à l'intérieur des sous-cycles (CP, CE, CM) ;
- l'institution d'un dispositif de soutien aux élèves en difficulté dans les établissements scolaires ¹

Dans cette section, le redoublement sera analysé à travers deux indicateurs à savoir le pourcentage de redoublants dans chaque niveau d'études et le taux de redoublement. Le premier indicateur permettra d'analyser le poids des redoublants dans l'effectif total scolarisé pour évoquer les éventuels gaspillages. Le second indicateur quant à lui, permettra d'apprécier la dynamique de redoublement en termes de flux entre deux années afin de déceler les éventuels problèmes d'efficacité interne.

▪ Evolution des taux de redoublement au primaire

Dans l'enseignement primaire, le taux de redoublement connaît une baisse quel que soit le niveau d'études. En effet, depuis la rentrée scolaire 2011-2012, il est passé de 20.9% à 8.7% en 2017-2018, soit une baisse moyenne annuelle de 13% (**Graphique 3**).

Le taux de redoublement de 8.7% signifie qu'environ 9 élèves sur 100 de l'ensemble des élèves scolarisés au primaire durant l'année scolaire 2017-2018 ont redoublé leur classe au cours de l'année académique 2018-2019. Au niveau du genre (fille-garçon), l'évolution suit également une tendance à la baisse autant chez les filles que chez les garçons, avec un niveau de redoublement des jeunes garçons plus élevé. C'est un résultat qui est plutôt encourageant mais des efforts restent à faire pour atteindre le taux de 5% visé par la PSO.

▪ Pourcentage de redoublants toujours élevé dans les classes d'examen

Les taux de redoublement ont une influence sur les pourcentages de redoublants. Un taux élevé implique naturellement une proportion importante de redoublants dans l'effectif des élèves du niveau considéré pour l'année suivante.

Dans l'enseignement primaire, en 2018/19, les redoublants représentent 8.44% de l'effectif scolarisé. Ce pourcentage est relativement proche du taux de redoublement du primaire au titre de l'année 2017-2018 qui était de 8.7%.

De plus, environ 9% des effectifs scolarisés dans les écoles publiques sont des redoublants tandis qu'au privé et dans les écoles communautaires, ce chiffre vaut environ 3%.

Par ailleurs, le pourcentage de redoublants a baissé dans tous les niveaux d'études (du CP1 au CM2) (**Graphique 4**). Cette diminution a atteint 7 points de pourcentage au CP1. C'est ce qui

¹ Plan Sectoriel Education/formation 2016-2025, p. 69-70.

explique la baisse enregistrée au niveau du pourcentage moyen de redoublants au primaire qui est passé de 13% en 2015 à 8.4% en 2018.

Dans le secondaire général, les proportions des redoublants dans les établissements publics comme privés sont supérieures à 10%. En effet, la proportion de redoublants, durant l'année scolaire 2018/19, avoisine 12.2% dans le premier cycle et 14% dans le second cycle.

Par ailleurs, dans l'ensemble, l'importance de la proportion des redoublants dans les classes dépend du statut de l'école ou de l'établissement (public ou privé) ainsi que du degré d'enseignement (**Tableau 19**).

Au premier cycle du secondaire, le pourcentage de redoublants a légèrement augmenté en passant de 11% en 2015/16 à 12% en 2017/19. Le même constat est fait dans le second cycle malgré la baisse du pourcentage de redoublants dans les classes d'examen: de 27% à 26% en 3^{ème} et de 33% à 26% en Terminale.

En somme, depuis l'entrée en vigueur de la PSO qui focalise son action en particulier sur le cycle primaire et le premier cycle du secondaire, de meilleurs résultats en terme de réduction du redoublement sont enregistrés dans l'enseignement primaire. L'on remarque aussi des progrès au premier cycle notamment en classe de 3^{ème}.

Graphique 3 : Evolution du Taux de Redoublement par sexe dans le primaire, de 2011/12 à 2017/18

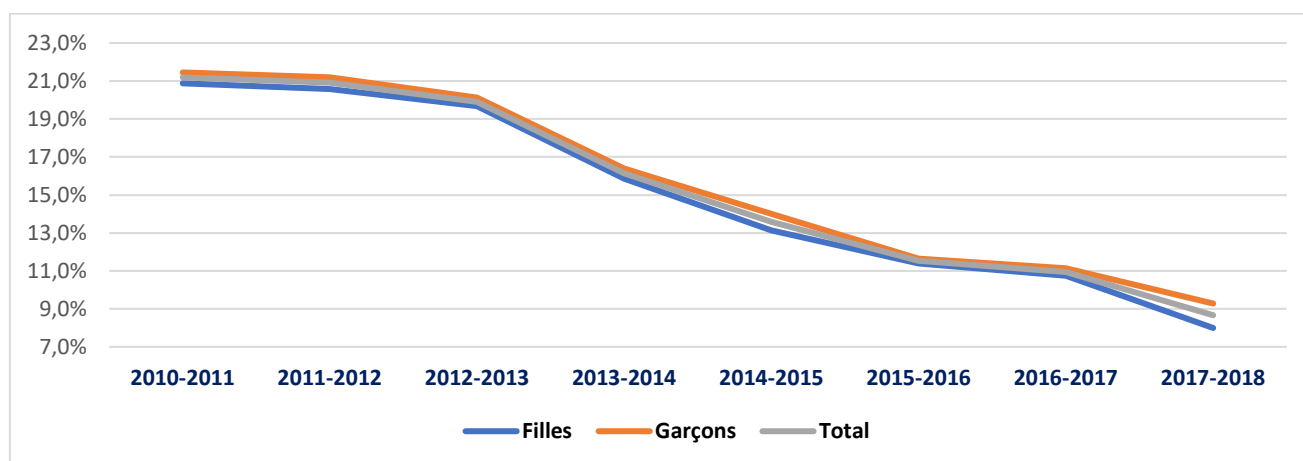
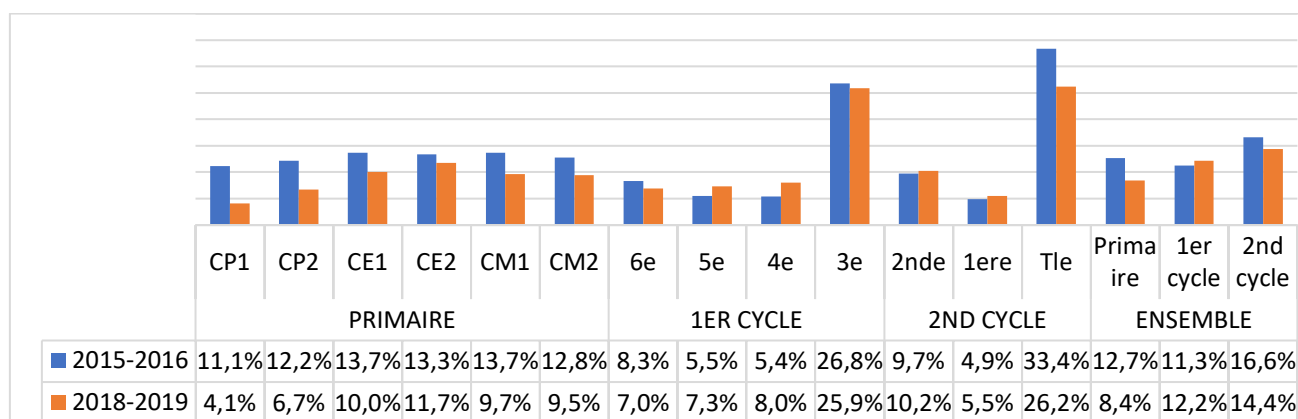


Tableau 19: Proportion des redoublants par statut dans le primaire et dans le secondaire, en 2018/19

| | PRIMAIRE | 1ER CYCLE | 2ND CYCLE |
|---------------|----------|-----------|-----------|
| Public | 9,5% | 11,2% | 14,7% |
| Privé | 3,4% | 13,2% | 13,9% |
| Communautaire | 3,0% | | |
| Ensemble | 8,4% | 12,2% | 14,4% |

Graphique 4: Evolution des proportions des redoublants par niveau d'études et par cycle d'enseignement, en 2015 et 2018



3- Abandon

L'abandon constitue un véritable problème dans le parcours scolaire des élèves. Ce phénomène de décrochage scolaire demeure un souci majeur pour les autorités éducatives dans la mesure où il constitue une réelle entrave à la politique de maintien des élèves jusqu'à la fin du 1er cycle du secondaire (PSO).

Pour l'étudier, l'indicateur couramment utilisé est le taux d'abandon qui se mesure soit :

- A partir des registres des enseignants qui donnent l'effectif des abandons au cours de l'année scolaire. La mesure se fera donc périodiquement ou en fin d'année ;
- Par déduction des taux de redoublement et de promotion, il s'obtient donc à partir des effectifs scolarisés durant une année n, et des promus et redoublants mesurés l'année suivante (n+1). Cette mesure est donc à cheval sur deux années scolaires.

C'est cette dernière méthode qui est utilisée pour estimer le taux d'abandon par niveau et par cycles d'enseignement.

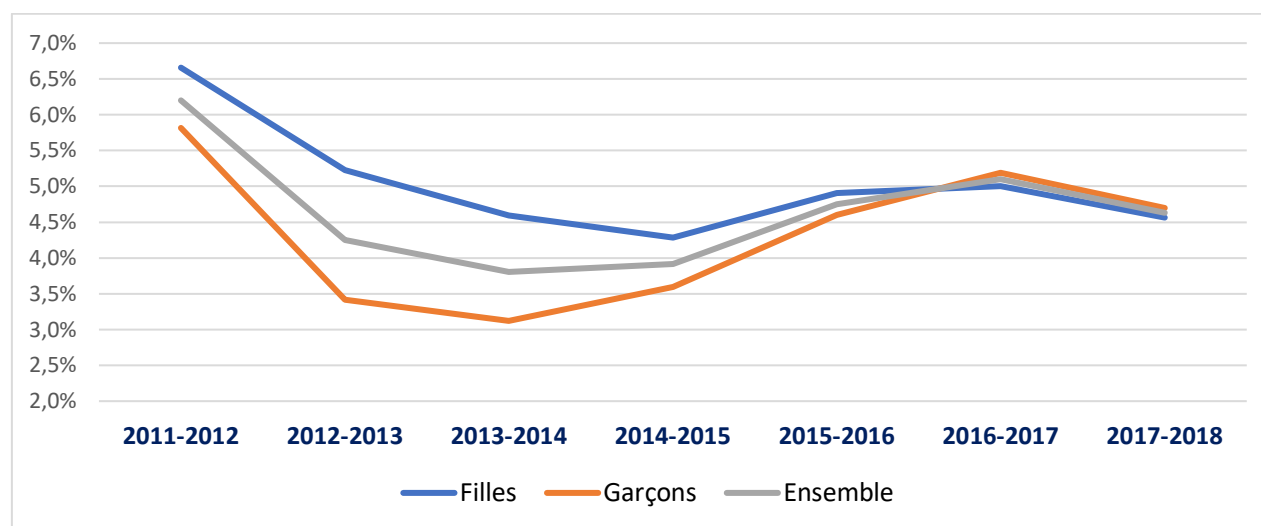
Toutefois, en Côte d'Ivoire, la mesure de l'abandon scolaire a des limites dans le secondaire général où certaines pratiques font que la valeur de ce taux est surestimée. En effet, les élèves de ce degré d'enseignement ont la possibilité de marquer des pauses scolaires et d'être réintégrés (actualisés) dans le Fichier National des Elèves (FNE).

Dans l'enseignement primaire, depuis la rentrée scolaire 2011-2012, le taux d'abandon moyen dans ce cycle se situe entre 3% et 7%, avec une nette diminution de 2015/16 à 2017/18. Ainsi, l'on note une diminution significative du taux d'abandon dans l'enseignement primaire (**Graphique 5**).

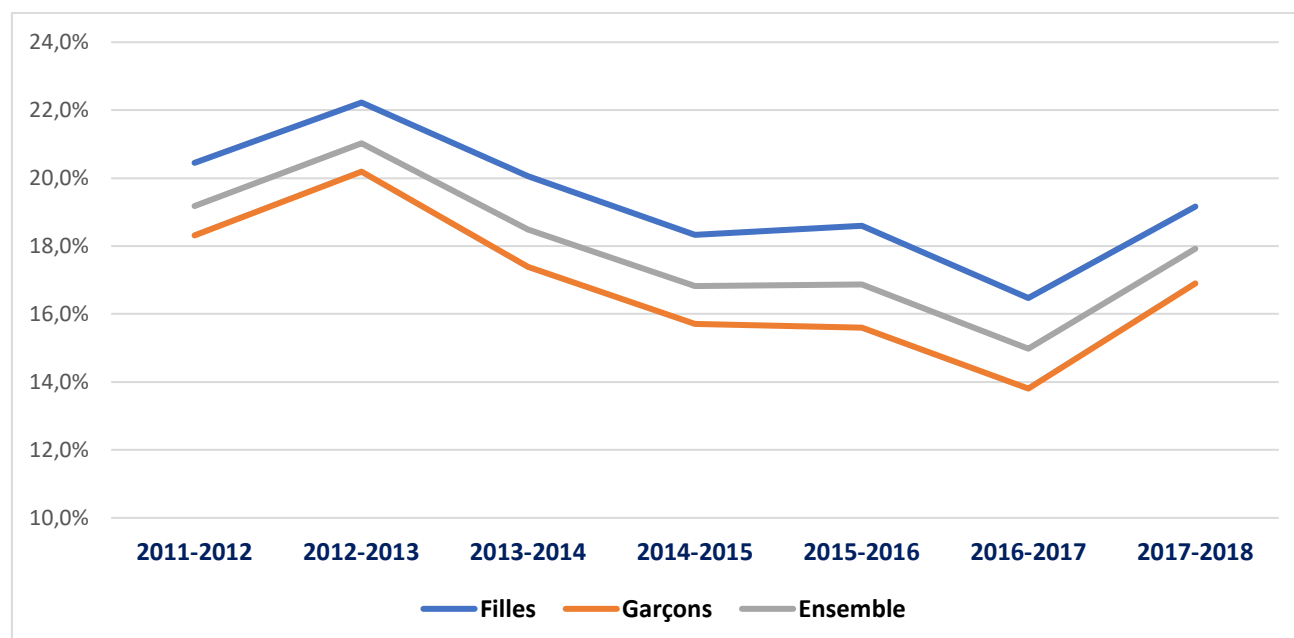
Dans le premier cycle du secondaire, l'évolution du taux d'abandon présente une allure plus au moins stable avec une valeur autour de 20% (**Graphique 6**). Cette valeur est assez élevée comparativement au primaire, mais elle est en baisse.

Par ailleurs l'on peut observer que l'abandon est plus fréquent chez les jeunes filles que chez les jeunes garçons. Ce constat est aussi évident dans l'enseignement primaire que dans l'enseignement secondaire. Ainsi, d'une année à l'autre, l'effectif des filles connaît une déperdition proportionnellement plus importante. En effet, les grossesses en cours de scolarité, les travaux de ménage, le poids des valeurs traditionnelles sur la place de la femme en société sont autant de raisons qui pourraient expliquer l'abandon plus marqué chez les jeunes filles.

Graphique 5: Evolution du taux d'abandon du primaire par sexe, de 2011/12 à 2017/18



Graphique 6 : Evolution du Taux d'abandon du 1er cycle du secondaire par sexe, de 2011/12 à 2017/18



II. Rétention

Le profil de rétention permet d'avoir une idée précise du niveau de déperdition ou au contraire du niveau de maintien des élèves dans le circuit scolaire. Il représente les différents taux de survie à chaque niveau d'études d'une cohorte d'élèves rentrés au CP1 la même année. Pour construire ce profil, deux méthodes sont généralement utilisées : la méthode longitudinale et la méthode pseudo-longitudinale. Pour ce faire, il faut disposer des données sur les nouveaux entrants du CP1 à la Terminale des deux années scolaires les plus récentes (2017-2018 et 2018-2019).

1- Rétention toujours faible dans l'avenir

Le profil de rétention ainsi construit (**Graphique 7**) représente le parcours scolaire anticipé d'une cohorte d'enfant entrant aujourd'hui au CP1, si les conditions actuelles de scolarisation restent inchangées.

Ainsi, dans un an (2019/20) l'on devrait s'attendre à ce que 97,2% des enfants soient toujours dans le système au CP2, soit une déperdition de 2,8% ($100 - 97,2$) entre ces deux années. De même si les conditions de scolarisation demeurent favorables, l'on devrait s'attendre dans trois ans à une déperdition de 7,9% ($100-92,1$) jusqu'au CE2.

Le profil de rétention anticipé révèle les faits suivants :

- Sur 100 élèves rentrant actuellement au CP1, l'on devrait s'attendre à ce que 87 d'entre eux soient maintenus dans le système jusqu'au CM2, soit une déperdition de 13%.
- Environ 65 élèves pourront être maintenus jusqu'en classe de 3^{ème} dans dix ans et environ 33 jusqu'en terminale, soit une déperdition de 35% jusqu'en 3^{ème} et de 68% jusqu'en terminale.

De plus, le profil estime à 22.0 % ($86.8 - 64.8$) la déperdition anticipée entre le CM2 et la 3^{ème} et à 32,2% ($64,8\%-32,6\%$) entre la 3^{ème} et la terminale dans les années à venir, si les conditions de scolarisations restent inchangées. Entre la classe de 3^{ème} et celle de Terminale, la déperdition sera plus importante du fait des arrêts des études après la réussite ou l'échec à l'examen du BEPC.

Ainsi, des actions doivent être menées dans le sens de l'amélioration de l'efficacité interne pour permettre à ce que tous les enfants entrés au CP1 puissent être au moins maintenus jusqu'en classe de 3^{ème} (100% de survie en 3^{ème}) dans les années à venir, conformément à l'objectif de la Politique de Scolarisation Obligatoire.

Par ailleurs, le profil de rétention estimée précédemment permettra aussi d'estimer et d'analyser le coefficient d'efficacité interne du système.

2- Efficacité interne du système éducatif à améliorer

Le Coefficient d'Efficacité Interne (CEI) représente le rapport entre les années-élèves théoriquement nécessaires et le nombre d'années-élèves effectivement consommées pour achever un cycle. Cet indicateur rend compte du gaspillage de ressources éducatives (financières) dû aux redoublements et aux abandons survenus dans la scolarité des élèves.

Dans l'enseignement primaire, si les conditions de scolarisation demeurent, le Coefficient d'Efficacité Interne (CEI global) de ce cycle s'élèvera à 85%. Ce qui revient à dire que 15% des ressources financières sont gaspillées en raison des redoublements et des abandons (**Tableau 21**). L'abandon et le redoublement contribuent respectivement à 6.9% et 8.6% de ressources gaspillées. Autrement dit, le redoublement est plus budgétivore. Sa réduction contribuerait à améliorer les conditions de scolarisation (accès, promotion).

Dans le secondaire général (1^{er} et 2nd cycle) par contre, le CEI sera encore plus faible. Le premier cycle pourrait enregistrer dans les années à venir un Coefficient d'Efficacité Interne de 78%, soit environ 22% de gaspillage de ressources éducatives. Le second cycle, quant à lui, aura un coefficient de 47.7%, soit un gaspillage de plus de la moitié des ressources engagées en raison des redoublements et des abandons.

Au regard de la faiblesse du CEI, les autorités éducatives pourraient rechercher des solutions durables pour réduire, voire endiguer le phénomène de décrochage scolaire dans le second cycle. Cela permettrait donc de faire des économies de ressources financières.

Tableau 20 : Profil de rétention pseudo-longitudinal, en 2018/19

| Niveaux | Nouveaux entrants | | Taux de promotion effectifs entre deux niveaux (%) | Taux de rétention 2018-2019 (%) | Taux de rétention 2018-2019 (corrigé) ² (%) |
|-----------|-------------------|-----------|----------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------------------------|
| | 2017-2018 | 2018-2019 | | | |
| CP1 | 704 364 | 724 785 | | 100,0 | 100,0 |
| CP2 | 640 298 | 684 547 | = (684 547 / 704 364) = 97,2 | =(100 *97.2) = 97,2 | 97,2 |
| CE1 | 621 365 | 631 649 | = (631 649 / 640 298) = 98,6 | =(100*97,2*98,2)= 95,9 | 95,9 |
| CE2 | 561 010 | 596 869 | 96,1 | 92,1 | 92,1 |
| CM1 | 498 828 | 533 625 | 95,1 | 87,6 | 87,6 |
| CM2 | 461 176 | 494 427 | 99,1 | 86,8 | 86,8 |
| 6ème | 383 911 | 440 460 | 95,5 | 82,9 | 82,9 |
| 5ème | 330 356 | 352 538 | 91,8 | 76,1 | 76,1 |
| 4ème | 290 467 | 307 426 | 93,1 | 70,9 | 70,9 |
| 3ème | 283 169 | 308 021 | 106,0 | 75,1 | 64,8 |
| 2nde | 165 811 | 153 124 | 54,1 | 40,6 | 40,6 |
| 1ère | 119 105 | 149 337 | 90,1 | 36,6 | 36,6 |
| Terminale | 121 199 | 131 464 | 110,4 | 40,4 | 32,6 |

² **Taux de rétention corrigés** : Seuls les taux de rétention en 3^e et en terminale ont été ajusté pour corriger les valeurs surestimées obtenu par le calcul.

Graphique 7: Profil de rétention pseudo-longitudinal estimé, en 2018/19

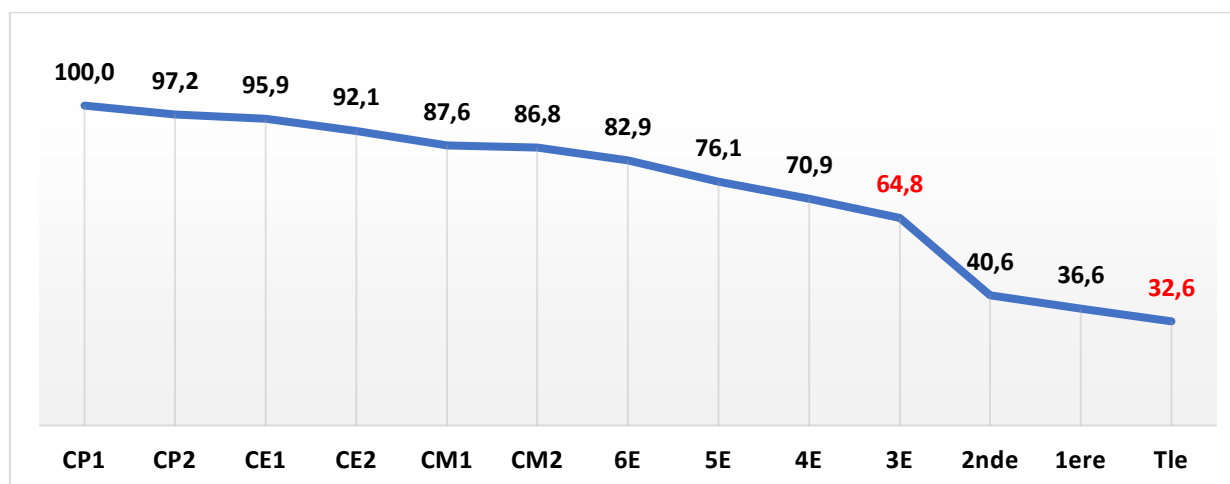


Tableau 21: Coefficient d'efficacité interne (CEI) et Gaspillage estimé selon le cycle d'enseignement

| | CEI | | | Gaspillage estimé | | |
|----------------------------------|----------|-----------|-----------|-------------------|-----------|-----------|
| | PRIMAIRE | 1ER CYCLE | 2ND CYCLE | PRIMAIRE | 1ER CYCLE | 2ND CYCLE |
| GLOBAL | 85,1% | 78,1% | 47,7% | 14,9% | 21,9% | 52,3% |
| AVEC SEULEMENT LES ABANDONS | 93,1% | 86,9% | 53,5% | 6,9% | 13,1% | 46,5% |
| AVEC SEULEMENT LES REDOUBLEMENTS | 91,4% | 89,9% | 89,3% | 8,6% | 10,1% | 10,7% |

III. Achèvement

L'achèvement d'un cycle notamment le primaire revêt plusieurs polémiques sur sa mesure. Il devrait mesurer la capacité d'un système à conduire les enfants à terminer un cycle entier. A ce titre, il pourrait être très bien apprécié à travers le taux de réussite à l'examen de fin d'année ou à partir de données longitudinales sur le parcours d'une cohorte d'élèves. Il se calcule de manière transversale (données d'une même année).

Dans l'enseignement primaire, le Taux d'Achèvement a connu une importante progression durant les six dernières années, passant de 58.2% en 2012 à 80.5%, en 2018. Cela est la manifestation d'un effort réel vers l'achèvement universel (**Graphique 8**). En six années donc, le Taux d'Achèvement du primaire a augmenté de 5.6% en moyenne chaque année pour qu'aujourd'hui atteindre plus de 80% des enfants d'une génération (nés en 1997) puissent

atteindre la fin du cycle primaire. On peut en déduire qu'environ 20% des enfants de cette génération n'atteignent pas la fin du primaire et donc que ces enfants ont très peu de chance d'acquérir les compétences nécessaires à une alphabétisation durable. Au regard de ce constat, beaucoup d'efforts restent à faire jusqu'à l'achèvement universel d'ici 2025.

Par ailleurs, l'écart qui existait durant les années antérieures entre le niveau d'achèvement du primaire des filles et celui des garçons (+10% en faveur des garçons) tend progressivement à disparaître pour laisser place à un achèvement plus égalitaire. En effet, depuis l'année scolaire 2017-2018, les jeunes filles ont proportionnellement tendance à achever le cycle primaire comme les garçons (**Graphique 9**).

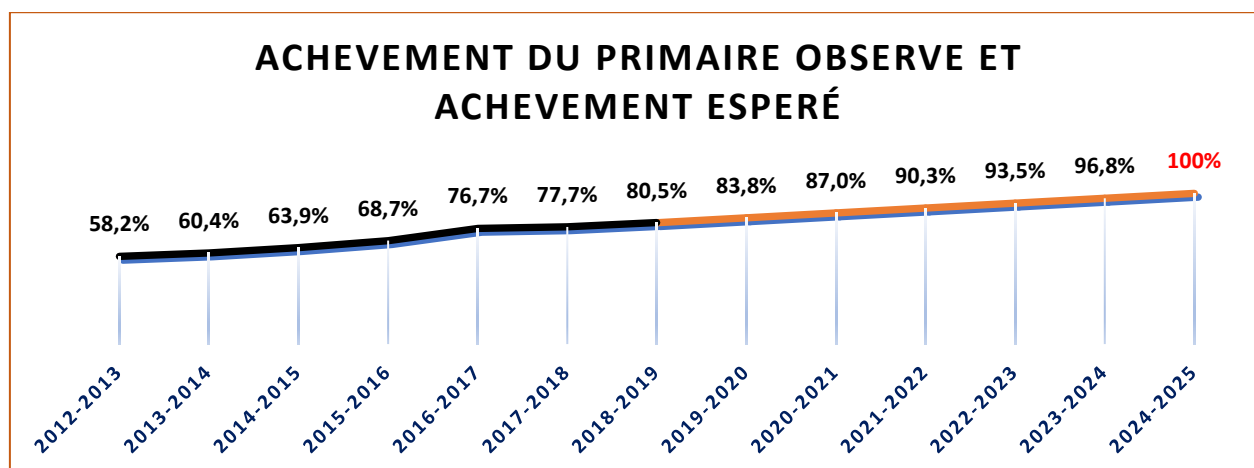
Dans le premier cycle du secondaire, le Taux d'Achèvement a connu un bond particulier à partir de l'année scolaire 2015-2016, année pendant laquelle la Politique de scolarisation obligatoire est rentrée en vigueur. Ce taux est passé de 41.3% en 2015/16 à 56.8% en 2018, soit 15 points de pourcentage en plus (**Graphique 10**). Ce progrès est notamment dû à l'effort de construction des collèges de proximité en milieu rural.

Ces nouveaux collèges ont considérablement réduit les abandons dus à la distance à parcourir entre l'établissement et le domicile de l'élève. Ce rapprochement a concouru à maintenir beaucoup d'élèves jusqu'en classe de 3^{ème}.

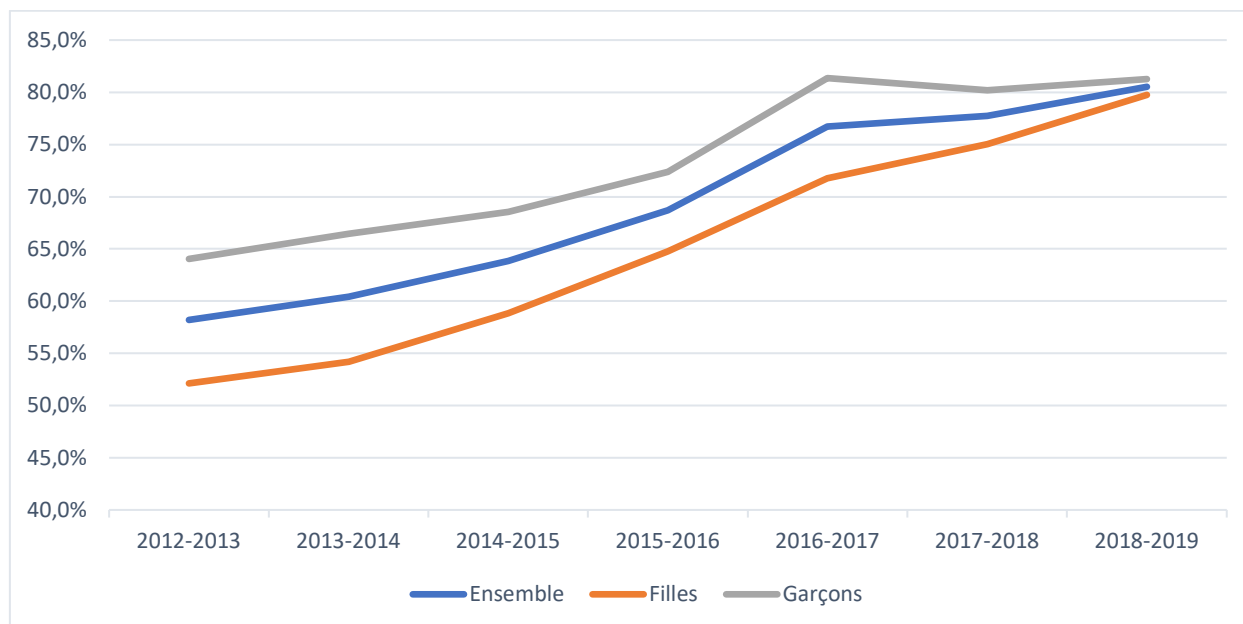
Au second cycle du secondaire général, le Taux d'Achèvement a aussi connu un accroissement mais il reste très faible (26.6% en 2018).

Encore beaucoup d'efforts restent à faire au niveau de l'admission et de la survie scolaire au primaire et au premier cycle du secondaire pour insuffler une bonne dynamique aux Taux d'Achèvement du secondaire 1^{er} et second cycle.

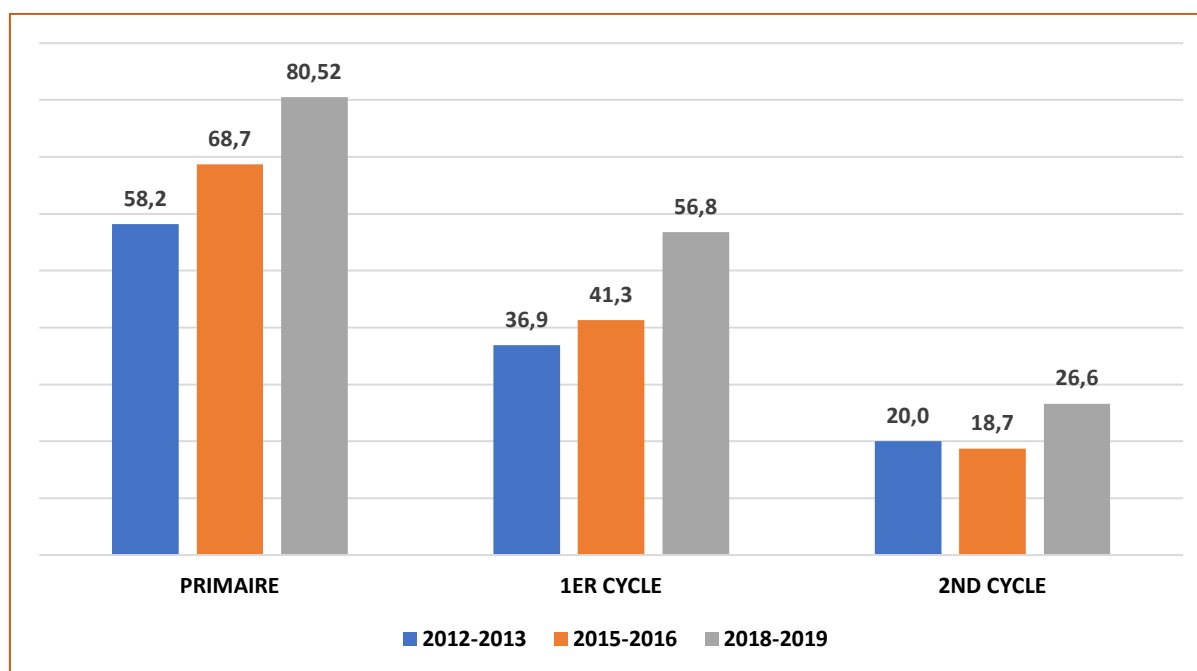
Graphique 8 : Evolution du Taux d'Achèvement du primaire de 2012/13 à 2018/19 et projection pour 2025



Graphique 9: Evolution du taux d'achèvement par sexe dans le primaire, de 2012/13 à 2018/19



Graphique 10 : Evolution du taux d'achèvement selon le cycle d'enseignement, en 2012/13, 2015/16 et 2018/19



IV- Transition Primaire-Collège

Le taux de Transition Primaire-Collège est aussi appelé Taux de Transition Inter Cycle. Il représente le nombre d'enfants issus d'un cycle et qui parviennent à nouvellement s'inscrire dans un nouveau cycle en pourcentage du nombre total d'élèves précédemment inscrits dans le dernier niveau du cycle précédent. Il demeure un indicateur d'efficacité du système éducatif.

Ainsi, dans cette section, il s'agira d'analyser les différents Taux de Transition du Primaire au collège enregistrés sur deux périodes quinquennales. La première période concerne les cinq dernières années avant l'entrée en vigueur de la politique de réduction de la barre d'admission en 6^{ème} à 85 points. La seconde correspond aux cinq années après la mise en œuvre de cette politique.

Avant donc la rentrée 2012-2013, le Taux Global de Transition du primaire au collège avait des valeurs très faibles qui avoisinaient 50% (**Tableau 22**). Entre les années scolaires 2006-2007 et 2011-2012, le Taux de Transition n'a évolué que de 2.5% en moyenne chaque année. Cette situation pourrait s'expliquer par les mauvais résultats à l'examen d'entrée en 6^{ème} avec des barres d'admission très élevées.

Mais depuis la réduction de la barre d'admission à 85 points, un bond significatif a d'abord été enregistré par rapport à l'année précédente (de 2011-2012 à 2012-2013) avec une évolution de 13.4 points de pourcentage. Ce taux a connu une augmentation en moyenne d'environ 4.3% chaque année.

Cet accroissement est dû également aux nombreuses constructions d'établissements publics et de l'élargissement du Partenariat Public-Privé (affectation dans le privé). Beaucoup plus d'enfants arrivent ainsi à poursuivre leurs études au collège.

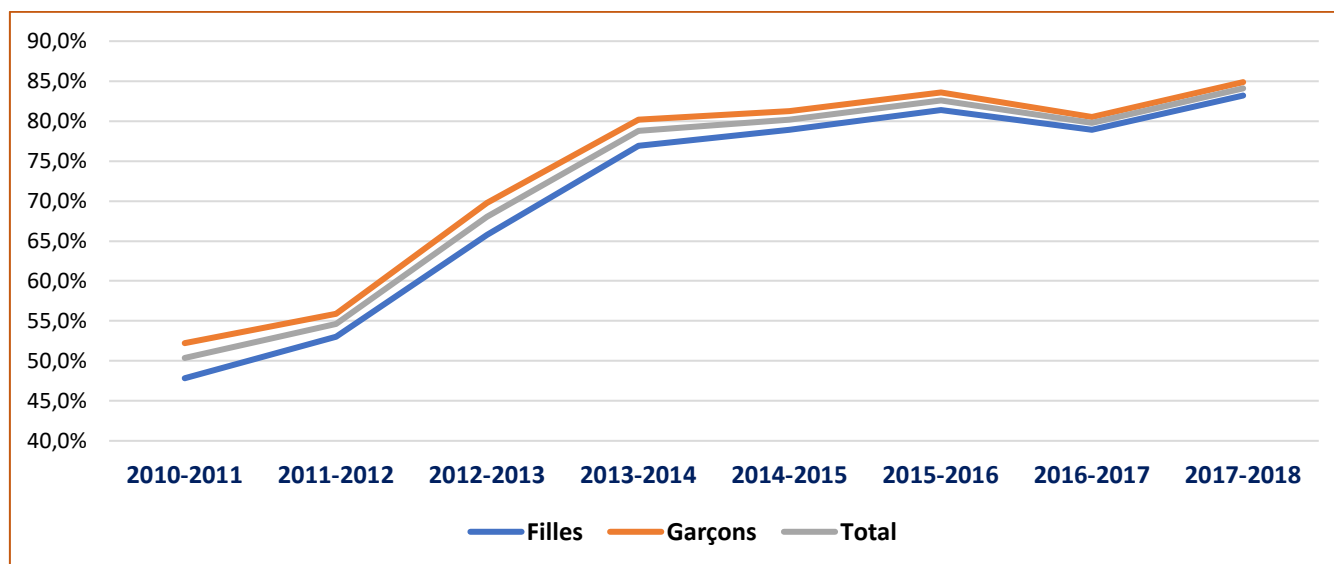
Aujourd'hui (2017-2018), le Taux de Transition Primaire-Collège est de 84%, c'est-à-dire que 84% des élèves inscrits au CM2 en 2017-2018 sur toute l'étendue du territoire ont pu atteindre la classe de 6e à la rentrée scolaire 2018-2019. Depuis ces cinq dernières années, la tendance est à la hausse avec 4.3% / an. Cela témoigne de la performance quantitative du système éducatif ivoirien en termes d'accès.

Par ailleurs, le rapport entre la transition des filles et celle des garçons ne marque aucune différence majeure car filles et garçons transitent en 6^{ème} presque au même titre. Toutefois les garçons transitent légèrement mieux que les filles. (**Graphique 11**).

Tableau 22 : Evolution u taux de transition du primaire au collège par sexe, de 2006 à 2012 et de 2012 à 2018

| | 2006-2007 | 2011-2012 | Accroissement annuel moyen De 2006 à 2012 | 2012-2013 | 2017-2018 | Accroissement annuel moyen De 2012 à 2018 |
|---------|-----------|-----------|-------------------------------------------------|-----------|-----------|-------------------------------------------------|
| Filles | 47,8% | 53,0% | 2,10% | 65,7% | 83,2% | 4,82% |
| Garçons | 48,6% | 55,9% | 2,83% | 69,8% | 84,9% | 3,99% |
| Total | 48,3% | 54,7% | 2,51% | 68,0% | 84,1% | 4,33% |

Graphique 11 : Evolution du taux de transition du primaire au collège par sexe, de 2010/11 à 2017/18



Cette étude permet de montrer que les différents Taux de Flux des élèves connaissent une amélioration importante au niveau des degrés d'enseignement. La politique de scolarisation mise en œuvre a propulsé la rétention, l'achèvement, la transition dans l'ensemble. Mais que vaut alors son incidence sur la qualité du système éducatif ?

COLLEGE VIGNON DUEKOUÉ



ENSEIGNEMENT TECHNIQUE



- Des élèves assidus...
- Des cars de transports
- Une salle multi-médias
- Un espace aéré et propice aux études
- Des enseignants de qualité

Collège Vignon Duekoué, une référence dans le Guémon...

☎ 33 70 23 34 - 09 11 71 55

Chapitre 5 : Incidence de la Politique de Scolarisation Obligatoire sur la qualité du système éducatif

L'instauration de la PSO depuis 2015 a conduit à la scolarisation d'un grand nombre d'enfants au regard du TBS qui est passé de 95.4% en 2015 à 100.5% en 2019, soit un accroissement de 5.1 point de pourcentage. L'on note que le système a reçu un grand flux d'enfants. Cette scolarisation massive a-t-elle une incidence sur la qualité du système éducatif ? Pour apprécier cette incidence, nous aborderons successivement l'encadrement pédagogique, l'environnement scolaire, la disponibilité des kits et manuels scolaires dans l'enseignement primaire et les commodités au sein des écoles et établissements scolaires.

I-Encadrement pédagogique

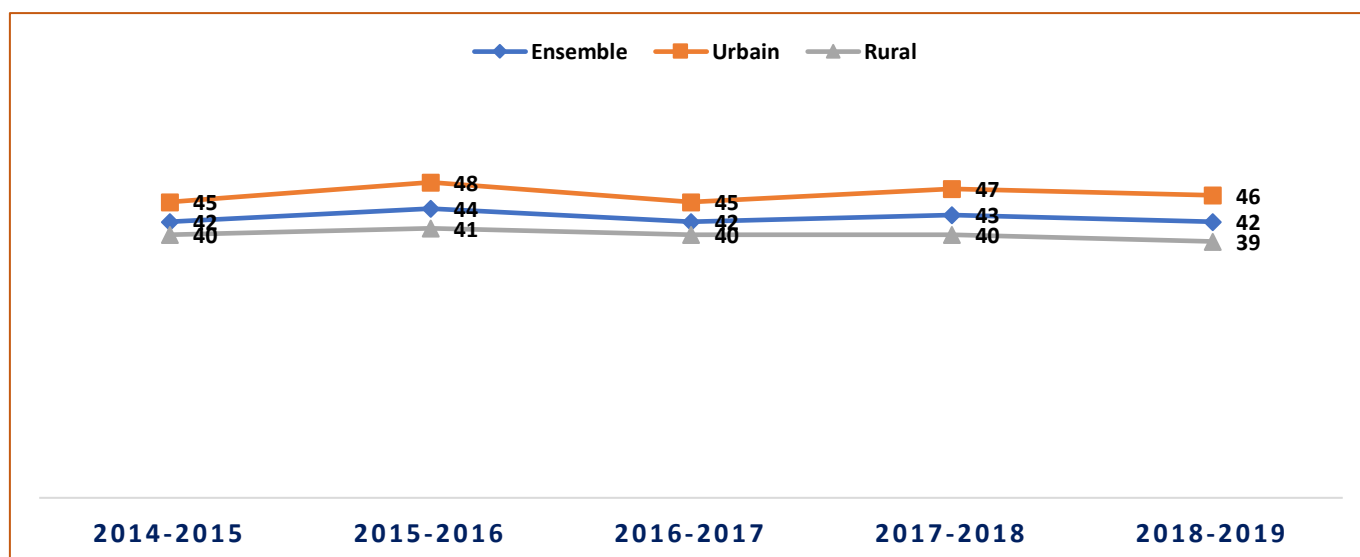
1-Nombre d'élèves par maître dans l'enseignement primaire

Le ratio élèves par maître apparaît comme un des indicateurs pertinents pour apprécier l'amélioration de la qualité du système éducatif.

L'analyse de l'évolution du ratio élèves/maître fait ressortir que dans l'ensemble, ce ratio a très peu varié de 2014-2015 à 2018-2019 restant autour de 42. La hausse de 2 points réalisée de 2014/15 à 2015/16 pourrait s'expliquer par le fait que 2015 a été l'année de promulgation et de la mise en œuvre de la loi relative à la Politique de Scolarisation Obligatoire (**Graphique 12**).

On note la même tendance aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale. Cependant, il serait bien de relever une réelle disparité au niveau du milieu d'implantation des écoles. Les ratios sont plus élevés en zone urbaine qu'en zone rurale avec en moyenne 46 contre 40.

Graphique 12 : Evolution du ratio élèves par maître selon le milieu dans l'enseignement primaire de, 2014/15 à 2018/19



2-Nombre d'élèves par salle de classe dans le primaire et le nombre d'élèves par groupe pédagogique dans le secondaire général

- **Dans l'enseignement primaire**, l'évolution du ratio élèves/salle de classe, montre que dans l'ensemble ce ratio est resté constant de 2014/15 à 2015/16 (44). Toutefois, on note une baisse de 3 points de ce ratio qui passe de 44, en 2015/16 à 41, en 2016/17 (**Graphique 13**). Cela pourrait s'expliquer par le fait qu'avec l'entrée en vigueur de la loi de Scolarisation Obligatoire, des efforts ont été faits en termes de construction de salles de classe permettant ainsi d'améliorer ce ratio. Ces efforts ont été maintenus en 2017-2018 mais il faut noter qu'avec les nombreuses sensibilisations et l'engouement des populations à scolariser leurs enfants en 2018-2019, l'on note une hausse de 2 points de ce ratio qui est passé de 41 à 43 traduisant ainsi une insuffisance d'infrastructures (salles de classe) pour répondre à la forte demande de plus en plus croissante.

Comme pour le ratio élèves/maitre, selon que nous soyons en zone urbaine ou rurale, le ratio élèves/salle de classe évolue dans le même sens que l'ensemble. Toutefois, il serait bon de relever la réelle disparité de ce ratio selon le milieu d'implantation des écoles. En effet, l'on observe que l'écart des valeurs de ce ratio entre le milieu urbain et le milieu rural est resté constant autour de 9 points en moyenne de 2014/15 à 2018/19. Pour une bonne mise en œuvre de la PSO, l'Etat devrait prendre des mesures pour réduire cette disparité dans un souci d'équité.

L'analyse des ratios élèves par maître montre des disparités au niveau des régions. Ainsi, avec respectivement des ratios de 45, 46,47 et 48, les régions du PORO, du MORONOU, de l'INDENIE-DJUABLIN et le district d'Abidjan ont les ratios les plus élevés pendant que les régions du FOLON, du BAFING et du BERE ont les ratios les plus faibles avec respectivement 33,34 et 35 (**Tableau 23**).

- **Dans l'enseignement secondaire général**, l'analyse se fera à partir du ratio élèves/groupe pédagogique et l'accent sera mis sur le public.

Dans l'ensemble, le ratio élèves/groupe pédagogique a connu une hausse de 2 points de 2014/15 à 2015/16 passant de 57 à 59. Jusqu'en 2018/19, il est resté constant à 59 (**Graphique 14**) lorsque le ratio du privé baisse (de 51 à 47), celui du public augmente en passant de 70 à 76, sur la même période.

En 2018/19, le nombre moyen d'élèves par groupe pédagogique s'élève à 76 dans le public. Ainsi, un élève inscrit dans un établissement secondaire public a environ 2 fois plus de possibilité d'être dans une classe pléthorique. Or, plus il y a d'élèves dans une classe, plus les conditions d'apprentissage deviennent pénibles. Donc si la PSO a permis d'accroître la scolarisation dans le secondaire, elle a par ailleurs favorisé la hausse du ratio élèves par groupe pédagogique.

L'ouverture des collèges de proximité est une solution pour ramener ce ratio à une valeur raisonnable afin de garantir la qualité de l'encadrement pédagogique au premier cycle du secondaire.

Au premier cycle du secondaire général, à l'exception du KABADOUGOU qui a un ratio de 57 élèves par groupe pédagogique, dans l'ensemble pour toutes les régions, ce ratio est supérieur à 60 (Tableau 24). Cela traduit ainsi l'impact de la politique de scolarisation obligatoire qui montre que les enfants sont maintenus dans le système jusqu'à la fin du premier cycle. Neuf régions et un district se démarquent avec des ratios élevés au-delà de 80 .Il s'agit des régions du GBEKE, du PORO, de la NAWA, du TCHOLOGO, du GUEMON, du GBOKLE du HAMBOL, de L'AGNEBY-TIASSA de SAN PEDRO et du district d'ABIDJAN.

Graphique 13 : Evolution du ratio élèves par salle de classe selon le milieu dans l'enseignement primaire, de 2014/15 à 2018/19

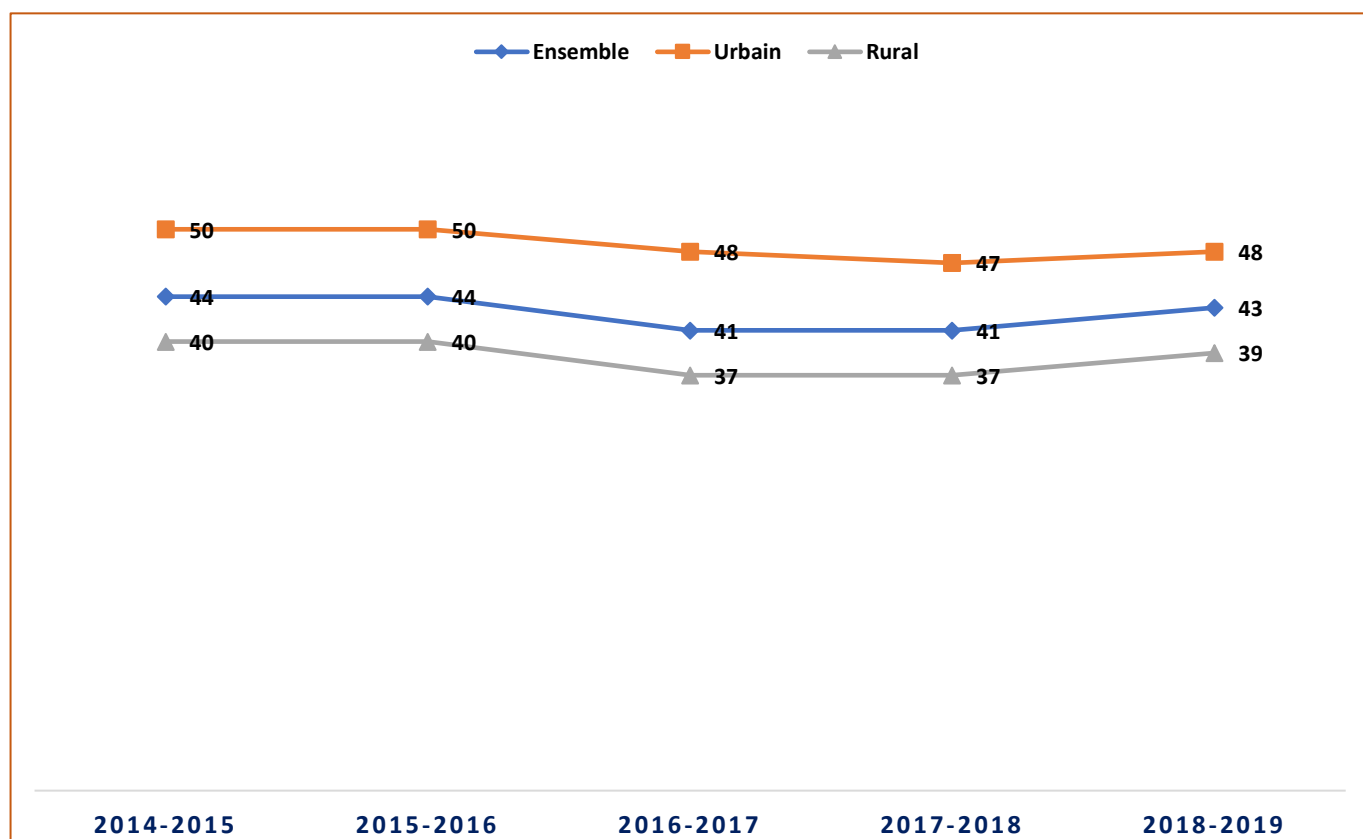


Tableau 23 : Ratios élèves par maître et élèves par salle de classe par région administrative dans le primaire, en 2018/19

| Régions | Effectif élèves | Salles de classe utilisées pour les cours | Enseignants tenant de classe | Ratio | |
|------------------|------------------|-------------------------------------------|------------------------------|------------------------|---------------|
| | | | | Elèves/salle de classe | Elèves/maître |
| ABIDJAN | 703 938 | 14 681 | 14 727 | 48 | 48 |
| AGNEBY-TIASSA | 134 115 | 3 126 | 3 094 | 43 | 43 |
| BAFING | 34 202 | 1 013 | 1 016 | 34 | 34 |
| BAGOUE | 50 451 | 1 213 | 1 291 | 42 | 39 |
| BELIER | 77 114 | 2 128 | 2 083 | 36 | 37 |
| BERE | 60 787 | 1 746 | 1 722 | 35 | 35 |
| BOUNKANI | 41 158 | 953 | 939 | 43 | 44 |
| CAVALLY | 82 146 | 1 889 | 1 889 | 43 | 43 |
| FOLON | 14 909 | 468 | 453 | 32 | 33 |
| GBÊKÊ | 192 124 | 4 591 | 4 752 | 42 | 40 |
| GBOKLE | 64 641 | 1 658 | 1 621 | 39 | 40 |
| GÔH | 161 698 | 3 774 | 3 765 | 43 | 43 |
| GONTOUGO | 128 327 | 3 358 | 3 283 | 38 | 39 |
| GRANDS PONTS | 77 148 | 1 923 | 1 922 | 40 | 40 |
| GUEMON | 134 079 | 3 232 | 3 303 | 41 | 41 |
| HAMBOL | 75 622 | 1 926 | 1 887 | 39 | 40 |
| HAUT-SASSANDRA | 281 790 | 6 007 | 6 433 | 47 | 44 |
| IFFOU | 60 520 | 1 670 | 1 658 | 36 | 37 |
| INDENIE-DJUABLIN | 94 549 | 2 022 | 2 040 | 47 | 46 |
| KABADOUGOU | 37 707 | 1 022 | 1 036 | 37 | 36 |
| LA ME | 93 853 | 2 175 | 2 111 | 43 | 44 |
| LÔH-DJIBOUA | 170 183 | 3 830 | 3 868 | 44 | 44 |
| MARAHOUÉ | 160 731 | 3 930 | 4 048 | 41 | 40 |
| MORONOU | 65 741 | 1 457 | 1 463 | 45 | 45 |
| NAWA | 190 547 | 4 389 | 4 345 | 43 | 44 |
| N'ZI | 45 279 | 1 349 | 1 332 | 34 | 34 |
| PORO | 133 611 | 2 958 | 2 953 | 45 | 45 |
| SAN PEDRO | 140 857 | 3 208 | 3 231 | 44 | 44 |
| SUD-COMOE | 126 061 | 2 923 | 2 831 | 43 | 45 |
| TCHOLOGO | 67 672 | 1 739 | 1 731 | 39 | 39 |
| TONKPI | 188 069 | 4 798 | 4 784 | 39 | 39 |
| WORODOUGOU | 50 605 | 1 298 | 1 300 | 39 | 39 |
| YAMOUSOUKRO | 63 650 | 1 377 | 1 397 | 46 | 46 |
| NATIONAL | 4 003 884 | 93 831 | 94 308 | 43 | 42 |

Graphique 14 : Evolution du ratio élèves par groupe pédagogique selon le milieu dans le premier cycle du secondaire, de 2014/15 à 2018/19

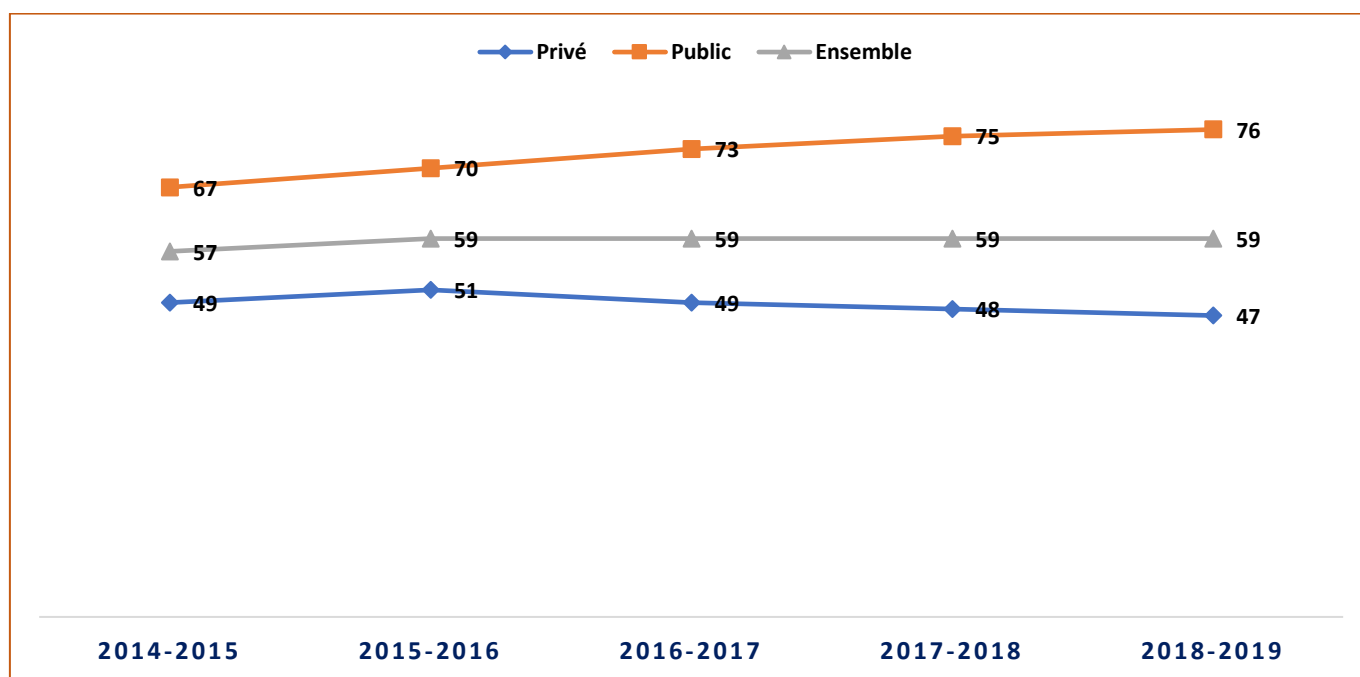


Tableau 24 : Ratio élèves par groupe pédagogique par région administrative dans le premier cycle du secondaire public, en 2018/19

| REGIONS | GROUPES PEDAGOGIQUES | EFFECTIF 1er CYCLE | RATIO ELEVES/GROUPES PEDAGOGIQUES |
|------------------|----------------------|--------------------|-----------------------------------|
| ABIDJAN | 1 328 | 107 782 | 81 |
| AGNEBY-TIASSA | 354 | 28 340 | 80 |
| BAFING | 84 | 5 499 | 65 |
| BAGOUE | 226 | 15 804 | 70 |
| BELIER | 291 | 20 093 | 69 |
| BERE | 181 | 13 112 | 72 |
| BOUNKANI | 122 | 7 921 | 65 |
| CAVALLY | 208 | 15 845 | 76 |
| FOLON | 39 | 2 348 | 60 |
| GBÊKÊ | 546 | 49 622 | 91 |
| GBOKLE | 92 | 7 805 | 85 |
| GÔH | 470 | 34 250 | 73 |
| GONTOUGO | 463 | 30 442 | 66 |
| GRANDS PONTS | 276 | 20 114 | 73 |
| GUEMON | 200 | 16 607 | 83 |
| HAMBOL | 210 | 18 291 | 87 |
| HAUT-SASSANDRA | 584 | 45 231 | 77 |
| IFFOU | 181 | 13 827 | 76 |
| INDENIE-DJUABLIN | 399 | 29 157 | 73 |

Tableau 24 : Ratio élèves par groupe pédagogique par région administrative dans le premier cycle du secondaire public, en 2018/19 (suite et fin)

| REGIONS | GROUPES PEDAGOGIQUES | EFFECTIF 1er CYCLE | RATIO ELEVES/GROUPES PEDAGOGIQUES |
|-----------------|----------------------|--------------------|-----------------------------------|
| KABADOUGOU | 166 | 9 426 | 57 |
| LA ME | 407 | 29 279 | 72 |
| LÔH-DJIBOUA | 398 | 31 439 | 79 |
| MARAHOUÉ | 385 | 29 052 | 75 |
| MORONOU | 235 | 16 499 | 70 |
| NAWA | 262 | 21 054 | 80 |
| N'ZI | 184 | 13 877 | 75 |
| PORO | 443 | 35 625 | 80 |
| SAN PEDRO | 284 | 23 688 | 83 |
| SUD-COMOE | 528 | 36 822 | 70 |
| TCHOLOGO | 214 | 17 183 | 80 |
| TONKPI | 574 | 43 704 | 76 |
| WORODOUGOU | 173 | 11 049 | 64 |
| YAMOOUSSOUKRO | 191 | 13 735 | 72 |
| NATIONAL | 10 698 | 814 522 | 76 |

II-Environnement scolaire

Un environnement scolaire propice aux apprentissages est nécessaire si l'on veut que les enfants qui ont eu accès à l'école puissent y être maintenus jusqu'à la fin de la classe de 3^{ème}. Cependant, pendant le recensement scolaire de 2017/18, des cas de violences, de conflits, de grossesses susceptibles d'entraver la scolarisation ont été constatés dans le système éducatif.

1-Situation des élèves victimes de violences

- **Dans l'enseignement primaire**, en 2018, l'on observe de façon générale qu'en dehors des viols, des harcèlements sexuels et des attouchements, que le phénomène de violence est plus manifeste en milieu rural qu'en milieu urbain (**Tableau 25**). Ainsi concernant les types de violences les plus récurrentes, sur 10 624 cas de propos humiliants, 7 666 ont été exercés en milieu rural, soit 72% des cas contre 28% en milieu urbain. De même, sur 6 862 cas de corvées, 4 926 cas ont été signalés en milieu rural, soit 72% contre 28% en milieu urbain. S'agissant des cas d'intimidations, de coups et blessures, et des bastonnades, la tendance observée est la même d'autant plus qu'il y a respectivement 79% en milieu rural contre 21% en milieu urbain pour les cas d'intimidation, 73% en milieu rural contre 27% en milieu urbain pour les cas de

coups et blessures et 70% en milieu rural contre 30% en milieu urbain pour les cas de bastonnades.

Toutefois, notons que les cas d'attouchements sont plus présents en milieu urbain qu'en milieu rural où l'on observe 378 cas sur les 388 signalés, soit 97%.

Afin de lutter contre les violences en milieu scolaire, des mécanismes de lutte existent pour instaurer un climat de paix. Cependant l'on note que 11 894 écoles en 2017/18 sur 16 957 ne disposent d'aucun mécanisme d'éradication des violences. Cette situation affecte 66,1% des élèves avec 68,8% en milieu rural contre 63,2% en milieu urbain. Toutefois, quelques mécanismes de résolution se mettent timidement en place à travers les clubs scolaires, les comités de lutte, les cellules d'écoute et les enseignantes protectrices. Ainsi, à travers les clubs scolaires, 3,1% d'élèves bénéficient de ce type de mécanisme de résolution de violence avec 3,7% en milieu urbain contre 2,5, en milieu rural. Avec les enseignantes protectrices, 2,4% d'élèves bénéficient de ce type de mécanisme de résolution avec 3,1% en milieu urbain contre 1,8% en milieu rural. Les cellules d'écoute offrent à 2,1% d'élèves un mécanisme de résolution des violences avec 2,7% en milieu urbain contre 1,5% en milieu rural (**Tableau 26**).

- **Dans le premier cycle de l'enseignement secondaire**, en 2018, à la différence de l'enseignement primaire où l'analyse selon le milieu d'implantation des écoles indique une récurrence des violences plus en milieu rural qu'en milieu urbain pour certains types de violences, au premier cycle du secondaire général, l'on note en général que pour tous les types de violences, le phénomène est plus présent en milieu urbain qu'en milieu rural.

Ainsi, pour les types de violences les plus récurrents, l'on remarque que pour les propos humiliants sur 3 523 cas, 2 980 cas ont été signalés en milieu urbain soit 85% contre 15% en milieu rural. De même concernant les corvées, sur 1 916 cas recensés, 1 448 proviennent du milieu urbain soit 76% contre 24% en milieu rural. Sur les 1 347 cas de coups et blessures recensés, 1 214 ont été signalés en milieu urbain soit 90% contre 10% en milieu rural (**Tableau 27**).

En faisant l'analyse selon le statut, pour tous les types de violences, le phénomène est plus récurrent dans le privé que dans le public.

Ainsi, pour les propos humiliants, 2 203 cas sur 3 523, ont été signalés dans le privé, soit 63% contre 37% dans le public. De même, concernant les corvées, sur 1 916 cas recensés, 1 557 proviennent du privé, soit 81% contre 19% dans le public. Sur les 1 347 cas de coups et blessures recensés, 844 ont été signalés dans le privé soit 63% contre 37% dans le public.

Comme au primaire, des mécanismes de résolution des violences existent dans le premier cycle du secondaire général. Cependant, 1 081 établissements en 2017-2018 sur 1 778 ne disposent d'aucun mécanisme de résolution des violences. Cette situation affecte 44% des élèves avec

54% en milieu rural contre 43% en milieu urbain. Si nous notons une absence totale de clubs scolaires dans les mécanismes de résolution ou de prévention.

Toutefois, quelques mécanismes de résolution se mettent timidement en place à travers les comités de lutte, les cellules d'écoute et les enseignantes protectrices. Ainsi, 33% des élèves du premier cycle du secondaire bénéficient des cellules d'écoute. 34% des élèves en milieu urbain et 28% en milieu rural en profitent (**Tableau 28**).

Selon le statut, ce sont 40% des élèves du public et 27% du privé qui sont concernés par ce type de résolution (**Tableau 29**).

Concernant les comités de lutte, selon le milieu, 10% des élèves en milieu urbain et 4% en milieu rural bénéficient de ce type de règlement de violences. Selon le statut, l'on enregistre 11% au public et 7% au privé.

En milieu urbain, 4% des élèves contre 3% en milieu rural fréquentent des établissements où l'on trouve des enseignantes protectrices. Dans les établissements publics et privés, la proportion d'élèves bénéficiant des services de ces enseignantes est identique : 4%.

En somme, les mécanismes de protection des élèves n'existent pas encore dans tous les établissements et écoles. Pour un système éducatif de qualité, il conviendrait de doter toutes les structures scolaires de mécanisme de prévention de violences pour favoriser le maintien de tous les élèves à l'école.

Tableau 25: Répartition des cas de violence par type de violence selon le milieu dans l'enseignement primaire, en 2017/18

| Type de violences | Rural | Urbain | Ensemble |
|---------------------|-------|--------|---------------|
| Coups et blessures | 3 935 | 1 435 | 5 370 |
| Bastonnades | 3 170 | 1 374 | 4 544 |
| Corvées | 4 926 | 1 936 | 6 862 |
| Viols | 33 | 43 | 76 |
| Harcèlement sexuel | 48 | 73 | 121 |
| Attouchements | 10 | 378 | 388 |
| Mutilation génitale | 106 | 3 | 109 |
| Mariages forcés | 5 | 1 | 6 |
| Humiliations | 7 666 | 2 958 | 10 624 |
| Intimidations | 4 403 | 1 186 | 5 589 |

Tableau 26 : Proportion des élèves bénéficiant de mécanisme de résolution des violences selon le milieu d'implantation des écoles dans l'enseignement primaire, en 2017/18

| Type de mécanismes de résolution des violences | Nombre d'écoles | | | Nombre d'élèves concernés | | | Proportion d'élèves concernés | | |
|------------------------------------------------|-----------------|--------|----------|---------------------------|-----------|-----------|-------------------------------|--------|----------|
| | Rural | Urbain | Ensemble | Rural | Urbain | Ensemble | Rural | Urbain | Ensemble |
| Aucun mécanisme | 7 692 | 4 202 | 11 894 | 1 433 689 | 1 213 897 | 2 647 586 | 68,8% | 63,2% | 66,1% |
| Clubs scolaire | 234 | 242 | 476 | 52 891 | 71 750 | 124 641 | 2,5% | 3,7% | 3,1% |
| Comité | 141 | 120 | 261 | 29 564 | 40 415 | 69 979 | 1,4% | 2,1% | 1,7% |
| Cellules d'écoute | 156 | 157 | 313 | 31 009 | 52 644 | 83 653 | 1,5% | 2,7% | 2,1% |
| Enseignantes protectrices | 163 | 176 | 339 | 37 610 | 59 776 | 97 386 | 1,8% | 3,1% | 2,4% |
| Autres initiatives | 43 | 25 | 68 | 7 887 | 7 060 | 14 947 | 0,4% | 0,4% | 0,4% |

Tableau 27 : Répartition des cas de violence par type de violence selon le milieu et le statut dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, en 2017/18

| Type de violences | Milieu | | Statut | | Ensemble |
|-----------------------|--------|--------|--------|--------|----------|
| | Rural | Urbain | Privé | Public | |
| Coups et blessures | 133 | 1 214 | 844 | 503 | 1 347 |
| Bastonnades | 120 | 498 | 479 | 139 | 618 |
| Corvées | 468 | 1 448 | 1 557 | 359 | 1 916 |
| Viols | 31 | 119 | 101 | 49 | 150 |
| Harcèlements sexuels | 15 | 163 | 122 | 56 | 178 |
| Mutilations génitales | 28 | 127 | 98 | 57 | 155 |
| Mariages forcés | 8 | 47 | 42 | 13 | 55 |
| Humiliation | 543 | 2 980 | 2 203 | 1 320 | 3 523 |
| Intimidation | 174 | 758 | 467 | 465 | 932 |

Tableau 28 : Proportion des élèves bénéficiant de mécanisme de résolution des violences selon le milieu d'implantation des établissements dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, en 2017/18

| Type de mécanismes de résolution des violences | Nombre d'établissements | | | Nombre d'élèves concernés | | | Proportion d'élèves concernés | | |
|------------------------------------------------|-------------------------|--------|----------|---------------------------|---------|----------|-------------------------------|--------|----------|
| | Rural | Urbain | Ensemble | Rural | Urbain | Ensemble | Rural | Urbain | Ensemble |
| Aucun mécanisme | 183 | 898 | 1081 | 73 506 | 633 592 | 707 098 | 54% | 43% | 44% |
| Clubs scolaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0% | 0% |
| Comité | 18 | 133 | 151 | 4 823 | 146 063 | 150 886 | 4% | 10% | 9% |
| Cellules d'écoute | 71 | 493 | 564 | 38 303 | 497 291 | 535 594 | 28% | 34% | 33% |
| Enseignantes protectrices | 11 | 67 | 78 | 4 586 | 61 133 | 65 719 | 3% | 4% | 4% |
| Autres initiatives | 17 | 74 | 91 | 13 610 | 101 400 | 115 010 | 10% | 7% | 7% |

Tableau 29 : Proportion des élèves bénéficiant de mécanisme de résolution des violences selon le statut des établissements dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, en 2017/18

| Type de mécanismes de résolution des violences | Nombre d'établissements | | | Nombre d'élèves concernés | | | Proportion d'élèves concernés | | |
|------------------------------------------------|-------------------------|-------|----------|---------------------------|---------|----------|-------------------------------|-------|----------|
| | Public | Privé | Ensemble | Public | Privé | Ensemble | Public | Privé | Ensemble |
| Aucun mécanisme | 211 | 870 | 1081 | 273 695 | 433 403 | 707 098 | 34% | 55% | 44% |
| Clubs scolaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0% | 0% |
| Comité | 55 | 96 | 151 | 92 184 | 58 702 | 150 886 | 11% | 7% | 9% |
| Cellules d'écoute | 184 | 380 | 564 | 322 224 | 213 370 | 535 594 | 40% | 27% | 33% |
| Enseignantes protectrices | 23 | 55 | 78 | 34 525 | 31 194 | 65 719 | 4% | 4% | 4% |
| Autres initiatives | 46 | 45 | 91 | 90 506 | 24 504 | 115 010 | 11% | 3% | 7% |

2-Situation des conflits en milieu scolaire

- **Dans l'enseignement primaire**, en 2018, 16 005 écoles sur 16 957 n'ont connu aucune crise. 1 515 écoles ont connu des grèves. Sur ces 1 515 écoles, 937 sont en milieu rural, soit 62% contre 38% en milieu urbain (**Tableau 30**).

Des mécanismes de résolution des conflits se mettent en place même si 1 724 écoles ne disposent pas de système de mitigation. Cela révèle que 9,9% des élèves sont affectés par cette situation avec 10,1% en milieu rural et 9,8% en milieu urbain. Toutefois 1,6% d'élèves sont dans des écoles disposant de mécanisme de résolution de conflits (club messenger de la paix...) avec 1,4% d'élèves en milieu rural et 1,8% en milieu urbain.

Cependant, il existe une faible proportion d'élèves bénéficiant des autres types de mécanismes de résolution de conflits. En effet, 0,2% des élèves profitent des cellules d'alerte précoce (**Tableau 31**).

- **Dans le premier cycle du secondaire**, en 2018, 1 414 établissements sur 1 778 n'ont connu aucune crise. 582 établissements ont connu des grèves (**Tableau 32**). Sur les 582 établissements, 516 sont en milieu urbain, soit 89% contre 38% en milieu rural. Selon le statut, 393 sont du privé, soit 68% contre 32% du public.

Concernant les mécanismes de résolution des conflits, dans le premier cycle du secondaire, 331 établissements sur 1 778 ne disposent pas de mécanisme de mitigation. Ainsi, 16,4% des élèves provenant de ces établissements ne bénéficient pas de mécanisme de mitigation. Selon le milieu, il y a 16,7% des élèves en milieu urbain contre 13,5% en milieu rural (**Tableau 33**). En plus, 19,5% de ces élèves sont issus du privé contre 13,5% du public (**Tableau 34**).

Notons que 280 établissements disposent de cellules d'alerte précoce permettant ainsi à 19% des élèves de bénéficier de ce type de prévention. Concernant le milieu, 19,2% des élèves du milieu urbain en bénéficient contre 17% du milieu rural. Au niveau du statut des établissements, 24,2% des élèves sont issus du public contre 13,7% du privé.

Tableau 30 : Répartition des écoles ayant connu un conflit selon le milieu dans l'enseignement primaire, en 2017/18

| Type de conflits | Rural | Urbain | Ensemble |
|------------------------------|--------|--------|----------|
| Aucune crise | 10 030 | 5 975 | 16 005 |
| Inondations | 45 | 40 | 85 |
| Grèves | 937 | 578 | 1 515 |
| Incendies | 3 | 1 | 4 |
| Epidémies | 2 | 1 | 3 |
| Tensions intercommunautaires | 45 | 8 | 53 |
| Attaques armées | 0 | 0 | 0 |
| Insécurité alimentaire | 4 | 1 | 5 |
| Déplacement | 7 | 6 | 13 |
| Sécheresse | 29 | 6 | 35 |
| Autres conflits | 49 | 42 | 91 |

Tableau 31 : Proportion des élèves bénéficiant de mécanisme de résolution des conflits dans les écoles selon le milieu dans l'enseignement primaire, en 2017/18

| Type de mécanismes de résolution des conflits | Nombre d'écoles | | | Nombre d'élèves concernés | | | Proportion d'élèves concernés | | |
|-----------------------------------------------|-----------------|--------|----------|---------------------------|---------|----------|-------------------------------|--------|----------|
| | Rural | Urbain | Ensemble | Rural | Urbain | Ensemble | Rural | Urbain | Ensemble |
| Aucun système de mitigation | 1 079 | 645 | 1 724 | 209 882 | 187 710 | 397 592 | 10,1% | 9,8% | 9,9% |
| Mécanismes de résolution | 125 | 111 | 236 | 29 998 | 34 270 | 64 268 | 1,4% | 1,8% | 1,6% |
| Cellules d'alerte | 18 | 12 | 30 | 3 416 | 4 101 | 7 517 | 0,2% | 0,2% | 0,2% |
| Réorganisation des enseignements | 46 | 52 | 98 | 9 341 | 18 809 | 28 150 | 0,4% | 1,0% | 0,7% |
| Réorganisation du mode de fonctionnement | 17 | 11 | 28 | 4 344 | 4 227 | 8 571 | 0,2% | 0,2% | 0,2% |
| Autres mécanismes de mitigation | 76 | 57 | 133 | 16 335 | 14 237 | 30 572 | 0,8% | 0,7% | 0,8% |

Tableau 32 : Répartition des établissements ayant connu un conflit selon le milieu et le statut dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, en 2017/18

| TYPE DE CONFLITS | MILIEU | | STATUT | | ENSEMBLE |
|----------------------------|--------|--------|--------|--------|----------|
| | Rural | Urbain | Privé | Public | |
| Aucune crise | 239 | 1 175 | 1 087 | 327 | 1 414 |
| Inondations | 0 | 6 | 0 | 6 | 6 |
| Grèves | 66 | 516 | 393 | 189 | 582 |
| Incendies | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Epidémies | 0 | 2 | 1 | 1 | 2 |
| Tension intercommunautaire | 1 | 8 | 2 | 7 | 9 |
| Attaques armées | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Insécurité alimentaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Déplacement | 0 | 5 | 5 | 0 | 5 |
| Sécheresse | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres conflits | 10 | 45 | 38 | 17 | 55 |

Tableau 33 : Proportion des élèves bénéficiant e mécanisme de résolution des conflits dans les établissements selon le milieu dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, en 2017/18

| TYPE DE MECANISMES DE RESOLUTION DES CONFLITS | Nombre d'établissements | | | Nombre d'élèves concernés | | | Proportion d'élèves concernés | | |
|-----------------------------------------------|-------------------------|--------|----------|---------------------------|---------|----------|-------------------------------|--------|----------|
| | Rural | Urbain | Ensemble | Rural | Urbain | Ensemble | Rural | Urbain | Ensemble |
| Aucun système de mitigation | 35 | 296 | 331 | 18 382 | 245 234 | 263 616 | 13,5% | 16,7% | 16,4% |
| Mécanismes de résolution | 25 | 214 | 239 | 11 212 | 254 106 | 265 318 | 8,2% | 17,3% | 16,5% |
| Cellules d'alerte | 28 | 252 | 280 | 23 163 | 282 316 | 305 479 | 17,0% | 19,2% | 19,0% |
| Réorganisation des enseignements | 22 | 127 | 149 | 13 183 | 150 949 | 164 132 | 9,7% | 10,3% | 10,2% |
| Réorganisation du mode de fonctionnement | 7 | 67 | 74 | 2 758 | 80 021 | 82 779 | 2,0% | 5,5% | 5,2% |
| Autres mécanismes de mitigation | 7 | 45 | 52 | 5 806 | 55 882 | 61 688 | 4,3% | 3,8% | 3,8% |

Tableau 34 : Proportion des élèves bénéficiant de mécanisme de résolution des conflits selon le statut des établissements dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, en 2017/18

| TYPE DE MECANISMES DE RESOLUTION DES CONFLITS | Nombre d'établissements | | | Nombre d'élèves concernés | | | Proportion d'élèves concernés | | |
|-----------------------------------------------|-------------------------|-------|----------|---------------------------|---------|----------|-------------------------------|-------|----------|
| | Public | Privé | Ensemble | Public | Privé | Ensemble | Public | Privé | Ensemble |
| Aucun système de mitigation | 56 | 275 | 331 | 110 036 | 153 580 | 263 616 | 13,5% | 19,5% | 16,4% |
| Mécanismes de résolution | 72 | 167 | 239 | 166 253 | 99 065 | 265 318 | 20,4% | 12,6% | 16,5% |
| Cellules d'alerte | 106 | 174 | 280 | 197 220 | 108 259 | 305 479 | 24,2% | 13,7% | 19,0% |
| Réorganisation des enseignements | 50 | 99 | 149 | 104 818 | 59 314 | 164 132 | 12,9% | 7,5% | 10,2% |
| Réorganisation du mode de fonctionnement | 19 | 55 | 74 | 49 948 | 32 831 | 82 779 | 6,1% | 4,2% | 5,2% |
| Autres mécanismes de mitigation | 25 | 27 | 52 | 47 202 | 14 486 | 61 688 | 5,8% | 1,8% | 3,8% |

3-Situation des cas de grossesse en cours de scolarité

- **Dans l'enseignement primaire**, l'analyse des données sur les grossesses en cours de scolarité montre que le nombre de cas de grossesse est en baisse aussi bien sur le plan national que dans les différentes régions administratives à l'exception du KABADOUGOU (de 0 cas à 12 cas) et du District d'Abidjan (de 0 cas à 1 cas) (**Tableau 35**). Cette baisse pourrait s'expliquer par les nombreuses actions de sensibilisation autour de l'opération « zéro grossesse » menée par le Ministère de l'Education Nationale, à travers la Direction de la Mutualité des Œuvres Sociales Scolaires (DMOSS).

Les résultats de la campagne statistique indiquent que le nombre de cas de grossesse est passé de 408 cas en 2015/16 à 127 en 2017/18.

La baisse est significative dans certaines régions comme le GONTOUGO, le CAVALLY et le IFFOU. En effet, dans le GONTOUGO, le nombre de cas de grossesse est passé de 52 en 2015-2016 à 28 en 2016-2017 et à 11, en 2017-2018. Dans le Cavally, l'on note que le nombre est passé de 41 en 2015-2016 à 4, en 2016-2017 puis à 7, en 2017-2018. Dans le IFFOU, ce nombre est passé de 20 cas de grossesse en 2015-2016 à 7 cas, en 2016-2017 puis à 6 cas en 2017-2018.

• **Dans le premier cycle de l'enseignement secondaire**, la situation des cas de grossesse est préoccupante. De 2015-2016 à 2016-2017, on a enregistré une baisse du nombre de cas de grossesse qui est passé de 3 531 à 3 244. De 2016-2017 à 2017-2018, ce nombre passe à 3 472 (**Tableau 36**). Dans le district d'Abidjan, le nombre de cas de grossesse connaît une baisse de 2015-2016 à 2017-2018 passant de 213 à 164 en 2016-2017 puis à 157 en 2017-2018. En outre, dans les autres régions, la baisse du nombre de cas de grossesse est manifeste. Cependant, dans la région de la MARAHOUE, le nombre de cas de grossesse est passé de 33 cas en 2015-2016 à 261 cas en 2016-2017 puis à 288 cas en 2017-2018.

En somme, si le nombre de cas de grossesse dans l'enseignement primaire est en baisse, la situation ne s'améliore guère dans le premier cycle de l'enseignement secondaire. Alors que la réussite de la PSO exige une protection des filles pour un système éducatif performant.

Tableau 35 : Evolution des cas de grossesse en cours de scolarité par région administrative dans l'enseignement primaire, de 2015/16 à 2017/18

| REGIONS | NOMBRE DE GROSSESSES | | |
|------------------|----------------------|-----------|-----------|
| | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 |
| ABIDJAN | 0 | 0 | 1 |
| AGNEBY-TIASSA | 17 | 5 | 7 |
| BAFING | 6 | 1 | 3 |
| BAGOUE | 4 | 0 | 2 |
| BELIER | 14 | 6 | 9 |
| BERE | 10 | 4 | 1 |
| BOUNKANI | 7 | 3 | 2 |
| CAVALLY | 41 | 4 | 7 |
| FOLON | 4 | 3 | 0 |
| GBÊKÉ | 19 | 15 | 7 |
| GBOKLE | 8 | 1 | 1 |
| GÔH | 19 | 2 | 5 |
| GONTOUGO | 52 | 28 | 11 |
| GRANDS PONTS | 3 | 0 | 3 |
| GUEMON | 16 | 0 | 3 |
| HAMBOL | 17 | 8 | 4 |
| HAUT-SASSANDRA | 12 | 11 | 3 |
| IFFOU | 20 | 7 | 6 |
| INDENIE-DJUABLIN | 12 | 0 | 1 |

Tableau 35 : Evolution des cas de grossesse en cours de scolarité par région administrative dans l'enseignement primaire, de 2015/16 à 2017/18 (suite et fin)

| REGIONS | NOMBRE DE GROSSESSES | | |
|-----------------|----------------------|------------|------------|
| | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 |
| KABADOUGOU | 1 | 0 | 12 |
| LA ME | 12 | 4 | 5 |
| LÔH-DJIBOUA | 8 | 1 | 0 |
| MARAHOUÉ | 18 | 2 | 3 |
| MORONOU | 12 | 10 | 5 |
| NAWA | 18 | 2 | 4 |
| N'ZI | 13 | 2 | 10 |
| PORO | 7 | 2 | 2 |
| SAN PEDRO | 19 | 0 | 2 |
| SUD-COMOE | 2 | 6 | 1 |
| TCHOLOGO | 2 | 2 | 1 |
| TONKPI | 8 | 8 | 2 |
| WORODOUGOU | 4 | 0 | 4 |
| YAMOOUSSOUKRO | 3 | 2 | 0 |
| NATIONAL | 408 | 139 | 127 |

Tableau 36 : Evolution des cas de grossesse en cours de scolarité par région administrative dans le premier cycle du secondaire général, de 2015/16 à 2017/18

| REGIONS | NOMBRE DE GROSSESSES | | |
|---------------|----------------------|-----------|-----------|
| | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 |
| ABIDJAN | 213 | 164 | 157 |
| AGNEBY-TIASSA | 135 | 139 | 91 |
| BAFING | 6 | 25 | 19 |
| BAGOUE | 63 | 62 | 83 |
| BERE | 42 | 58 | 51 |
| BOUNKANI | 50 | 113 | 66 |
| CAVALLY | 87 | 84 | 54 |
| FOLON | 0 | 6 | 5 |
| GBÊKÊ | 177 | 189 | 177 |
| GBOKLE | 37 | 50 | 34 |
| GÔH | 126 | 129 | 102 |
| GONTOUGO | 334 | 234 | 255 |
| GRANDS PONTS | 77 | 81 | 84 |

Tableau 36 : Evolution des cas de grossesse en cours de scolarité par région administrative dans le premier cycle du secondaire général, de 2015/16 à 2017/18 (suite et fin)

| REGIONS | NOMBRE DE GROSSESSES | | |
|------------------|----------------------|--------------|--------------|
| | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 |
| GUEMON | 126 | 57 | 53 |
| HAMBOL | 70 | 59 | 56 |
| HAUT-SASSANDRA | 191 | 197 | 156 |
| IFFOU | 118 | 129 | 66 |
| INDENIE-DJUABLIN | 146 | 130 | 155 |
| KABADOUGOU | 15 | 50 | 63 |
| LA ME | 128 | 135 | 112 |
| LÔH-DJIBOUA | 174 | 144 | 196 |
| MARAHOUÉ | 33 | 261 | 288 |
| MORONOU | 132 | 122 | 55 |
| NAWA | 166 | 132 | 150 |
| N'ZI | 125 | 64 | 114 |
| PORO | 68 | 99 | 89 |
| SAN PEDRO | 167 | 134 | 128 |
| SUD-COMOE | 137 | 114 | 117 |
| TCHOLOGO | 37 | 49 | 57 |
| TONKPI | 113 | - | 133 |
| WORODOUGOU | 40 | 34 | 61 |
| YAMOISSOUKRO | 198 | - | 245 |
| NATIONAL | 3 531 | 3 244 | 3 472 |

III-Disponibilité des manuels et kits scolaires dans l'enseignement primaire public

En 2000, l'Etat de Côte d'Ivoire a fait le choix d'une politique de gratuité de l'école primaire publique et cette politique était basée essentiellement sur :

- l'inscription gratuite au CP1 ;
- la distribution de kits et de manuels scolaires.

En 2015, avec l'adoption de la Politique de Scolarisation Obligatoire des enfants de 6 à 16 ans, ces mesures sont renforcées. Malgré ces mesures, en 2017, l'évaluation des acquis scolaires faite par la Direction de la Veille et du Suivi des Programmes scolaires (DVSP) au primaire indique que tous les élèves n'acquièrent pas les connaissances fondamentales en mathématiques et en français. En effet, les scores des élèves de CE2 s'élevaient à 51,9 points sur 100 en français et à 50,5 points sur 100 en mathématiques. Ces résultats moyens sont dus notamment au manque de fournitures scolaires. Afin d'améliorer la qualité du système éducatif

en pleine évolution, le gouvernement s'est engagé dans une politique sociale par un allègement du coût supporté par les familles à travers la distribution des kits et manuels scolaires à tous les enfants inscrits dans les écoles primaires publiques.

Mais quelle est la situation réelle des kits et manuels scolaires auprès des élèves dans les écoles primaires publiques ?

1- Disponibilités des manuels scolaires

Les manuels scolaires sont composés des livres de (Français, Mathématique, Sciences et Technologies, EDHC, histoire et géographie). La distribution de ces livres aux élèves se fait tous les trois (3) ans.

Notre analyse portera sur la disponibilité des livres de français et de mathématique au vue des résultats des élèves dans ces deux disciplines. Au cours de l'année scolaire 2018/19, 1.413.578 livres de français étaient disponibles dont 271.471 non utilisés pour mauvais état et 1.332.673 livres de mathématique dont 248.423 non aussi utilisés.

Le pourcentage d'élèves disposant d'un livre de mathématiques est passé de 51,61%, au cours de l'année scolaire 2016-2017 à 40,28% au cours de l'exercice 2018-2019 soit une régression de 11,33% (**Tableau 37**). Le pourcentage des élèves disposant d'un livre de Français sur la même période est passé de 55,39% à 42,72%, soit une régression de 13,63% (**Tableau 38**). Notons que depuis 3 ans aucun renouvellement de stock n'a été fait.

Cette régression est due au non renouvellement du stock et au mauvais entretien des ouvrages par les enfants.

En ce qui concerne le livre de Mathématiques, seulement 36,49% des élèves en possèdent dans l'ensemble. Cette proportion est plus élevée en milieu urbain (45,33%) qu'en milieu rural (30,22%). (**Tableau 39**)

Au plan national, 42,72% des élèves disposent de livres de français contre 40,28% pour les livres de mathématiques. Ces proportions restent encore plus faibles sur l'ensemble du territoire avec l'accroissement du nombre d'élèves. Les régions du FOLON (15,75%) et du BAFING (19,16%) disposent de faibles proportions de livre en Mathématiques. Quant aux régions du FOLON (23,64%), du BOUNKANI (23,93%) et de la MARAHOUÉ (26,20%), les proportions d'élèves disposant de livres de français sont également faibles. De tous les niveaux d'études, les élèves du CE1 disposent des plus faibles proportions en milieu rural (29,89%), et en milieu urbain (43,17%) et (35,25%) dans l'ensemble (**Tableau 40**). Ce manque d'ouvrages essentiels explique les mauvais résultats aux examens scolaires dans les différentes régions où la proportion de possession est très faible.

Tableau 37 : Evolution de la proportion des élèves disposant de livres de français et de mathématiques dans écoles primaires publiques, de 2016/17 à 2018/19

| Année scolaire | 2016/17 | 2017/18 | 2018/19 |
|-----------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|------------------|
| Effectif élèves du public | 3 169 303 | 3 255 797 | 3 308 667 |
| Effectif élèves du public disposant d'un livre de mathématique | 1 635 700 | 1 429 090 | 1 33 2673 |
| Effectif élèves du public disposant d'un livre de Français | 1 755 561 | 1 549 946 | 1 413 578 |
| Proportion des élèves du public disposant d'un livre de Mathématiques | 51,61% | 43,89% | 40,28% |
| Proportion des élèves du public disposant d'un livre de Français | 55,39% | 47,61% | 42,72% |

Tableau 38 : Proportion des élèves disposant de livre de français par niveau d'étude selon le milieu dans les écoles primaires publiques, en 2018-2019

| | Rural | Urbain | Ensemble |
|-----------------------------------------------------------------|---------|---------|----------------|
| Effectif des élèves du CP1 disposant de Livre de français | 174 816 | 129 400 | 304 216 |
| Proportion des élèves du CP1 disposant livre de français | 46,20% | 56,58% | 50,11% |
| Effectif des élèves du CP2 disposant de Livre de français | 168 192 | 132 368 | 300 560 |
| Proportion des élèves du CP2 disposant livre de français | 46,72% | 56,21% | 50,47% |
| Effectif des élèves du CE1 disposant de Livre de français | 103 427 | 101 356 | 204 783 |
| Proportion des élèves du CE1 disposant livre de français | 29,89% | 43,17% | 35,26% |
| Effectif des élèves du CE2 disposant de Livre de français | 105 352 | 106 659 | 212 011 |
| Proportion des élèves du CE2 disposant livre de français | 31,70% | 45,21% | 37,31% |
| Effectif des élèves du CM1 disposant de Livre de français | 91 729 | 101 812 | 193 541 |
| Proportion des élèves du CM1 disposant livre de français | 33,06% | 46,10% | 38,84% |
| Effectif des élèves du CM2 disposant de Livre de français | 92 673 | 105 303 | 197 976 |
| Proportion des élèves du CM2 disposant livre de français | 36,77% | 51,11% | 43,22% |

Tableau 39 : Proportion des élèves disposant de livre de mathématiques par niveau d'étude selon le milieu dans les écoles primaires publiques, en 2018/19

| | Rural | Urbain | Ensemble |
|---------------------------------------------------------------|---------|---------|----------|
| Effectif des élèves du CP1 disposant de Livres mathématiques | 163 534 | 122 216 | 285 750 |
| Proportion des élèves du CP1 disposant livre de mathématiques | 43,22% | 53,44% | 47,07% |
| Effectif des élèves du CP2 disposant de Livres mathématiques | 156 198 | 123 219 | 279 417 |
| Proportion des élèves du CP2 disposant livre de mathématiques | 43,39% | 52,33% | 46,92% |
| Effectif des élèves du CE1 disposant de Livres mathématiques | 102 124 | 104 732 | 206 856 |
| Proportion des élèves du CE1 disposant livre de mathématiques | 29,52% | 44,61% | 35,62% |
| Effectif des élèves du CE2 disposant de Livres mathématiques | 100 442 | 106 928 | 207 370 |
| Proportion des élèves du CE2 disposant livre de mathématiques | 30,22% | 45,33% | 36,49% |
| Effectif des élèves du CM1 disposant de Livres mathématiques | 81 567 | 91 511 | 173 078 |
| Proportion des élèves du CM1 disposant livre de mathématiques | 29,40% | 41,43% | 34,73% |
| Effectif des élèves du CM2 disposant de Livres mathématiques | 83 403 | 96 325 | 179 728 |
| Proportion des élèves du CM2 disposant livre de mathématiques | 33,09% | 46,75% | 39,23% |

Tableau 40 : Proportion des élèves disposant de livre de français et de mathématiques par région administrative dans les écoles primaires publiques, en 2018/19

| Régions | Effectif des élèves du public | effectif élèves du public disposant de Livre mathématiques | effectif élèves du public disposant de livre de français | proportion des élèves du public disposant d'un livre de français | proportion des élèves du public disposant d'un livre de Mathématiques |
|------------------|-------------------------------|------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| ABIDJAN | 373 425 | 221 943 | 228 412 | 61,17% | 59,43% |
| AGNEBY-TIASSA | 122 555 | 50 866 | 47 757 | 38,97% | 41,50% |
| BAFING | 30 302 | 5 805 | 8 194 | 27,04% | 19,16% |
| BAGOUE | 47 069 | 23 007 | 26 711 | 56,75% | 48,88% |
| BELIER | 75 375 | 27 642 | 29 607 | 39,28% | 36,67% |
| BERE | 55 463 | 23 560 | 28 772 | 51,88% | 42,48% |
| BOUNKANI | 37 016 | 9 109 | 9 968 | 26,93% | 24,61% |
| CAVALLY | 78 329 | 25 914 | 33 178 | 42,36% | 33,08% |
| FOLON | 14 909 | 2 348 | 3 525 | 23,64% | 15,75% |
| GBÊKÊ | 166 228 | 80 811 | 78 623 | 47,30% | 48,61% |
| GBOKLE | 56 001 | 17 064 | 19 114 | 34,13% | 30,47% |
| GÔH | 142 780 | 53 139 | 56 252 | 39,40% | 37,22% |
| GONTOUGO | 120 003 | 41 747 | 42 029 | 35,02% | 34,79% |
| GRANDS PONTS | 64 886 | 24 055 | 24 662 | 38,01% | 37,07% |
| GUEMON | 126 147 | 29 840 | 34 572 | 27,41% | 23,65% |
| HAMBOL | 72 582 | 25 839 | 35 200 | 48,50% | 35,60% |
| HAUT-SASSANDRA | 253 826 | 82 211 | 90 369 | 35,60% | 32,39% |
| IFFOU | 58 421 | 18 037 | 18 711 | 32,03% | 30,87% |
| INDENIE-DJUABLIN | 80 890 | 34 580 | 35 653 | 44,08% | 42,75% |
| KABADOUGOU | 34 207 | 10 931 | 14 498 | 42,38% | 31,96% |
| LA ME | 85 442 | 34 932 | 31 310 | 36,64% | 40,88% |
| LÔH-DJIBOUA | 151 542 | 63 484 | 49 006 | 32,34% | 41,89% |
| MARAHOUÉ | 142 807 | 36 603 | 37 411 | 26,20% | 25,63% |
| MORONOU | 59 740 | 26 361 | 22 782 | 38,14% | 44,13% |
| NAWA | 153 754 | 62 114 | 71 710 | 46,64% | 40,40% |
| N'ZI | 43 807 | 21 662 | 20 650 | 47,14% | 49,45% |
| PORO | 116 397 | 67 601 | 74 711 | 64,19% | 58,08% |
| SAN PEDRO | 109 396 | 43 440 | 50 056 | 45,76% | 39,71% |
| SUD-COMOE | 100 954 | 58 955 | 63 264 | 62,67% | 58,40% |
| TCHOLOGO | 60 261 | 28 455 | 34 887 | 57,89% | 47,22% |
| TONKPI | 172 037 | 42 154 | 46 605 | 27,09% | 24,50% |
| WORODOUGOU | 48 999 | 12 274 | 17 023 | 34,74% | 25,05% |
| YAMOOUSSOUKRO | 53 117 | 26 190 | 28 356 | 53,38% | 49,31% |
| NATIONAL | 3 308 667 | 1 332 673 | 1 413 578 | 42,72% | 40,28% |

2- Disponibilités des kits scolaires

Les kits scolaires sont essentiellement composés de cahiers et accessoires, distribués selon le niveau d'études (CP, CE, CM) aux élèves inscrits dans les écoles primaires publiques.

L'opération est financée par l'Etat. Pour la rentrée scolaire 2018/19, l'Etat a investi plus de 9 milliards de francs CFA dans l'achat des Kits scolaires. Il reçoit également des appuis de certaines fondations et des ONG. La commande des Kits se fait selon les effectifs élèves, en année N-1 et en tenant compte de leur accroissement. Cela voudra donc dire que la quantité des kits produits devrait évoluer avec le nombre d'élèves (**Tableau 41**). Cette distribution se fait, selon le mode opératoire suivant:

- **Au niveau de la Direction Régionale de l'Education Nationale (DREN)**

Le DRENETFP choisit, en concertation avec l'Inspecteur de l'Enseignement Préscolaire et Primaire, la date de la distribution des kits scolaires qui ne doit pas excéder trois (3) jours à partir du jour de la livraison.

- **Au niveau de l'Inspection de l'Enseignement Préscolaire et Primaire (IEPP)**

L'Inspecteur de l'Enseignement Préscolaire et Primaire vérifie les quantités de kits scolaires de la dotation de sa circonscription contre décharge.

- **Au niveau de l'Ecole Primaire Publique (EPP)**

Le directeur d'école et le responsable du COGES remettent les kits scolaires aux maîtres titulaires de la classe contre décharge. Le maître distribue les kits scolaires aux élèves.

Au cours de l'année scolaire 2018/19, au niveau national 68,3% des élèves de (CP, CE, CM) ont reçu un kit scolaire. C'est-à-dire que près du tiers (1/3) des élèves n'en ont pas reçu. Selon le milieu d'implantation des écoles, le pourcentage des élèves disposant d'un kit scolaires est de 68,8% en milieu rural contre 67,4%, en milieu urbain.

Au niveau des classes de CP1, en milieu rural comme en milieu urbain, le pourcentage des élèves ayant bénéficié d'un kit scolaire est de 75,6% et 70,6%. Ces proportions sont supérieures à la moyenne nationale (**Tableau 42**). Ce qui signifie que d'importants efforts sont faits pour améliorer les acquis scolaires des enfants de ce niveau d'études.

Cependant, la proportion d'élèves disposant de kits scolaires au CM2 s'élève à 63,7% dans l'ensemble. Ce pourcentage devrait être amélioré car ce sont des candidats aux examens de CEPE.

La proportion des élèves disposant de kits scolaires par région administrative varie de 7.12% à 116.77% (**Tableau 43**). Il y a donc une disparité dans la distribution des kits scolaires et cela est peut-être dû à la longue procédure du mode opératoire.

Il faut noter que l'état de Côte d'Ivoire paye les kits scolaires pour l'ensemble des élèves du primaire. Une évaluation du système de distribution doit pouvoir nous instruire, pourquoi tous les élèves ne possèdent pas de kits.

Tableau 41 : Evolution de la proportion des élèves disposant de kit scolaire dans les écoles primaires publiques, de 2016/17 à 2018/19

| | 2016/17 | 2017/18 | 2018/19 |
|-------------------------------------------------------------|-----------|-----------|------------------|
| Effectif des élèves du public | 3 169 303 | 3 255 797 | 3 308 667 |
| Effectif des élèves du public disposant d'un kit scolaire | 2 731 423 | 3 160 722 | 2 280 948 |
| Proportion des élèves du public disposant d'un kit scolaire | 86,18% | 97,08% | 68,24% |

Tableau 42 : Proportion des élèves disposant de kit scolaire selon le niveau d'études et par milieu dans les écoles primaires publiques, en 2018/19

| | Milieu | CP1 | CP2 | CE1 | CE2 | CM1 | CM2 | Ensemble |
|------------------------------------------------|----------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------|
| effectifs des élèves du public | Rural | 378 376 | 360 001 | 345 990 | 332 351 | 277 458 | 252 053 | 1 946 229 |
| | Urbain | 228 703 | 235 473 | 234 767 | 235 903 | 220 857 | 206 049 | 1 361 752 |
| | Ensemble | 607 079 | 595 474 | 580 757 | 568 254 | 498 315 | 458 102 | 3 307 981 |
| % élèves du public disposant de kits scolaires | Rural | 75,6% | 69,1% | 69,5% | 67,4% | 65,6% | 62,9% | 68,8% |
| | Urbain | 70,6% | 70,2% | 67,5% | 67,1% | 63,9% | 64,7% | 67,4% |
| | Ensemble | 73,7% | 69,6% | 68,7% | 67,3% | 64,8% | 63,7% | 68,3% |

Tableau 43: Proportion des élèves disposant de kit scolaire par Région administrative dans les écoles primaires publiques, en 2018/19

| Région | Effectifs élèves du public | effectifs élèves du public disposant de kits | Proportion d'élèves du public disposant de kits | Région | Effectifs élèves du public | effectifs élèves du public disposant de kits | Proportion d'élèves du public disposant de kits |
|----------------|----------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------|----------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| ABIDJAN | 373 425 | 236 794 | 63,41% | IFFOU | 58 421 | 54 600 | 93,46% |
| AGNEBY-TIASSA | 122 555 | 115 989 | 94,64% | INDENIE-DJUABLIN | 80 890 | 55 570 | 68,70% |
| BAFING | 30 302 | 25 537 | 84,27% | KABADOUGOU | 34 207 | 39 945 | 116,77% |
| BAGOUE | 47 069 | 50 023 | 106,28% | LA ME | 85 442 | 13 959 | 16,34% |
| BELIER | 75 375 | 48 033 | 63,73% | LÔH-DJIBOUA | 151 542 | 58 637 | 38,69% |
| BERE | 55 463 | 48 823 | 88,03% | MARAHOUÉ | 142 807 | 123 131 | 86,22% |
| BOUNKANI | 37 016 | 19 844 | 53,61% | MORONOU | 59 740 | 59 185 | 99,07% |
| CAVALLY | 78 329 | 61 259 | 78,21% | NAWA | 153 754 | 141 690 | 92,15% |
| FOLON | 14 909 | 13 161 | 88,28% | N'ZI | 43 807 | 42 539 | 97,11% |
| GBÈKÈ | 166 228 | 69 987 | 42,10% | PORO | 116 397 | 101 345 | 87,07% |
| GBOKLE | 56 001 | 50 557 | 90,28% | SAN PEDRO | 109 396 | 7 787 | 7,12% |
| GÔH | 142 780 | 131 901 | 92,38% | SUD-COMOE | 100 954 | 35 791 | 35,45% |
| GONTOUGO | 120 003 | 12 303 | 10,25% | TCHOLOGO | 60 261 | 55 004 | 91,28% |
| GRANDS PONTS | 64 886 | 58 823 | 90,66% | TONKPI | 172 037 | 155 253 | 90,24% |
| GUEMON | 126 147 | 13 877 | 11,00% | WORODOUGOU | 48 999 | 43 532 | 88,84% |
| HAMBOL | 72 582 | 68 766 | 94,74% | YAMOOUSSOUKRO | 53 117 | 22 666 | 42,67% |
| HAUT-SASSANDRA | 253 826 | 221 485 | 87,26% | NATIONAL | 3 308 667 | 2 257 796 | 68,24% |

IV-Commodités au sein des établissements scolaires

La scolarisation massive des enfants depuis 2015 ne doit pas se faire au détriment de la qualité. Aussi les écoles et les établissements doivent être dotés de commodités telles que les latrines, les points d'eau, l'électricité, les lave-mains et les cantines pour que les apprentissages se déroulent dans un cadre propice.

Quel est l'état des lieux de ces commodités quatre ans après la mise en œuvre de la PSO ?

Il s'agira d'analyser la disponibilité de ces commodités au sein de ces structures scolaires.

1- Points d'eau

Dans la dynamique de la PSO, le gouvernement ivoirien a décidé d'améliorer l'environnement d'apprentissage et de travail en dotant les écoles et établissements secondaires de points d'eau.

- Dans le primaire, d'une manière générale, l'on observe une augmentation de la proportion des écoles ayant des points d'eau sur la période de 2015-2016 à 2018-2019. Toutefois, cette tendance à la hausse n'est pas restée constante sur toute la période. En effet, la proportion des écoles ayant des points d'eau fonctionnels s'est améliorée de 4 points entre 2015-2016 et 2017-2018 en passant de 39% à 43%. Puis, elle a connu une baisse de 8 points entre 2017-2018 et 2018-2019 (**Graphique 15**). Cette tendance en baisse est notamment due à l'effet du public où l'on observe une chute remarquable de la proportion des écoles ayant des points d'eau fonctionnels sur cette même période. Cela pourrait s'expliquer par une dégradation ou le mauvais entretien des installations de points d'eau dans cet ordre d'enseignement.

- Au secondaire général, sur la période allant de 2015-2016 à 2018-2019, dans l'ensemble, la proportion d'établissements ayant des points d'eau a évolué de 84% à 90%, soit une augmentation de 6 points (**Graphique 16**).

Cependant, dans le public, même si la proportion d'établissements ayant des points d'eau fonctionnels a baissé de 7 points (de 73% à 66%) de 2015/16 à 2016/17, l'on observe une augmentation globale de 3 points sur la période de 2015 à 2019.

Les proportions de structures scolaires dotées de points d'eau ont certes augmenté, mais, quelles sont les proportions d'élèves qui en bénéficient réellement selon le milieu d'implantation de leur école ?

Au Primaire, en 2018-2019, seulement 35% des écoles disposent de points d'eau fonctionnels et 50% d'élèves en bénéficient.

En milieu urbain 47% des écoles sont dotées de points d'eau et 65 % des élèves en bénéficient. A contrario en milieu rural, ces proportions sont respectivement de 27 % et de 36%. Ainsi, les élèves de milieu rural ont moins accès à l'eau potable que ceux issus du milieu urbain.

Au Secondaire général, en 2018-2019, la disponibilité en point d'eau est meilleure. Néanmoins 6% des établissements n'en sont pas encore dotés et 10 % des élèves n'en bénéficient pas **(Tableau 44)**.

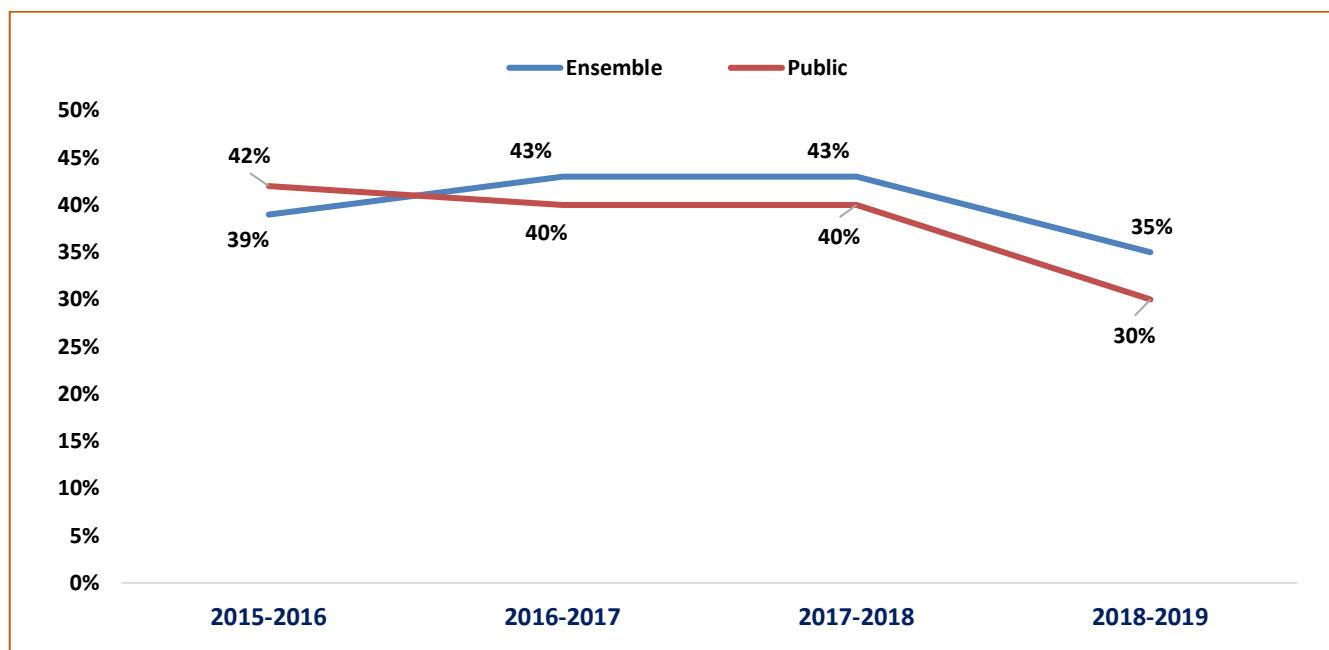
Au Primaire, la situation de l'accès à l'eau potable est précaire et elle présente d'énormes disparités régionales dans le public. En effet, toutes les 31 régions administratives ont moins de 5 écoles sur 10 disposants de points d'eau. Par ailleurs, la majorité des régions administratives (environ 55%) sont en dessous de la moyenne nationale qui est de 30% dans le primaire public. Les régions les plus touchées par le manque d'eau potable sont GONTOUGO (18%), BOUNKANI (18%), BERE (17%) et BAFING (13%).

Dans le secondaire général public, 10% des établissements ne disposent pas de points d'eau.

6 régions sur 31 ont un taux de couverture compris entre 50% et 75%. Il s'agit de : Folon (60%), BOUNKANI (42%), WORODOUGOU (50%), HAMBOL (67%), BERE (50%) et BAGOUE (59%). La situation de la disponibilité des points d'eau est préoccupante dans ces régions. **(Tableau 45)**.

Une politique de ravitaillement de toutes les structures éducatives en point d'eau, permettra d'améliorer la qualité de l'éducation en Côte d'Ivoire.

Graphique 15 : Evolution de la proportion des écoles primaires disposant de point d'eau fonctionnel, de 2015/16 à 2018/19



Graphique 16 : Evolution de la proportion des établissements secondaires disposant de point d'eau fonctionnel, de 2015/16 à 2018/19

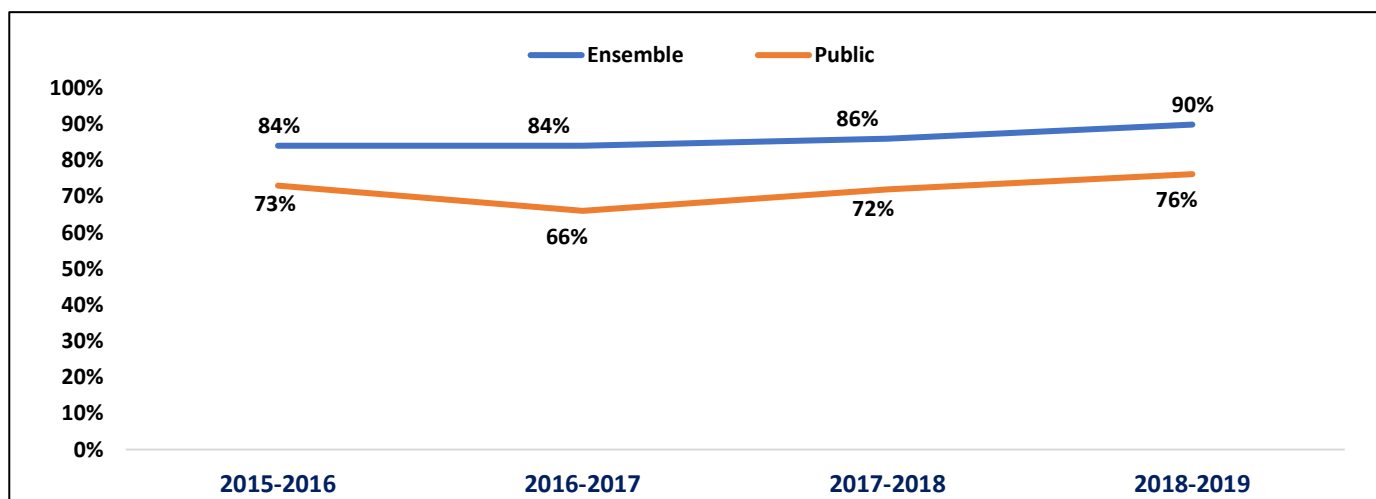


Tableau 44 : Proportion des écoles primaires et des établissements secondaires disposant de point d'eau fonctionnel, en 2018/19

| Statut | Milieu | Nombre d'Écoles / Établissements | Effectifs élèves | Nombre d'écoles ayant un Point eau fonctionnel | Effectifs élève bénéficiant de point d'eau fonctionnel | Proportion d'écoles ayant un Point eau fonctionnel | Proportion des élèves bénéficiant d'un Point eau fonctionnel |
|--------------------------------|--------------|----------------------------------|------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|
| Enseignement primaire | | | | | | | |
| Public | Rural | 9 759 | 1 946 439 | 2 746 | 715 336 | 28% | 37% |
| | Urbain | 4 487 | 1 362 228 | 1 512 | 777 243 | 34% | 57% |
| | Total | 14 246 | 3 308 667 | 4 258 | 1 492 579 | 30% | 45% |
| Privé | Rural | 440 | 74 032 | 164 | 33 230 | 37% | 45% |
| | Urbain | 2 041 | 551 884 | 1 600 | 474 621 | 78% | 86% |
| | Total | 2 481 | 625 916 | 1 764 | 507 851 | 71% | 81% |
| Communautaire | Rural | 829 | 62 583 | 50 | 5 903 | 6% | 9% |
| | Urbain | 59 | 6 718 | 12 | 1 458 | 20% | 22% |
| | Total | 888 | 69 301 | 62 | 7 361 | 7% | 11% |
| Ensemble | Rural | 11 028 | 2 083 054 | 2 960 | 754 469 | 27% | 36% |
| | Urbain | 6 587 | 1 920 830 | 3 124 | 1 253 322 | 47% | 65% |
| | Total | 17 615 | 4 003 884 | 6 084 | 2 007 791 | 35% | 50% |
| Enseignement secondaire | | | | | | | |
| Public | Rural | 118 | 79124 | 74 | 56509 | 63% | 71% |
| | Urbain | 406 | 958466 | 325 | 875181 | 80% | 91% |
| | Total | 524 | 1037590 | 399 | 931690 | 76% | 90% |
| Privé | Rural | 189 | 72408 | 169 | 66312 | 89% | 92% |
| | Urbain | 1 306 | 1000501 | 1 246 | 980859 | 95% | 98% |
| | Total | 1 495 | 1072909 | 1 415 | 1047171 | 95% | 98% |
| Ensemble | Rural | 307 | 151 532 | 243 | 122 821 | 79% | 81% |
| | Urbain | 1 712 | 1 958 967 | 1 571 | 1 856 040 | 92% | 95% |
| | Total | 2 019 | 2110499 | 1 814 | 1978861 | 90% | 94% |

Tableau 45 : Proportion des écoles primaires publiques et des établissements secondaires publics disposant de point d'eau fonctionnel par région administrative, en 2018/19

| Région | Proportion des écoles primaires publiques disposant de point d'eau fonctionnel | Proportion des établissements secondaires publics disposant de point d'eau fonctionnel |
|------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
| ABIDJAN | 46% | 93% |
| AGNEBY-TIASSA | 24% | 85% |
| BAFING | 13% | 67% |
| BAGOUE | 39% | 59% |
| BELIER | 37% | 68% |
| BERE | 17% | 50% |
| BOUNKANI | 18% | 42% |
| CAVALLY | 41% | 67% |
| FOLON | 34% | 60% |
| GBÊKÊ | 33% | 100% |
| GBOKLE | 44% | 75% |
| GÔH | 28% | 78% |
| GONTOUGO | 18% | 67% |
| GRANDS PONTS | 29% | 91% |
| GUEMON | 25% | 88% |
| HAMBOL | 36% | 67% |
| HAUT-SASSANDRA | 31% | 79% |
| IFFOU | 24% | 86% |
| INDENIE-DJUABLIN | 35% | 90% |
| KABADOUGOU | 42% | 87% |
| LA ME | 20% | 71% |
| LÔH-DJIBOUA | 22% | 79% |
| MARAHOUÉ | 22% | 65% |
| MORONOU | 30% | 75% |
| NAWA | 32% | 67% |
| N'ZI | 27% | 71% |
| PORO | 27% | 80% |
| SAN PEDRO | 36% | 80% |
| SUD-COMOE | 41% | 89% |
| TCHOLOGO | 23% | 69% |
| TONKPI | 28% | 64% |
| WORODOUGOU | 22% | 50% |
| YAMOOUSSOUKRO | 24% | 100% |
| NATIONAL PUBLIC | 30% | 76% |

2- Cantines scolaires dans le primaire

Maintenir les enfants dans le système scolaire est l'un des objectifs majeurs de la PSO. Ainsi, le gouvernement s'est-il engagé à vulgariser et à pérenniser les cantines scolaires afin d'améliorer la nutrition des élèves.

Dans l'ensemble au primaire, la proportion des écoles disposant d'une cantine scolaire est passée de 39% en 2015-2016 à 33% en 2018-2019, soit une baisse de 6 points de pourcentage. Dans le public, cette proportion a baissé de 8 points de pourcentage, passant de 46% à 38%. La proportion d'écoles ayant une cantine est plus importante au public qu'au privé quel que soit le milieu. Cette tendance à la baisse pourrait s'expliquer par la fermeture de certaines cantines (**Graphique 17**).

Selon le milieu au Primaire, en 2018-2019, 47% des élèves bénéficient des rations en milieu rural contre 38% en milieu urbain. Malgré les efforts consentis par l'Etat ivoirien, la proportion d'écoles n'ayant pas de cantine demeure importante aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Cette commodité est quasi-inexistante dans les écoles communautaires (**Tableau 46**).

Dans le public, en 2018-2019, 14 régions administratives et districts sur 33 ont moins de 38% de leurs écoles qui disposent d'une cantine scolaire. La majorité des régions est en dessous de la moyenne nationale qui est de 38% dans le primaire public. Les régions suivantes sont celles qui affichent les plus faibles proportions d'écoles dotées de cantine fonctionnelle : le GUEMON (24%), le WORODOUGOU (25%), ABIDJAN (27%), SAN PEDRO (27%), la NAWA (27%), BERE (29%) et le GBOKLE (30%) (**Graphique 18**).

Graphique 17 : Evolution de la proportion des écoles primaires disposant de cantine fonctionnelle, de 2015/16 à 2018/19

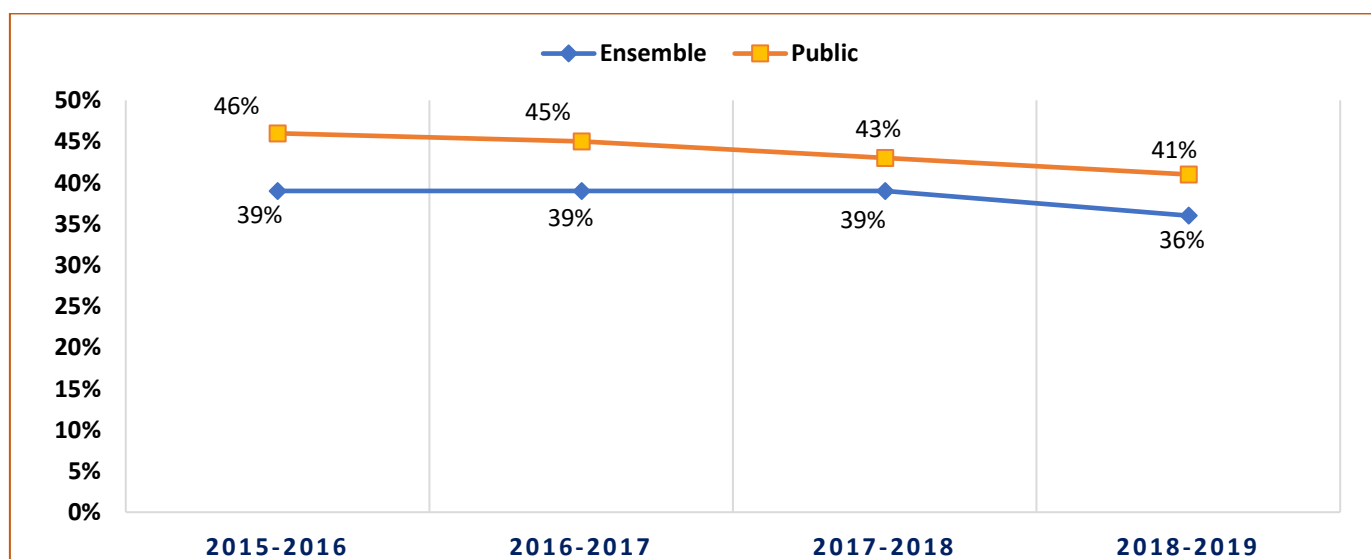
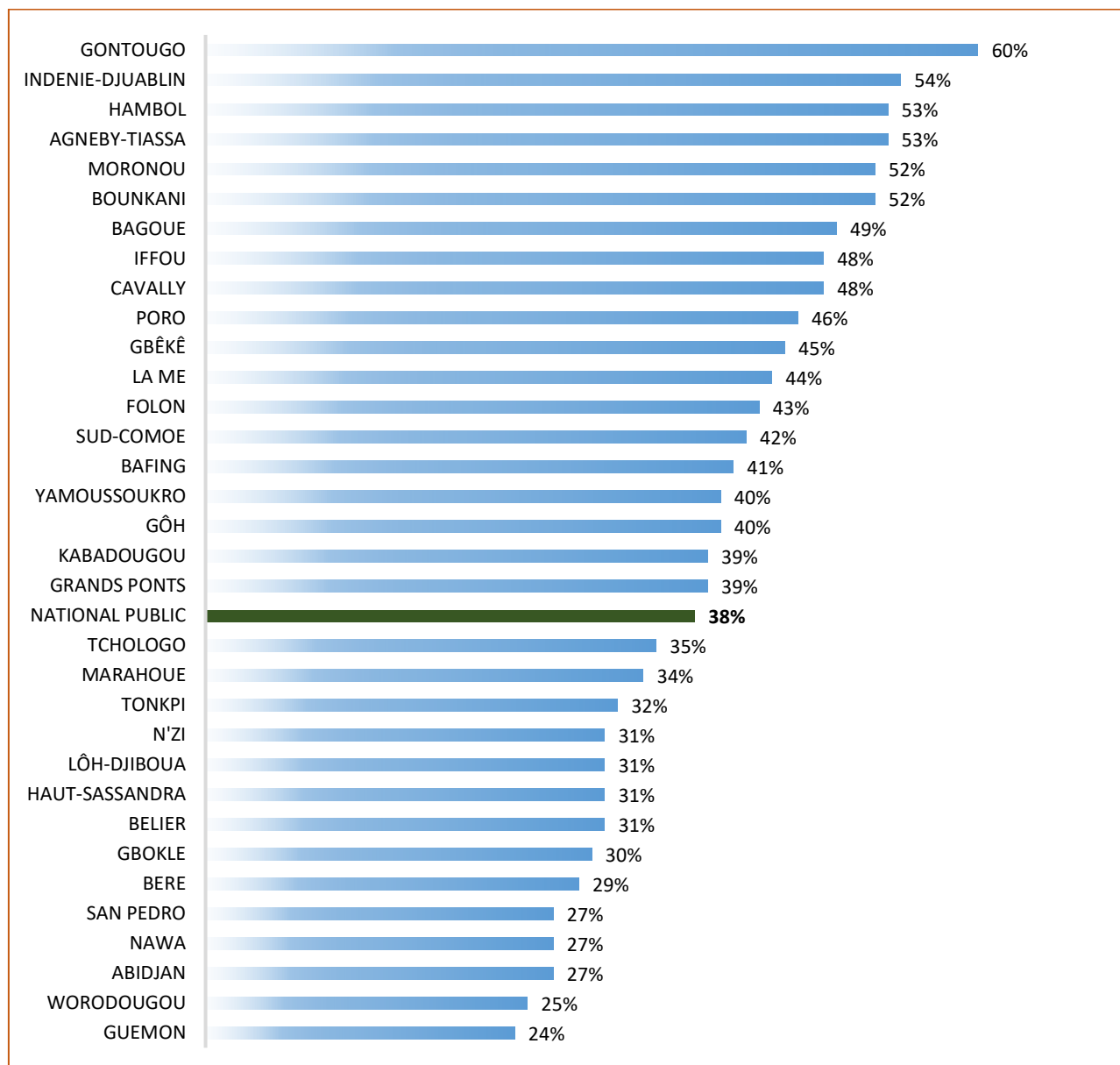


Tableau 46 : Proportion des écoles primaires disposant de cantine fonctionnelle par statut et par milieu, en 2018/19

| Statut | Milieu | Nombre d'écoles | Effectifs des élèves | Nombre d'écoles disposant d'une cantine fonctionnelle | Nombre de Rationnaires | Proportion d des écoles disposant d'une cantine fonctionnelle | Proportion des rationnaires bénéficiant de la cantine |
|-----------------|--------------|-----------------|----------------------|-------------------------------------------------------|------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|
| Public | Rural | 9 759 | 1 946 439 | 3 738 | 906 459 | 38% | 47% |
| | Urbain | 4 487 | 1 362 228 | 1 658 | 522 815 | 37% | 38% |
| | Total | 14 246 | 3 308 667 | 5 396 | 1 429 274 | 38% | 43% |
| Privé | Rural | 440 | 74 032 | 12 | 4 279 | 3% | 6% |
| | Urbain | 2 041 | 551 884 | 377 | 112 676 | 18% | 20% |
| | Total | 2 481 | 625 916 | 389 | 116 955 | 16% | 19% |
| Communautaire | Rural | 829 | 62 583 | 3 | 790 | 0,4% | 1% |
| | Urbain | 59 | 6 718 | 4 | 497 | 7% | 7% |
| | Total | 888 | 69 301 | 7 | 1 287 | 1% | 2% |
| Ensemble | | 17 615 | 4 003 884 | 5 792 | 1 547 516 | 33% | 39% |

Graphique 18 : Proportion des écoles primaires publiques disposant de cantine fonctionnelle par région administrative, en 2018/19



3- Latrines

Les latrines sont le mode d'assainissement de base en milieu scolaire. Leur but est à la fois d'assurer la santé de ses usagers et de protéger l'environnement. Les latrines contribuent au maintien des élèves surtout les jeunes filles à l'école.

Dans les écoles primaires publiques, l'on observe une évolution des proportions des infrastructures scolaires ayant des latrines de 2015-2016 à 2018-2019. De façon générale, l'on observe une augmentation du nombre d'écoles disposant de latrines fonctionnelles. Toutefois cette augmentation n'a pas été constante dans le primaire public sur cette période. En effet, partie d'une hausse fulgurante de 13 points entre 2015/16 (38%) et 2016/17 (51%), la proportion d'écoles ayant des latrines a chuté en 2017/18 (47%) puis a connu une nouvelle phase de croissance en 2018/19 (52%). Cette situation pourrait s'expliquer par un effet de la PSO qui,

dans sa mise en œuvre, a contribué à augmenter le nombre de latrines. Cependant, le manque d'entretien de certaines latrines pourrait être l'une des causes de la baisse de la proportion des écoles ayant des latrines (**Graphique 19**).

Selon le statut, en milieu rural, en 2018/19, la proportion d'écoles ayant des latrines fonctionnelles est 39% contre 54% en milieu urbain dans le public. Dans les écoles privées, cette proportion passe à 48% en milieu rural contre 90% en milieu urbain. La proportion d'écoles disposant de latrines est plus importante dans le privé que dans le public respectivement 85% contre 52%. Dans le primaire public, à peine un tiers des régions a plus de 50% de écoles qui possèdent des latrines fonctionnelles. Par ailleurs, la plupart des régions est en dessous de la moyenne nationale qui est de 44%. En d'autres termes, dans ces régions à peine 4 écoles sur 10 possèdent des latrines fonctionnelles. (**Tableau 47**)

Au secondaire, dans le public, en 2018-2019, la proportion d'établissements ayant des latrines en milieu rural est 78% contre 66% en milieu urbain. Les latrines fonctionnelles sont donc plus présentes en milieu rural qu'en milieu urbain. Dans l'ensemble, la majorité des établissements dispose de latrines fonctionnelles (97%). Cette photographie nationale est probablement influencée par le privé ou presque tous les établissements possèdent des latrines fonctionnelles quel que soit le milieu (86%).

Dans le secondaire public, en 2018-2019, 11 régions ont des établissements qui possèdent des latrines fonctionnelles à 100%. Les autres régions ont une proportion d'établissements ayant des latrines fonctionnelles supérieure à 75%. La moyenne nationale des établissements ayant des latrines fonctionnelles au public est de 97% (**Tableau 48**).

Graphique 19 : Evolution de la proportion des écoles et établissements secondaires disposant de latrines fonctionnelles, de 2015/16 à 2018/19

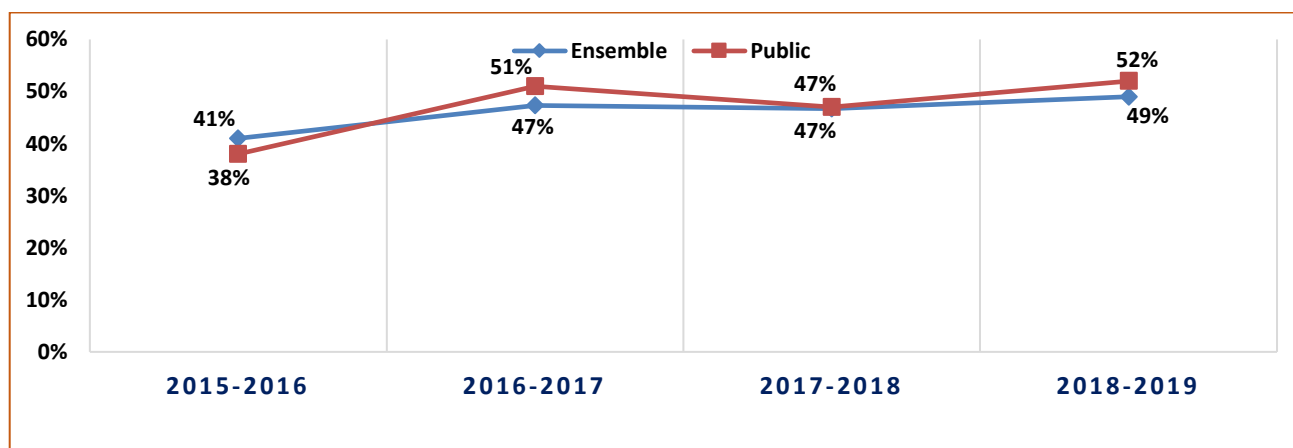


Tableau 47: Proportion des écoles primaires et établissements secondaires disposant de latrines fonctionnelles par statut et par milieu, en 2018/19

| Statut | Milieu | Nombre d'écoles et établissements | Nombre d'écoles et établissement ayant des latrines fonctionnelles | Proportion d'écoles et d'établissements disposant de latrines fonctionnelles |
|--------------------------------|---------------|-----------------------------------|--------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Enseignement primaire | | | | |
| Public | Rural | 9759 | 4450 | 46% |
| | Urbain | 4487 | 2982 | 66% |
| | Total | 14246 | 7432 | 52% |
| Privé | Rural | 440 | 221 | 50% |
| | Urbain | 2041 | 1880 | 92% |
| | Total | 2481 | 2101 | 85% |
| Communautaire | Rural | 829 | 74 | 9% |
| | Urbain | 59 | 17 | 29% |
| | Total | 888 | 91 | 10% |
| Ensemble | Rural | 11028 | 4745 | 43% |
| | Urbain | 6587 | 4879 | 74% |
| | Total | 17615 | 9624 | 49% |
| Enseignement secondaire | | | | |
| Public | Rural | 118 | 92 | 78% |
| | Urbain | 406 | 268 | 66% |
| | Total | 524 | 360 | 69% |
| Privé | Rural | 189 | 178 | 94% |
| | Urbain | 1306 | 1103 | 84% |
| | Total | 1495 | 1281 | 86% |
| Ensemble | Rural | 307 | 280 | 91% |
| | Urbain | 1712 | 1671 | 98% |
| | Total | 2019 | 1951 | 97% |

Tableau 48 : Proportion des écoles primaires publiques et des établissements secondaires publics disposant de latrines fonctionnelles par région administrative, en 2018/19

| REGION | Proportion des écoles primaires publiques disposant de latrines fonctionnelles | Proportion des établissements secondaires publics disposant de latrines fonctionnelles |
|------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| ABIDJAN | 75% | 100% |
| AGNEBY-TIASSA | 47% | 96% |
| BAFING | 36% | 80% |
| BAGOUE | 46% | 93% |
| BELIER | 44% | 95% |
| BERE | 27% | 93% |
| BOUNKANI | 56% | 67% |
| CAVALLY | 57% | 96% |
| FOLON | 74% | 100% |
| GBÊKÊ | 48% | 98% |
| GBOKLE | 40% | 93% |
| GÔH | 35% | 97% |
| GONTOUGO | 43% | 94% |
| GRANDS PONTS | 36% | 98% |
| GUEMON | 35% | 100% |
| HAMBOL | 51% | 100% |
| HAUT-SASSANDRA | 30% | 99% |
| IFFOU | 36% | 100% |
| INDENIE-DJUABLIN | 43% | 100% |
| KABADOUGOU | 53% | 95% |
| LA ME | 53% | 94% |
| LÔH-DJIBOUA | 36% | 95% |
| MARAHOUÉ | 22% | 90% |
| MORONOU | 37% | 88% |
| NAWA | 45% | 100% |
| N'ZI | 38% | 100% |
| PORO | 51% | 93% |
| SAN PEDRO | 47% | 100% |
| SUD-COMOE | 58% | 100% |
| TCHOLOGO | 41% | 95% |
| TONKPI | 33% | 98% |
| WORODOUGOU | 30% | 76% |
| YAMOOUSSOUKRO | 53% | 100% |
| NATIONAL PUBLIC | 44% | 90% |

4- Electricité

L'accès à l'électricité dans les écoles et établissements est primordial car l'enseignement dispensé dans nos salles de classe a besoin d'un bon éclairage dans certaines situations d'apprentissage. Dans l'enseignement primaire, le manque était plus important : sur 100 écoles, seulement 29 avaient de l'électricité. Au secondaire, la situation était meilleure mais 16% des établissements ne sont pas éclairés.

La proportion des infrastructures scolaires électrifiées de 2015/16 à 2018/19 a augmenté dans tous les statuts confondus (privé et public). En effet, avec la mise en œuvre de la PSO, la proportion des écoles électrifiées s'est accrue d'un bond de 8 points entre 2015/16 (31%) et 2017/18 (39%). Ensuite, on observe une baisse de la proportion d'écoles électrifiées en 2018/19 (34%) (**Graphique 20**). Cette baisse des proportions s'expliquerait par le fait que le nombre d'écoles augmente constamment mais les démarches administratives pour leur électrification ne suivent pas toujours le même rythme. Par ailleurs, l'on pourrait noter la dégradation des installations électriques.

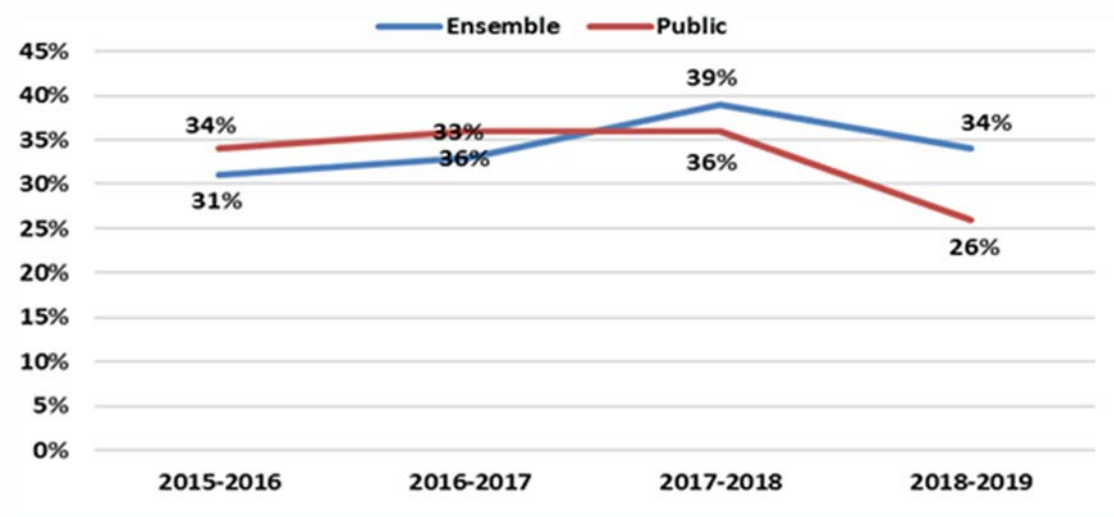
Selon le statut, en 2018-2019, la proportion d'écoles électrifiées est plus importante au privé. Quel que soit leur statut, les écoles en milieu rural sont quasiment toutes non-électrifiées. Ceci pourrait s'expliquer par l'implantation d'écoles dans des zones non-encore électrifiées.

Dans le secondaire général, dans l'ensemble, l'on observe également deux phases d'évolution des proportions d'établissements électrifiés : la première phase correspondant à une baisse de 84%, en 2015/16 à 79%, en 2016/17 et la seconde phase correspondant à une hausse de 79% en 2016/17 à 82% en 2018/19. Toutefois, au secondaire public, la tendance est plutôt à la hausse sur toute la période (**Graphique 21**) Ce qui traduit les efforts du gouvernement ivoirien à offrir aux élèves un cadre propice à l'apprentissage.

Au secondaire, la plupart des établissements sont électrifiés. La proportion des établissements électrifiés est plus forte au public qu'au privé.

La situation des établissements électrifiés par région dans le public en 2018-2019 au secondaire est bien meilleure que celle du primaire au niveau régional. En effet, hormis les régions de FOLON (17%), BOUKANI (40%) et WORODOUGOU (48%), toutes les autres régions ont une proportion d'établissements électrifiés supérieure ou égale à 50%. Ce qui signifie que la majorité des élèves du secondaire public ont accès à un cadre d'apprentissage bénéficiant de meilleures conditions d'éclairage. (**Tableau 50**). La majorité des établissements secondaires électrifiés se situe en milieu urbain dans les régions et districts suivants : District Abidjan (99%), YAMOOUSSOUKRO (93%) KABADOUGOU (95%) et GBEKE (91%).

Graphique 20 : Evolution de la proportion des écoles primaires électrifiées, de 2015/16 à 2018/19



Graphique 21 : Evolution de la proportion des établissements secondaires électrifiés, de 2015/16 à 2018/19

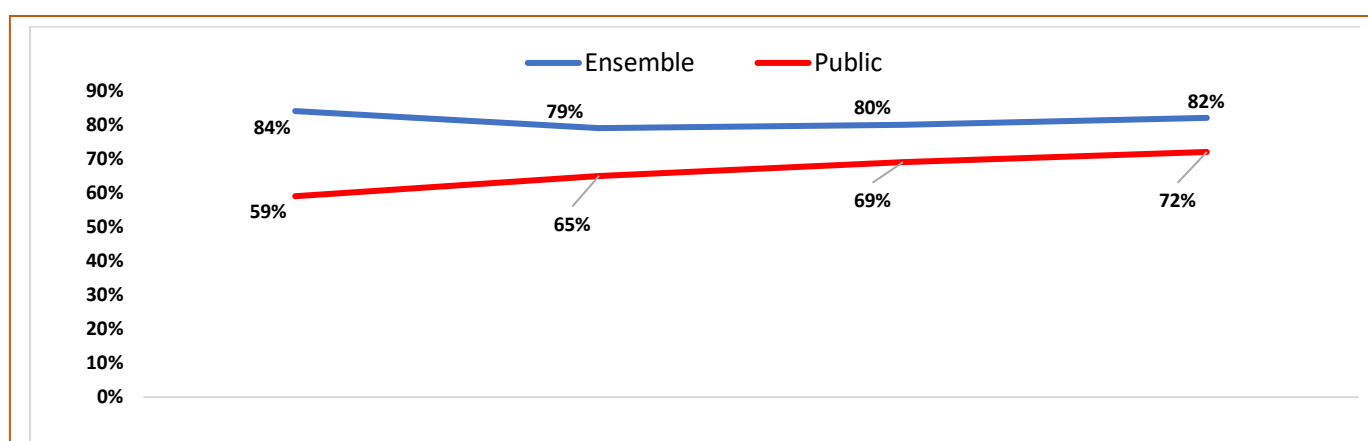


Tableau 49 : Proportion des écoles primaires et des établissements secondaires électrifiés par statut et par milieu, en 2018/19

| SATUT | MILIEU | Nombre école/ Etablissement | Nombre d'écoles /Etablissements Électrifiés | Proportion d'écoles /d'Etablissements Electrifiés |
|------------------------------|--------------|--------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| Enseignement primaire | | | | |
| Public | Rural | 9759 | 1229 | 13% |
| | Urbain | 4487 | 2527 | 56% |
| | Total | 14246 | 3756 | 26% |
| Privé | Rural | 440 | 83 | 19% |
| | Urbain | 2041 | 1632 | 80% |
| | Total | 2481 | 1715 | 69% |
| Communautaire | Rural | 829 | 13 | 2% |
| | Urbain | 59 | 15 | 25% |
| | Total | 888 | 28 | 3% |
| Ensemble | Rural | 10199 | 1312 | 13% |
| | Urbain | 6528 | 4159 | 64% |
| | Total | 17615 | 5499 | 34% |

Tableau 49 : Proportion des écoles primaires et des établissements secondaires électrifiés par statut et par milieu, en 2018/19 (suite et fin)

| SATUT | MILIEU | Nombre école/ Etablissement | Nombre d'écoles /Etablissements Électrifiés | Proportion d'écoles /d'Etablissements Electrifiés |
|--------------------------------|--------------|--------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| Enseignement secondaire | | | | |
| Privé | Rural | 189 | 123 | 65% |
| | Urbain | 1306 | 1157 | 89% |
| | Total | 1495 | 1280 | 86% |
| Public | Rural | 118 | 55 | 47% |
| | Urbain | 406 | 323 | 80% |
| | Total | 524 | 378 | 72% |
| Ensemble | Rural | 307 | 178 | 58% |
| | Urbain | 1712 | 1480 | 86% |
| | Total | 2019 | 1658 | 82% |

Tableau 50 : Proportion des écoles primaires publiques et des établissements secondaires publics électrifiés par région administrative, en 2018/19

| Région | Proportion des écoles primaires publiques électrifiées | Proportion des établissements secondaires électrifiés dans le public |
|----------------|--------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| ABIDJAN | 86% | 99% |
| AGNEBY-TIASSA | 42% | 89% |
| BAFING | 9% | 70% |
| BAGOUE | 16% | 52% |
| BELIER | 20% | 82% |
| BERE | 4% | 73% |
| BOUNKANI | 7% | 40% |
| CAVALLY | 6% | 80% |
| FOLON | 19% | 17% |
| GBÊKÊ | 33% | 91% |
| GBOKLE | 10% | 79% |
| GÔH | 16% | 82% |
| GONTOUGO | 11% | 73% |
| GRANDS PONTS | 53% | 85% |
| GUEMON | 6% | 55% |
| HAMBOL | 24% | 68% |
| HAUT-SASSANDRA | 11% | 62% |
| IFFOU | 19% | 84% |

Tableau 50 : Proportion des écoles primaires publiques et des établissements secondaires publics électrifiés par région administrative, en 2018/19 (suite et fin)

| Région | Proportion des écoles primaires publiques électrifiées | Proportion des établissements secondaires publics électrifiés dans le public |
|------------------------|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| INDENIE-DJUABLIN | 42% | 80% |
| KABADOUGOU | 18% | 95% |
| LA ME | 53% | 88% |
| LÔH-DJIBOUA | 20% | 77% |
| MARAHOUÉ | 20% | 83% |
| MORONOU | 32% | 82% |
| NAWA | 15% | 74% |
| N'ZI | 24% | 85% |
| PORO | 21% | 71% |
| SAN PEDRO | 17% | 85% |
| SUD-COMOE | 59% | 94% |
| TCHOLOGO | 18% | 59% |
| TONKPI | 12% | 67% |
| WORODOUGOU | 11% | 48% |
| YAMOOUSSOUKRO | 57% | 93% |
| NATIONAL PUBLIC | 26% | 72% |

5- Dispositifs de lavage des mains

Plus qu'une simple commodité, les lave-mains constituent pour le système scolaire un canal efficace pour l'éducation à la santé des enfants et des jeunes à travers la promotion du lavage des mains. Le lavage des mains n'est pas seulement une pratique d'hygiène mais un moyen de prévention très efficace.

Conscient de cette nécessité, le gouvernement s'est engagé à équiper chaque école et établissement de dispositifs de lave-mains.

La proportion des écoles ayant des lave-mains de 2015/16 à 2018/19 au primaire a connu une hausse de 20% en 2015/16 à 27% en 2016/17, soit un écart de 7 points de pourcentage. De 2016/17 à 2018/19, l'on observe une régression de 3 points (de 27% à 24%).

En 2018-2019, la proportion d'écoles ayant un dispositif de lave-mains est seulement de 2 écoles sur 10. Le primaire privé est bien plus fourni en dispositif de lave-mains qu'au public. Quel que soit le statut, moins de 2 écoles sur 10 en milieu rural ont un dispositif de lave-mains. D'une manière générale, les conditions d'hygiène ne sont pas suffisantes dans les écoles primaires. Environ 61% des régions ont une proportion d'écoles possédant un dispositif de lave-mains inférieure à la moyenne nationale qui est de 21% au public. En outre, 10 d'entre elles ont une

proportion inférieure à 10%. Ce sont : le BERE (7%), le GBEKE (9%), le GBOKLE (4%), l'IFFOU (6%), la ME (3%) le LOH DJIBOUA (9%), la MARAHOUE (8%), le MORONOU (6%), le N'ZI (7%) et le WORODOUGOU (7%).

Au secondaire, en 2018-2019, ce sont plus de deux tiers des établissements qui possèdent un dispositif de lave-mains. Globalement, la situation demeure identique au public comme au privé. Seulement 5 régions présentent une proportion d'établissements équipés en dispositif de lave-mains variant entre 25% et 40%. Toutes les autres régions (la majorité) ont une proportion nettement supérieure à 50%. Le District d'Abidjan (75%) et les régions de BERE (71%) FOLON (100%), GBEKE (75%), GRANDS PONTS (90%), HAMBOL (77%), HAUT SASSANDRA (72%), KABADOUGOU (100%), NAWA (78%), TCHOLOGO (78%), TONKPI (75%).

Au regard de la situation des commodités au sein des écoles et établissements secondaires, il convient de noter que la situation des dispositifs de lavage des mains est très préoccupante dans certaines régions administratives au niveau du primaire. Pour un système éducatif régional de qualité, il faut doter toutes les structures scolaires de dispositif de lave-mains.

Graphique 22 : Proportion des écoles primaires disposant de lave-mains fonctionnels, de 2015/16 à 2018/19

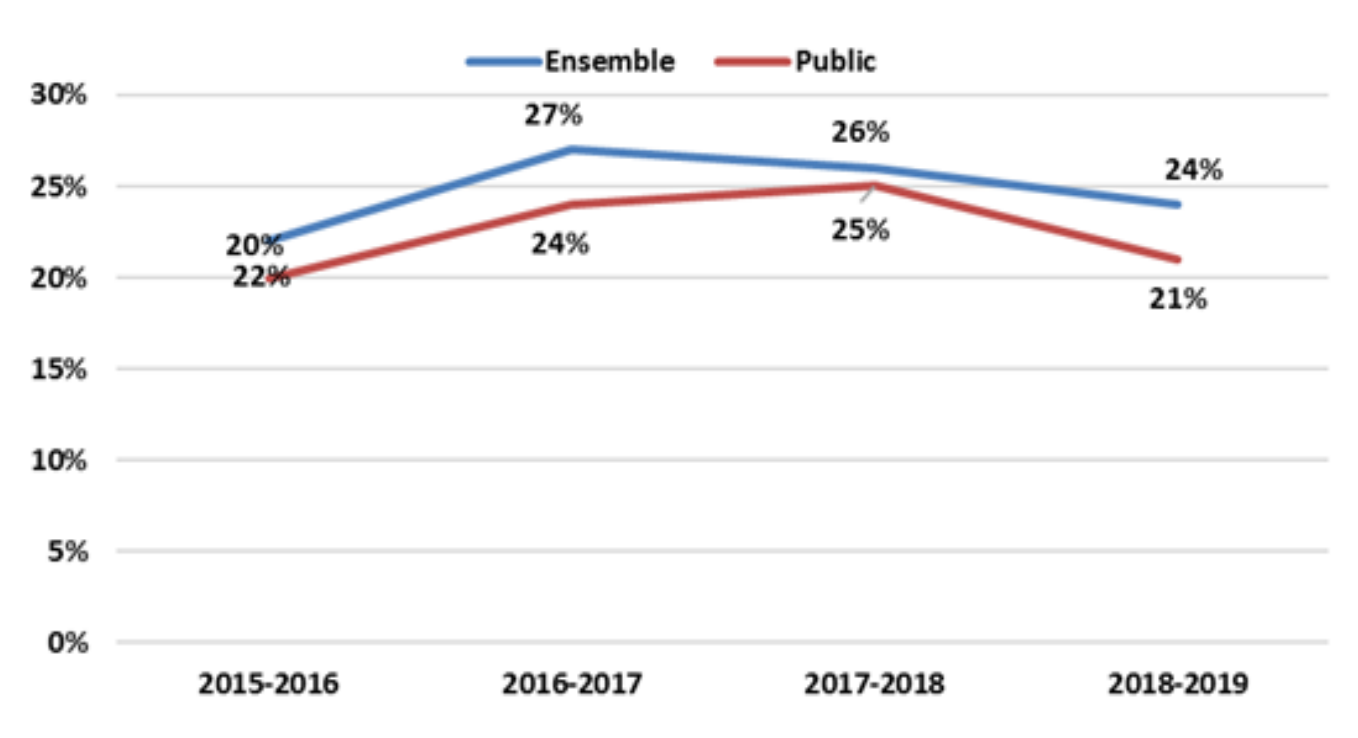


Tableau 51 : Proportion des écoles primaires et établissements secondaires disposant de lave-mains fonctionnels par statut et par milieu, en 2018/19

| SATUT | MILIEU | Nombre école/Etablissement | Nombre d'écoles /Etablissements ayant un dispositif de lave-mains fonctionnel | Proportion d'écoles /Etablissements ayant un dispositif de lave-mains fonctionnel |
|--------------------------------|--------------|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| Enseignement primaire | | | | |
| Public | Rural | 9759 | 1776 | 18% |
| | Urbain | 4487 | 1257 | 28% |
| | Total | 14246 | 3033 | 21% |
| Privé | Rural | 440 | 68 | 15% |
| | Urbain | 2041 | 1109 | 54% |
| | Total | 2481 | 1177 | 47% |
| Communautaire | Rural | 829 | 21 | 3% |
| | Urbain | 59 | 8 | 14% |
| | Total | 888 | 29 | 3% |
| Ensemble | Rural | 11028 | 1865 | 17% |
| | Urbain | 6587 | 2374 | 36% |
| | Total | 17615 | 4239 | 24% |
| Enseignement secondaire | | | | |
| Privé | Rural | 189 | 117 | 62% |
| | Urbain | 1306 | 913 | 70% |
| | Total | 1495 | 1030 | 69% |
| Public | Rural | 118 | 46 | 39% |
| | Urbain | 406 | 199 | 49% |
| | Total | 524 | 245 | 47% |
| Ensemble | Rural | 307 | 163 | 53% |
| | Urbain | 1712 | 1112 | 65% |
| | Total | 2019 | 1275 | 63% |

Tableau 52 : Proportion des écoles primaires publiques et établissements secondaires publics disposant de lave-mains fonctionnels par région administrative, en 2018/19

| Régions | Proportion des écoles primaires publiques disposant de lave-mains fonctionnels | Proportion des établissements secondaires publics disposant de lave-mains fonctionnels |
|------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
| ABIDJAN | 33% | 59% |
| AGNEBY-TIASSA | 19% | 69% |
| BAFING | 25% | 50% |
| BAGOUE | 11% | 47% |
| BELIER | 13% | 42% |
| BERE | 7% | 13% |
| BOUNKANI | 17% | 17% |
| CAVALLY | 35% | 22% |
| FOLON | 34% | 80% |
| GBÊKÊ | 9% | 64% |
| GBOKLE | 4% | 25% |
| GÔH | 10% | 44% |
| GONTOUGO | 19% | 44% |
| GRANDS PONTS | 11% | 82% |
| GUEMON | 10% | 38% |
| HAMBOL | 11% | 11% |
| HAUT-SASSANDRA | 12% | 38% |
| IFFOU | 6% | 86% |
| INDENIE-DJUABLIN | 16% | 50% |
| KABADOUGOU | 32% | 87% |
| LA ME | 3% | 52% |
| LÔH-DJIBOUA | 9% | 43% |
| MARAHOUÉ | 8% | 29% |
| MORONOU | 6% | 33% |
| NAWA | 27% | 92% |
| N'ZI | 7% | 43% |
| PORO | 10% | 37% |
| SAN PEDRO | 26% | 10% |
| SUD-COMOE | 36% | 52% |
| TCHOLOGO | 11% | 69% |
| TONKPI | 21% | 36% |
| WORODOUGOU | 7% | 31% |
| YAMOOUSSOUKRO | 15% | 20% |
| NATIONAL PUBLIC | 21% | 47% |

Conclusion

La mise en œuvre de la Politique de Scolarisation Obligatoire (PSO) pour les enfants de 6 à 16 ans est dans sa phase opérationnelle. Elle est un défi de taille pour permettre à la Côte d'Ivoire de parvenir à l'émergence, à l'horizon 2020, telle que souhaitée par le Président de la République, S.E.M. Alassane OUATTARA. A ce propos, il affirmait :

« ...c'est par l'éducation que nous pourrions garantir, à notre jeunesse, un avenir prometteur. C'est aussi par l'éducation que nous pourrions mettre fin aux cycles générationnels de pauvreté et parvenir à un développement humain durable ».

Les activités déroulées dans le cadre de la PSO en région ont permis non seulement de mobiliser toute la communauté éducative, administrative et la population autour de la nécessité de scolariser, sans exclusion, tous les enfants âgés de 6 à 16 ans, mais aussi de tirer des leçons pour un pilotage efficace de cette politique. Depuis le vote de la loi, la Politique de Scolarisation Obligatoire contribue progressivement à l'amélioration de l'accès par les constructions de salles de classe, à l'efficacité interne, à la qualité et à la bonne gouvernance scolaire. Elle réduit les disparités du système éducatif en donnant la chance à tous les enfants d'être scolarisés par l'instauration d'une politique inclusive. Cependant, le renforcement d'une politique inclusive par le développement de l'accès et des offres alternatives de formation s'impose avec acuité. La mise en place d'un outil de suivi-évaluation de la PSO s'avère également primordiale pour l'atteinte des objectifs fixés. Il est crucial que la dynamique impulsée soit soutenue et entretenue voire améliorée dans une approche systémique incluant toutes les parties prenantes du secteur éducation-formation pour un système éducatif performant.

Toutefois, il importe que ce changement de paradigme, qu'est l'obligation scolaire, ait un cadre institutionnel solide et un appui budgétaire à la hauteur des objectifs à atteindre d'ici 2025.



une expertise
au service
du **système éducatif**





DIRECTION DES STRATÉGIES DE LA PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES